

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

LA  
**QUESTION DU PLACEMENT**  
DES  
**OUVRIERS ET EMPLOYÉS**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le 25 janvier 1899, à 8 heures 1/2*

PAR

**L. NADAUD**

---

*Président :* M. JAY, professeur.

*Suffragants :* { MM. CHAVEGRIN, }  
                          { SOUCHON, } professeurs.

---

PARIS

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

**JOUBE ET BOYER**

15, rue Racine, 15

---

1899







THÈSE

POUR

LE DOCTORAT



LA

# QUESTION DU PLACEMENT

DES

## OUVRIERS ET EMPLOYÉS

---

### THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le 25 janvier 1899, à 8 heures 1/2*

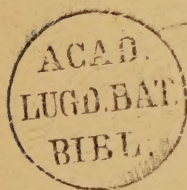
PAR

**L. NADAUD**

---

*Président :* M. JAY, *professeur.*

*Suffragants :* { MM. CHAVEGRIN, }  
                          { SOUCHON, } *professeurs.*



---

PARIS

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

**JOUBE ET BOYER**

15, rue Racine, 15

---

1899

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

## BIBLIOGRAPHIE

- Office du Travail.* — Le Placement, 1893, Berger-Levrault.
- Office du Travail.* — Documents sur la question du chômage, 1896, Imprimerie Nationale.
- Office du Travail.* — Bulletin Périodique, 1894-95-96-97-98  
Berger-Levrault.
- Musée Social.* — Bulletin Mensuel, oct. 1898.
- Annuaire des Syndicats professionnels.* — 1893-94-95-96-97.  
Berger-Levrault.
- Bulletin municipal officiel.* — 1886 à 1898.
- Conseil supérieur du travail.* — Fév. 1891, 1<sup>re</sup> session. Imprimerie Nationale.
- Annuaire de la Bourse du travail.* — 1887 à 1897.
- Mémoires publiés par la chambre syndicale des placeurs autorisés du département de la Seine.* — Alexis Noël, 1892-1896.
- Revue politique et parlementaire.* — N<sup>os</sup> de juillet 1894 et août 1896 (art. de M. Jay).
- Journal des Économistes.* — T. 15.
- Études sur l'industrie aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles.* — Gustave Fagniez.
- Description de la Ville de Paris.* — Piganiol de la Force.
- Métiers et corporations de la Ville de Paris.* — Lespinasse.

*Traité de police.* — Delamarre.

*Anciennes Lois françaises.* — Isambert.

*Histoire des classes ouvrières en France, depuis la conquête  
de Jules César jusqu'à la Révolution.* — Levasseur.  
Guillaumin, 1859.

*Tableau de l'ancienne organisation du travail dans le midi de  
la France.* — Antoine du Bourg.

*La question des grèves sous l'ancien régime.* — P. Bonnassieux,  
in-8°, 1882.

*Collection officielle des ordonnances de police.* — Paris, Paul  
Dupont, 1865.

*Le livre commode des adresses de Paris pour 1692.* — Abra-  
ham du Pradel.

*Histoire du commerce en France.* — Isaac de Laffemas, Paris,  
1606.

*Théophraste Renaudot.* — Par Gilles de la Tourette. Paris,  
Plon, 1884.

*Dictionnaire historique de la ville de Paris.* — Hurtaut et Ma-  
rigny, 1779.

*Histoire parlementaire de la Révolution.* — Buchez et Roux.  
*De l'industrie française.* — Le comte de Chaptal. — Paris,  
1819.

*Les Domestiques en France.* — Casimir Mitre.

*Traité de police administrative.* — Thorlet.

*De l'organisation de la statistique du travail et du placement  
des ouvriers.* — Amédée Hennequin, 1848.

*Le livre du Compagnonnage.* — A. Perdiguier, 1840.

*De la réforme et des abus du Compagnonnage.* — P. Morreau,  
1843.

*Le Conseiller des Compagnons.* — Chovin, 1860.

*Histoire de la Révolution de 1848.* — Louis Blanc.

*Les Bureaux de placement autorisés devant l'opinion.* —

C. A. de Magnin, 1886, Paris, Brasseur.

*L'assistance par le travail de Marseille.* — De Pulligny, Marseille, 1892.

*Etudes historiques et morales sur le compagnonnage.* —

C. G. Simon, 1853. Capelle.

*Les Institutions ouvrières au XIX<sup>e</sup> siècle.* — H. Ameline, Paris, 1866. Durand et Pedone.

*Organisation du travail par les syndicats professionnels.* —

Par M. R. Jay.

*Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels.* — H. Glotin, 1892, Larose et Forcel.

*Du placement des Travailleurs.* — Honnorat, 1896. Marchal.

*Etudes économiques.* — G. de Molinari, 1846. Capelle.

*Les Bourses du Travail.* — G. de Molinari.

*Les Trades Unions* (traduit par Lecour de Grandmaison). — Howel.

*La question ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle.* — Leroy-Beaulieu, Charpentier, 1870.

*L'Etat moderne et ses fonctions.* — Leroy-Beaulieu.

*Le Collectivisme.* — Leroy-Beaulieu. Guillaumin, 3<sup>e</sup> éd.

*Economie politique.* — Leroy-Beaulieu, 1896. Guillaumin.

*Les Corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels.* — Hubert Valleroux, 1855. Guillaumin.

*Cours de législation industrielle.* — M. Jay, 1896.

*Cours de législation industrielle.* — M. Planiol, 1894.



## INTRODUCTION

La question ouvrière, nous dit Brentano, est celle de l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale de l'ouvrier ; c'est la recherche des moyens d'assurer à la classe ouvrière une participation suffisante et progressive des avantages de la civilisation.

La Société a donc le devoir de favoriser le développement des institutions qui peuvent rendre meilleure la situation de l'ouvrier.

Parmi ces institutions, celle du *Placement* nous a semblé présenter un intérêt particulier ; aussi avons-nous été sollicités par le désir de choisir l'étude de cette question comme sujet de notre travail.

Le placement des travailleurs offre un intérêt pratique considérable. Bien organisé le placement peut diminuer le chômage. La situation de l'ouvrier dans le contrat de travail sera plus forte, s'il connaît mieux les conditions du marché ; — et dès l'instant où les rapports entre l'offre et la demande de travail lui seront plus familiers, il pourra mieux profiter des occasions favorables.

Il est un autre côté de cette question qui nous a vivement frappé : son intérêt théorique.

Dans aucune question peut-être, ne se marque mieux qu'ici en effet la singulière évolution accomplie depuis la Révolution en matière industrielle : cette réaction contre l'individualisme des lois de la Constituante de 1791. Depuis quelques années, il est facile de constater un retour chaque jour plus accentué vers quelque chose d'analogue à ce qu'était autrefois le régime corporatif. Le besoin d'une organisation professionnelle est aujourd'hui senti par tout le monde surtout en ce qui concerne le placement des ouvriers.

Avant 1789, le placement était purement professionnel ; il était le monopole des corporations. Aujourd'hui on demande ce monopole pour les syndicats professionnels. Nous aurons l'occasion de constater au cours de ce travail que la majorité des propositions de loi déposées dans ces dernières années sur le bureau de la Chambre tendent à ce but.

Certes le placement professionnel nous semble être la meilleure forme de placement et cependant nous ne sommes pas d'avis de lui assurer le monopole, car il ne peut être utilement fait que si les syndicats patronaux et ouvriers s'entendent et forment entre eux une organisation mixte. Le monopole ne sera possible en effet que le jour où il y aura une organisation professionnelle générale ; et dès lors où tous les ouvriers feront partie des syndicats, nous serons bien près d'être revenus à l'organisation corporative.

Cette question du placement préoccupe beaucoup les

esprits depuis quelques années, et sous l'influence de la politique, a fait l'objet de bien des revendications sociales.

Nous laisserons de côté, dans ce travail, tout ce qui, de près ou de loin, pourrait nous entraîner sur le terrain de la politique.

L'ouvrier en quête de travail a souvent besoin d'un intermédiaire dans le contrat d'embauchage. Quelle sera la nature de cet intermédiaire ? Délicate est la solution du problème.

Montrer quelle fut au cours de notre histoire, l'évolution du placement; indiquer les formes diverses sous lesquelles ils se présentent de nos jours, les examiner chacune sous leurs différents aspects, étudier leur fonctionnement, noter leurs résultats, passer en revue les projets de réformes auxquels elles ont pu donner lieu, et indiquer notre sentiment sur la question: tel est le but de notre travail.

Nos recherches pour la partie historique et bibliographique de ce travail, nous ont été facilitées par l'enquête de l'Office du Travail. L'étude que M. Honorat a faite de cette question nous a également été un auxiliaire appréciable. En différents passages, nous nous sommes aussi inspiré des idées émises par M. Jay dans son cours de législation industrielle de 1895-1896.

## NOTRE ÉTUDE COMPRENDRA :

Un aperçu historique du placement depuis le moyen âge jusqu'au milieu du xix<sup>e</sup> siècle.

L'exposé des différents systèmes de placements employés à notre époque.

Une revue des différentes propositions de loi sur la matière.

Un examen rapide de la législation étrangère sur la question.

Et enfin la solution qui nous semble la meilleure.

## PREMIÈRE PARTIE

### Historique du Placement.

1° Au Moyen-Age.

α) Corporations.

β) Compagnonnage.

2° Au xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles.

α) Clercs des communautés.

β) Bureaux d'adresses.

3° De la Révolution au décret de 1852.

## CHAPITRE I

### MOYEN-AGE.

#### *Des différents procédés d'embauchage.*

C'est vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, que remontent les origines de la question du placement des ouvriers, à dater du jour où, suivant l'expression de M. Emile Corra : « les travailleurs affranchis du servage, « devenus libres de changer de maître et de se déplacer, assumèrent la responsabilité de leur propre « existence et l'obligation de se procurer par eux-mêmes du travail » (1).

Etienne Boileau, garde de la prévôté de Paris (1258-1267) sous le règne de Saint-Louis, nous donne dans son livre connu sous le titre de : « *Registre des métiers et marchandises de la ville de Paris* » de précieux renseignements sur l'organisation du travail et l'embauchage des ouvriers au Moyen-Age. Ce livre

1. Office du Travail : *Le Placement*, p. 1.

n'est pas un recueil de règles impératives, mais un résumé des différentes coutumes de chaque corporation.

La réglementation des corporations, à cette époque, était certes très restrictive, et l'indépendance de l'ouvrier était encore embryonnaire et illusoire ; cependant les associations professionnelles ne présentaient pas le même caractère obligatoire qu'offraient autrefois les collèges du Bas Empire. La liberté de l'ouvrier n'était nullement enchaînée pour la vie entière, et plusieurs procédés s'offraient à lui pour se procurer du travail.

A. — Au XIII<sup>e</sup> siècle, le travail à la journée, à l'heure, à la tâche, était peu employé ; un certain nombre de métiers en avaient même interdit l'usage (1).

Les statuts des ouvriers de draps de soie défendent à l'ouvrier de travailler soit dans sa demeure, soit dans celle des particuliers ; ce n'est que dans un atelier de sa profession qu'il lui est ordinairement possible d'exécuter d'ouvrage (2).

1. *Registre des Mestiers*, d'Etienne Boileau, édition de Dep-ping : statuts des Huchers, p. 374.

2. *Ibid.*, titre XL, p. 92. « Que nul de cy en avant dudit mes-  
« tier, soit maistre ou vallet, ne puisse ouvrer du dit mestier  
« chiez marchant, ne chiez bourgeois, ne chiez autres, quel qu'il  
« soit, si ce n'est chez mestre du mestier, si ce n'est à très no-  
« ble prince en service spécial duquel il seroit ».

Les ouvriers, suivant l'expression de Boileau, sont « *loués* », soit pour un ou plusieurs mois, soit plus communément pour une ou plusieurs années, par un maître de la profession qu'ils exercent. C'est là la règle générale. Toutefois de nombreuses conditions sont exigées pour qu'un ouvrier puisse être ainsi *loué*. Il faut notamment :

α) Qu'il se conforme aux usages de la *Coutume de Paris*. Cette restriction fut imposée pour les ouvriers venant du dehors ; on la trouve dans les statuts des fremaillers de laiton (1), dans ceux des gaigoiers (2), ainsi que dans les statuts des fourbisseurs, brodeurs, et des faiseurs d'aumonières sarrazinoises (3).

β) L'ouvrier doit aussi fournir la preuve que ses précédents maîtres ont été satisfaits de lui, et indiquer s'il a déjà travaillé autrement qu'en apprenti.

« Nul ni nulle ne peut mettre le valet en œuvre, si  
« il n'apporte avec soi bonne créablté et certaine  
« qu'il a fait le gré de son mestre dè que il sera par-  
« ti » (4).

γ) Une moralité irréprochable est également nécessaire (5).

1. *Ibid.*, titre XLII, p. 95. « Qu'il eust servi VIII ou IX ars avant qu'il ouvrest du mestier ».

2. *Ibid.*, p. 165.

3. *Ibid.*, p. 368, 379, 383.

4. *Ibid.*, titre XXVIII, p. 69.

5. *Ibid.*, p. 69.

« Nul maître ne doit souffrir autour de lui, valets qui ne soit

Quant à la forme de ce contrat de louage particulier, les renseignements font défaut, et le livre de Boileau ne spécifie les formalités que pour les apprentis. Il est certain toutefois d'après certains documents (1), que le serment public était imposé à l'ouvrier au moment où il se *louait* : il devait donner sa foi de « *garder et faire le métier bien et loyalement.* »

En 1351, une ordonnance du roi Jean, vint interdire aux maîtres de tous les métiers, de se disputer les ouvriers en enchérissant sur les salaires(2); le nombre des ouvriers fut d'ailleurs limité (3) pour chaque maître et cela dans le but d'empêcher les désavantages de la concurrence et le trop grand avilissement des salai-

« bons et loyaux, ni rêveur, ni mauvais garçon, de quelque lieu  
« que ce soit, de Paris ou d'ailleurs ».

1. *Ibid.* p. 77, 103, 169, 185 et alias.

« Nul ne peut, ni ne doit mettre ouvrier en œuvre ou valet  
« avant qu'il ait donné sa foi qu'il gardera et fera le métier bien  
« et loyalement et cette fiance doit être faite devant deux du  
« métier au moins et doit jurer sur saints que s'il savait aucun du  
« métier qui méprît en aucune chose du métier, il le ferait savoir  
« à ceux qui le métier gardent, le plus tôt qu'il pourrait ».

2. Ordonnance du roi Jean, 1351, titre L.

« Nul maistre du mestier quelqu'il soit, dit une ordonnance de  
« cette année, n'enchérisse sur l'autre maistre du mestier, sous  
« peine d'amende arbitraire. »

3. Statuts des Couteliers, 1565. Art. XLIX.

res. L'ouvrier ainsi alloué vivait de la vie du maître dont il partageait le gîte et le couvert.

B. — A côté des ouvriers « *loués* » à l'année, il y avait une catégorie de travailleurs formant une réserve mobile où les maîtres puisaient leurs auxiliaires pour des travaux pressants, passagers, exceptionnels, et pour lesquels l'embauchage était tout différent. Ces sans travail stationnaient en certains endroits que déterminait la coutume, habituellement sur les places publiques, et où se centralisaient les offres et les demandes d'emploi. La confirmation de cet usage nous est donnée dans les statuts des Foulons (1), ainsi que dans les statuts des Tondeurs de drap du 23 avril 1364 (2). Ce droit du reste de stationner en certains lieux spéciaux appartenait à telle ou telle

1. Registre des métiers, titre LIII, p. 132. Statuts des Foulons :  
« Se li vallés ne sont commandés, eil doivent aller en la place jurée à l'Aigle, au quarrefour des « chaus pont eus alouer, se « alouer se veulent ».

« Li vallés puet aller en la place au chevet Saint-Gervais, « devant la meson la converce; et illeuc vont querri li mestre val-  
« lés, quand ils leurs faillent à la vesprée, ou aus autres eures  
« du jour. »

2. *Statuts des Tondeurs de drap, 23 avril 1364 :*

« Tous les varlets qui voudront gaignier soient tenus aller es  
« places accoutumés à trouver les varlets dicellui métier et à  
« l'heure à ce ordonnée, afin que les maistres les puissent trou-  
« ver tous ensemble pour les mettre en besongue ».

profession à l'exclusion des autres. C'est ainsi que nous pouvons lire à ce sujet dans les *Miracles de Saint-Louis*, par le sire de Joinville, le passage suivant :

« Les folons de Paris, trois cens et plus en alèrent  
« encontre li et vindrent devant les autres borjois  
« de Paris qui ensemment issirent encontre ledit roi  
« Phelippe, pour que ils montrassent au roi une injure  
« qui leur était fête d'une place qui est emprès la  
porte Baudaier (1) ». D'après les statuts des Foulons nous voyons, que chez les maçons et les charpentiers, pour tous les ouvriers des bâtiments en un mot, c'était là le mode d'embauchage le plus usité. Les vigneronns même, ainsi que bon nombre de métiers agricoles, recrutaient leurs ouvriers d'une façon analogue (2).

Il n'y avait pas qu'à Paris où se pratiquait ce genre d'embauchage ; car on le retrouve à cette époque dans beaucoup de villes industrielles. D'aucuns prétendent

1. *Miracles de Saint-Louis*, par le sire de Joinville. Paris 1761, p. 507, n° 56. à la suite de la vie de Saint-Louis.

2. Ordonnance du roi Jean, 1351 (30 janvier), titre XVII, dit à propos des vigneronns : « Ils seront tenuz les jours ouvrables  
« d'eulx aller louer es lieux et es places accoutumées et ne se  
« devront ou pourront alouer hors desdites places et demourront  
« es dites places tant qu'ilz seront alouez, sans eux partie dicel-  
« les » ; autrement « ils seront prinz et emprisonnez et puniz ».

que de là viendrait le point de départ des coalitions ouvrières et des grèves (1).

C. — Un troisième moyen s'offrait à l'ouvrier pour trouver du travail : il pouvait avoir recours à certains intermédiaires, qui peuvent être considérés comme le prototype de nos institutions actuelles de placement. Ces intermédiaires eurent pour rôle au début de procurer des emplois aux nourrices et aux servantes. Les religieuses de Sainte Catherine et de Sainte Opportune, fondèrent la première institution philanthropique de ce genre ; et M. Piganiol de la Force, dans sa description de la Ville de Paris, nous donne, sur ce point, des renseignements intéressants (2). Des titres authentiques, produits par elles lors de l'enquête faite par ordonnance du roi en 1688, établissent que « cette institution fut fondée dans le onzième siècle pour retirer  
« les pauvres femmes et filles qui n'ont aucune retraite  
« et qui cherchent condition ». A côté de ces œuvres charitables, apparurent un peu plus tard de véritables bureaux de placement, intermédiaires intéressés de l'offre et de la demande. Le roi Jean-le-Bon en 1330, accorda, aux quatre filles de sa nourrice, l'autorisation d'ouvrir des bureaux pour recevoir les nourrices des provinces qui venaient à Paris chercher des nour-

1. Gustave Faguiez : *Étude sur l'Industrie*, aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, p. 76.

2. *Description de la ville de Paris*, par Piganiol de la Force, 1755, t. II, p. 149.

rissons ; de plus il prit le soin non seulement d'en régler le fonctionnement (1), mais encore de fixer le taux des salaires dans certaines professions : les honoraires devaient être perçus par portions égales tant sur le maître que sur l'employé.

« Commandaresses » ou « Recommandaresses » étaient les noms donnés aux titulaires de ces bureaux du placement ; et leur notoriété était telle que la rue où se trouvaient situés leurs bureaux en portait le nom (2). Mais ce mode de placement qui subsista jusqu'à la fin de l'ancien régime ne s'adressait qu'à un nombre de professions très limité, aussi Montaigne se plaint-il de cette lacune (3) et exprime le regret qu'il

1. Ordonnance du roi Jean, 30 janv, 1351. in. *Les métiers et Corporations de la ville de Paris*, par Lespinasse, p. 31.

« Les Commandaresses qui ont accoustumé à louer chambres et les nourrissees auront pour commander ou louer une chambrrière, XVIII deniers, tant seulement et d'une nourrisse-  
« Il sols, tant d'une partie comme de l'autre ; et ne pourront les  
« louer ne commander que une foiz l'an. Et qui plus en prendra  
« ne donra, il l'amendera de X sols et la commanderesse qui  
« deux foiz en ung'an allouera chambrrière ou nourrice, sera  
« pugnée par peine de corps au pilory ou autrement ».

2. Delamarre, *Traité de police*, tome II, p. 175.

3. Montaigne, *Essais*, chap. XXXIV.... il désirait : « mettre  
« en train qu'il y eust es villes certain lieu désigné auquel ceux  
« qui auraient besoin de quelque chose que ce soit, se pourroient  
« adresser et faire enregistrer leurs affaires à un officier establi  
« a cet effect. Come je cherche a vendre des perles, je cher-

n'y ait pas dans les villes « un certain lieu désigné  
« auquel ceux qui auraient besoin de quelque chose  
« que ce soit, se pourraient adresser et faire enregis-  
« trer leurs affaires à un officier établi pour cet effect »...  
Ce serait d'après lui un grand avantage pour le commerce public.

Nous verrons au XVIII<sup>e</sup> siècle, Théophraste Renaudot réaliser ce désir en créant les bureaux d'adresses.

### *Corporations et Compagnonnage.*

Les relations étroites qui unirent tout d'abord le maître à l'ouvrier (nous savons qu'ils vivaient côte à côte et ne formaient pour ainsi dire qu'une classe unique à l'origine des corporations) diminuèrent progressivement d'intensité, et l'égalité primitive qui régnait entre eux s'altéra profondément vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle. L'autorité royale intervint rapidement, non seulement pour accorder l'autorisation nécessaire au fonctionnement de la corporation, mais encore dans la for-

« che des perles à acheter ; tel veut compagnie pour aller à  
« Paris ; tel s'inquiet d'un serviteur de telle qualité, tel d'un  
« maître ; tel demande un ouvrier, qui cecy, qui cela, chacun  
« selon son besoin. Et semble que ce moyen de nous entr'adver-  
« tir apporterait une légère commodité au commerce public. Car  
« à tous corps il y a des conditions qui s'entrecherchent et pour  
« ne s'entendre laissent les hommes en extrême nécessité ».

me même des statuts; c'est le roi qui dicte sa volonté (1). Du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, les corporations avaient considérablement augmenté, cependant à cette époque il y avait encore bon nombre de villes qui n'en avaient pas. François I<sup>er</sup>, François II, Henri II en favorisèrent le développement, Henri III voulut même étendre le système à tout le royaume.

L'édit de 1581 obligeait l'industrie à revêtir cette forme, mais il resta sans vigueur par suite des guerres de religion. Sous Henri IV, l'édit de 1597 imposait la forme corporative non seulement à l'industrie mais même au commerce. Le régime corporatif présentait des avantages appréciables et pour le consommateur et pour le producteur et pour l'ouvrier. C'était pour les premiers : la garantie de la loyauté du produit, celle de la qualité et du prix fixe; pour les producteurs : la réglementation de la concurrence qui empêchait l'accaparement des matières premières et maintenait entre eux la plus adéquate égalité, l'interdiction des coalitions entre les maîtres et la prohibition des associations de capitaux, évitant ainsi la mort industrielle des petits patrons).

L'ouvrier lui-même y trouvait avantage : si sa liberté était faible, en revanche il avait un droit au travail dans la corporation ; son salaire bien que limité était à l'a-

1. Ordonnance d'Orléans, 1560. art. 99: « les statuts ne peuvent être imprimés qu'après avoir été autorisés par le roy ».

bri des fluctuations de la loi de l'offre et de la demande ; rarement la durée de son labeur dépassait 9 heures et les jours de repos étaient abondants.

Mais le système corporatif avait été corrompu sous l'influence de l'égoïsme des maîtres, juges de l'examen professionnel et du chef-d'œuvre, ils avaient la tentation de fermer la porte aux futurs concurrents ; on les a vus demander aux postulants des chefs-d'œuvre difficiles, de longue durée et de grande dépense pour les refuser ensuite, tandis que pour les fils de maîtres toutes ces difficultés étaient aplanies.

La politique financière vint bientôt créer de nouveaux abus, car après s'être appuyée sur les corporations pour aider au mouvement communal et combattre la féodalité, la royauté vit en elles une éponge à pressurer et chercha à en tirer le plus de ressources pécuniaires possibles. Louis XI est le premier qui créa des lettres de maîtrise que l'on paie de deniers comptants. Les édits de 1581 et 1597 imposaient une taxe à toutes les maîtrises. A la fin du règne de Henri IV, il y avait des lettres de maîtrises de plus de vingt créations différentes qui n'avaient pas trouvé acheteurs. « Ces nouvelles  
« communautés (1), entièrement différentes de celles  
« des siècles antérieurs, se composèrent exclusivement  
« des maîtres qui, désireux de limiter la concurrence,  
« furent dès lors, obligés d'acheter toutes les lettres

1. *Office du travail*. Le placement, p. 12.

« de maîtrise distribuées par les rois et celles que les  
« princes ou princesses du sang furent maintes fois  
« autorisés à créer et à vendre, avec dispense du chef-  
« d'œuvre ; en conséquence la maîtrise devint, gra-  
« duellement une distinction ou un privilège extrême-  
« ment onéreux que ceux-là mêmes qui en jouissaient  
« s'ingénierent à restreindre encore ». — Toutes ces  
raisons établirent des distinctions de plus en plus  
grandes entre maîtres et ouvriers et creusèrent en-  
tre eux un abîme profond, car les travailleurs, « exclus  
« des associations des maîtres transformées en aristo-  
« craties industrielles, chassés hors de l'ancienne inti-  
« mité domestique par la morgue de ceux qui ne de-  
« vaient qu'à l'argent leurs lettres de maîtrise, soumis  
« à un travail excessif par ces privilégiés incompetents,  
« menacés dans leurs salaires, n'eurent d'autre res-  
« source que de se rapprocher les uns des autres, de  
« se rallier, de former des associations distinctes et  
« d'opposer à la coalition des capitaux la coalition du  
« nombre (1). »

Telles sont les raisons qui suscitèrent chez les  
ouvriers le besoin de fonder à leur tour ces associa-  
tions particulières à forme religieuse, sortes de con-  
frérie dont la protection les accompagnait dans leurs  
périgrinations et qu'on appelle le « *compagnonnage* ».

1. *Office du Travail. Le Placement. Origines et causes du Compagnonnage.*

Au début ces confréries ne furent que des sociétés de secours mutuels, mais en peu de temps, elles prirent un caractère tout différent : on s'y occupa bientôt de la question du travail. Les patrons cherchant à diminuer systématiquement le nombre des ouvriers, ceux-ci ne tardèrent pas à se rendre compte de tout l'avantage qu'ils pouvaient tirer de cette situation ; de là à vouloir imposer leurs conditions aux maîtres, et leur dicter des lois pour la durée du travail et la fixation du salaire, pour eux il n'y avait qu'un pas. Mais en présence de ce nouveau danger, les maîtres demandèrent aide et protection au pouvoir royal ; aussi voyons-nous intervenir une série d'ordonnances (1) interdisant aux compagnons de se réunir en assemblée publique sous quelque prétexte que ce soit, même religieux. Les interdictions et les peines qu'elles édictaient eurent pour résultat de faire que ces associations publiques se transformèrent en sociétés secrètes.

C'est surtout au point de vue de l'embauchage, du placement, que le compagnonnage présente un grand intérêt. Il n'atteignit son complet développement qu'au

1. Parmi ces ordonnances citons :

Celle de Charles IX, du 4 février 1570, confirmée par :

Celle de Henri III, du 21 novembre 1576.

Elles font « défense aux compagnons de se détourner les uns  
« les autres du service des maîtres, de s'attrouper et de faire  
« aucune assemblée publique, à peine de vie sous quelque pré-  
« texte que ce soit, même de confrérie ».

xvi<sup>e</sup> siècle ; il constitue alors : « une vaste fédération  
« de syndicats professionnels, qui défendent énergi-  
« quement par l'interdit, par la grève, par la menace  
« et au besoin, par la force, les intérêts de leurs  
« membres affiliés, contre ceux qui les blessent (1) ». Ce n'est pas seulement une association locale, comme la confrérie ; son but est de « rallier les compagnons  
« d'un même métier disséminés dans une région, et  
« même sur la surface du pays (2) ». Au xvi<sup>e</sup> siècle, les communications sont devenues plus faciles, plus sûres sont les routes, et plus vive l'impulsion donnée au commerce et aux arts, aussi l'ouvrier est-il moins sédentaire. Pour parfaire son instruction professionnelle, il va travailler de ville en ville et fait ce qu'on appelle « son tour de France » (3).

Parmi les nombreuses associations de compagnons que compta le Moyen-Age et la Renaissance (boulangers, charpentiers, cordonniers, forgerons, serruriers, tailleurs de pierre, tanneurs, tisserands, vitriers, pour ne citer que les plus connues) quelques-unes sont res-

1. *Office du travail, le Placement*, p. 14.

2. *Ibid. Op. cit.*

3. Le tour de France comprenait les villes du royaume les plus importantes, toujours à peu près identiques pour toutes les professions, ce sont : Paris, Sens, Auxerre, Châlons-sur-Saône, Lyon, Avignon, Marseille, Nîmes, Montpellier, Béziers, Toulouse, Bordeaux, La Rochelle, Nantes, Tours et Chartres.

tées célèbres : notamment les « *Enfants de Salomon* » qui se divisaient en « *loups* » et « *gavots* », — les « *Enfants de Maître Jacques* » et les « *Enfants du père Soubise* (1) » qui prirent le nom de « *Renards de la liberté* ».

Mais à quelque rite compagnonnique qu'elles appartenissent, ces associations avaient toutes un trait commun : imposer un « *devoir* » de solidarité à leurs membres, d'où le nom de « *dévoirants* » et par corruption de « *dévorants* » qu'ils se donnaient. Grâce à cette solidarité, l'ouvrier en pègrination se trouvait moins isolé, « à son arrivée dans une ville, il allait chez la « mère, à l'auberge de la société; il se faisait reconnaître à certains signes mystérieux, et bien qu'on ne l'eût jamais vu, il était accueilli comme un vieil ami. Il avait droit au feu, au gîte, et à la table (2) ». Les compagnons l'aidaient de leurs conseils, parfois même de leur bourse, et partageaient fraternellement avec lui le travail; « quelquefois, quand le travail ne pouvait pas se partager, il était de règle que le plus anciennement établi dans la ville cédât sa place au dernier arrivé. Chacun devait faire son tour de France et s'instruire en travaillant dans les principa-

1. Simon, *Etude historique et morale sur le Compagnonnage*.

2. E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution*, p. 501.

« les villes industrielles. Le plus ancien avait eu le  
« temps de s'instruire; c'était à lui de partir (1). »

Ainsi constitué, le compagnonnage rendait de très  
grands services aux ouvriers; ils y trouvaient un  
appui sérieux contre les exigences des patrons, et y  
puisaient de plus des renseignements utiles sur le tra-  
vail disponible et les conditions offertes. Malheureuse-  
ment il y eut des abus commis, les compagnons ne  
surent pas toujours se cantonner dans les limites  
d'une juste mesure et ils s'attirèrent par leurs violences  
leurs grèves et leurs menaces, les rigueurs du pouvoir  
royal. Un édit du 28 décembre 1541 fit défense aux  
compagnons et apprentis imprimeurs « de faire aucun  
serment, monopoles, d'avoir capitaine, lieutenant, chef  
de bande, bannières ou enseignes, de s'assembler  
hors des maisons et portes de leurs maîtres, ni ailleurs  
en plus grand nombre que cinq » (2); Le 15 mai 1579,  
le préfet de police fut obligé, sur la plainte du pro-  
cureur du Roy, de rendre une ordonnance contre  
les ouvriers boulangers de Paris : « a esté ordonné  
« que deffenses faites à tous compagnons bou-  
« langers de vacquer ny demeurer en cette ville  
de Paris, sans maîtres »; ils ne peuvent ni s'assem-  
bler, ni « monopoliser », ni porter épées, dagues ou  
bâtons ostensibles, sans s'exposer aux peines édictées

1. Levasseur. *Ibid.*

2, Isambert. *Anciennes lois françaises*, vol. 12, p. 753,

par les ordonnances du roi ; de plus : « deffenses sont  
« faites à tous maistres boulangers de retirer en leurs  
« maisons les compagnons ou apprentis boulangers  
« sans le congé et certificats de leurs premiers mais-  
« tres, sous peine d'amende et de prison » (1). Ex-  
presse inhibition de s'assembler en plus grand nombre  
que trois est faite aux compagnons cordonniers par  
une sentence du Chatelet en date du 10 janvier  
1601 (2).

Toutes ces interdictions et toutes ces menaces  
ne parvinrent pas à enrayer la lutte des compagnons  
contre les maîtres. Le compagnonnage fut pris à parti  
par l'Eglise elle-même à raison des rites religieux des  
différentes associations et « des profanations de tous  
les mystères de notre religion » suivant l'expression des  
docteurs de la Faculté de théologie de la Sorbonne ; et  
bientôt après l'Official de Paris ainsi que tous les ar-  
chevêques de province, prononcèrent la sentence de

1. Delamarre. *Traité de police*, vol. II, p. 191.

2. *Sentence du Chatelet*; 10 janvier 1601, citée dans l'*Office  
du travail. Le placement*, p. 18.

« Fait expresse inhibition et défense aux compagnons cordon-  
« donniers de Paris, de s'accoster d'anciens compagnons du dit  
« mestier qui seront sortis des maisons de leurs maîtres sans leur  
« congé, ni servir de parrains les uns des autres pour trouver de  
« la besogne, s'assembler en plus grand nombre que de trois,  
« sous peine du fouet, et d'être bannis, chassés et expulsés de  
« cette ville, et en plus grande punition si le cas y échet ».

condamnation (1). Rien n'y fit, et le compagnonnage résista à ces anathèmes, à ces excommunications, comme il avait déjà résisté aux édits royaux et aux arrêts de justice. Quelques années plus tard de nouvelles plaintes s'élevaient contre lui : A Toulouse ce sont les maîtres serruriers qui adressent leurs réclamations aux magistrats municipaux (2); à Lyon ce sont les maîtres tailleurs qui présentent leur requête aux magistrats de cette ville (3); c'est encore un demi-siècle plus tard la requête des gardes jurés en charge de la communauté des chapeliers de Paris (4).

Ces réclamations et ces plaintes incessantes élevées par les maîtres, ainsi que les troubles trop sou-

1. 30 mai 1658. Sentence de condamnation de l'Official conformément à l'examen fait du compagnonnage par la Sorbonne, le 14 mars 1655. « Sommaire des pratiques impies, sacrilèges et « superstitieuses qui se font par les compagnons selliers, cordon-  
« niers, tailleurs, couteliers et chapeliers, lorsqu'ils reçoivent  
« compagnons qu'ils appellent du devoir ».

2. Antoine du-Bourg. Tableau de l'ancienne organisation du travail dans le midi de la France.

(Requête des maîtres serruriers en date du 5 mai 1682).

3. Règlements des maîtres tailleurs d'habits de la ville et faubourgs de Lyon, 1729, p. 38 et suiv.

(Requête des maîtres tailleurs de Lyon, 3 octobre 1688).

4. Recueil des statuts, ordonnances et règlements de la communauté des maîtres et marchands chapeliers de la ville et faubourgs de Paris, 1775, p. 152 (Requête des gardes jurés chapeliers de Paris, 13 juillet 1748).

vent provoqués par les compagnons qui parfois ensanglantaient leurs luttes avec les entrepreneurs, obligèrent le pouvoir royal à intervenir sévèrement. Par les lettres patentes du 2 janvier 1749, il était fait défense aux ouvriers du royaume de quitter leurs maîtres sans avoir obtenu d'eux un congé exprès et par écrit, à peine de 10 livres d'amende et au besoin de la contrainte par corps. Il ne pouvaient sous aucun prétexte se réunir en corps ou porter atteinte à la liberté du travail sans s'exposer à des peines graves. Le Parlement émit à la date du 7 septembre 1778, un arrêt (4), en forme de règlement, qui visait les attroupements et les associations des ouvriers de la ville de Lyon et édictait contre eux des peines sévères. Les logeurs d'ouvriers ainsi que ceux qui « sous la dénomination de pères et de mères les reçoivent quand ils arrivent et aident à les placer » devaient sous peine de 500 livres d'amende, aller en faire la déclaration immédiate. Les cabaretiers ou autres ne pouvaient recevoir chez eux des assemblées de compagnons, et dans le cas où un attroupement se formerait soit chez eux, soit à leur porte, ils devaient aussitôt aller prévenir « M. le Commandant » et demander main forte sur le champ pour dissiper semblable réunion. Bien-

1. Isambert. *Anciennes Lois Françaises*, vol. 25, p. 411.

tôt ces mesures furent généralisées par l'arrêt du Parlement du 12 novembre 1778 (1).

Des lettres patentes du 12 septembre 1781 vinrent instituer les livrets ouvriers et chercher à conserver une certaine subordination chez les ouvriers des manufactures. « Faisons défenses à tous ouvriers de s'assembler, même sous prétexte de confrérie, de cabaler entre eux pour seplacer les uns les autres chez les maîtres ou pour en sortir, et d'exiger des ouvriers soit français, soit étrangers qui auront été choisis par les maîtres, aucune rétribution de quelque nature qu'elle puisse être, à peine d'être poursuivis sévèrement et extra-ordinairement ».

C'est en vain qu'on essaya d'abolir le campagnon-

1. Isambert. *Anciennes Lois Françaises*, vol. 25, p. 452.

« La Cour fait défense aux artisans, compagnons, gens de métier de s'associer, ni de s'assembler, ni de faire entre eux aucunes conventions contraires à l'ordre public, à peine contre les contrevenants d'être punis extraordinairement,.. Fait défense aux maîtres de communautés d'arts et métiers de prendre aucuns garçons qu'ils n'aient justifié de leur lieu de naissance... dont il sera tenu registre par les maîtres à peine d'amende ou plus grande peine si le cas y échet. Fait défense aux compagnons de présenter faux certificats sous peine d'être punis comme faussaires, fait pareillement défense aux cabaretiers de recevoir chez eux lesdits compagnons au dessus du nombre de quatre... et de favoriser les pratiques du prétendu devoir desdits compagnons pour la tenue du registre sous peine de punition exemplaire ».

nage; il sut résister en dépit de toutes les peines édictées contre lui, et de toutes les restrictions apportées à son fonctionnement; la Révolution elle-même ne put le désagréger complètement et jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle on en rencontre encore des traces. Les progrès de l'individualisme, le développement de la liberté et de l'indépendance chez l'ouvrier, qui lui ont permis de trouver du travail par lui-même, parvinrent seuls à saper les bases et ébranler les racines de ces sociétés secrètes de compagnonnage.

## CHAPITRE II

### XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES

En présence du développement grandissant du compagnonnage, et pour enrayer le mouvement d'indépendance et d'émancipation qui commençait à se faire jour dans la classe ouvrière, en se traduisant par des exigences sans cesse croissantes dans les conditions de l'embauchage, les maîtres se trouvèrent insuffisamment protégés par les mesures qu'édicte la police ; aidés du pouvoir royal, ils prirent dans leurs communautés respectives, des mesures spéciales destinées à paralyser l'action des compagnons et de leurs sociétés secrètes. Des articles nouveaux furent ajoutés aux statuts anciens, l'embauchage y fut sévèrement réglementé ; si bien que le placement devint purement professionnel, car le législateur en fit le monopole des corporations : ce sont les bureaux des communautés qui dans chaque profession font l'office de bureaux de placement.

*Clercs des communautés d'arts et métiers.*

Pour être admis à travailler chez un maître, le compagnon devait être muni d'un certificat de ses anciens patrons constatant son départ régulier ; il devait de plus se faire inscrire chez le *clerc* ou secrétaire de la communauté, et suivant les corporations, acquitter un droit plus ou moins élevé. D'après les statuts des ouvriers de drap d'or et d'argent de Lyon (1), le maître qui prenait un ouvrier à son service, devait s'assurer que le maître précédent qui lui avait fourni du travail, avait été content de lui. L'article 13 des mêmes statuts décide : « que si un compagnon ouvrier qui a prins argent  
« d'avance d'un maître pour faire aucune besongne ou  
« ouvrage, s'en va sans permission dudit maître, sans  
« icelle parfaire, nul homme dudit mestier de ladite  
« ville et faubourgs ne l'employera à autre besongne,  
« jusques à ce qu'il ait achevé ladite besongne, ou d'icelle  
« appointé avec susdit maistre, sous peine de confis-  
« cation de ladite besongne et d'amende arbitraire ». De même un ouvrier ne pourra faire achever par un autre le travail qu'il aura commencé, sans obtenir au préalable l'autorisation de son maître, et y pourra être contraint par l'emprisonnement.

1. Statuts des ouvriers de drap d'or et d'argent de Lyon, de 1551. Isambert, *Anciennes Lois Françaises*, vol. 13, p. 374.

Ces nouvelles conditions d'embauchage ne tardèrent pas à se généraliser dans toutes les communautés et le placement se concentra rapidement entre les mains du clerc de chaque communauté (1).

Les essais de placement par intermédiaire que nous avons vu fonctionner au moyen-âge pour les servantes et nourrices grâce aux « Commanderesses », et qui devait prendre un peu plus tard un très grand développement, fut même interdit sous l'influence des maîtres, par arrêt du Conseil d'Etat (2). Le sieur Mangin avait fait afficher dans Paris, un avis annonçant qu'il ouvrait des bureaux pour l'établissement des compagnons de métiers ; le gouvernement s'y opposa et l'arrêt du Parlement dit : que sa Majesté ne voulant rien changer aux anciens usages des corps de marchands et artisans de Paris, ordonne la fermeture de ces bureaux. A Toulouse en 1738 une tentative du même genre fut faite sans plus de succès (3). Ces tentatives restèrent

1. Statuts des pâtisseries de Paris de 1566, art. 31.

« Deffenses est fait auxdits maistres pâtisseries et oblaiers de ne  
« prendre aucuns serviteurs synon par les mains du clerc dudit  
« mestier, et deffenses à toutes autres personnes de s'entremettre  
« d'en bailler aucuns, si ce n'est par le consentement et mande-  
« ment dudit clerc, pour ce qu'il est chargé de ce fere pour éviter  
« aux inconveniens qui en pourraient résulter et sous peyne  
« d'amende arbitraire ».

2. Arrêt du conseil d'Etat du 9 juillet 1677.

3. Antoine du Bourg. *Tableau de l'ancienne organisation du travail dans le midi de la France*. p. 203.

inefficaces et sans succès, et le placement pour l'universalité des corporations fut exercé soit par la communauté des maîtres, soit plus habituellement par le clerc de la communauté qui à Paris était revêtu d'une certaine autorité légale puisqu'il était préposé à ses fonctions par le lieutenant de police (1).

Nous trouvons sur le fonctionnement de ce mode de placement d'excellents renseignements dans le livre de M. Lespinasse : *les Métiers de Paris* (1) notamment à propos de la communauté des maîtres limonadiers telle qu'elle existait en 1737. Les compagnons de cette communauté devaient sans délai, se présenter au bureau de ladite communauté pour y faire inscrire leur nom, âge, lieu de naissance, ainsi que le nom de leurs maîtres sur un registre *ad hoc*, registre soumis au paraphe du lieutenant de police : le double de ces enregistrements devait être soumis aux ayants droit pour subir le visa d'un des pairs, garde de la corporation. Un autre article des statuts nous apprend : qu'il était interdit à un maître sous peine d'amende de 100 livres par chaque contravention de garder un ouvrier à son service qui n'ait pu justifier de son enregistrement. Le départ d'un ouvrier d'un atelier est soumis aux mêmes formalités ; déclaration doit en être faite par l'in-

1. *Collection officielle des ordonnances de police* (ordonnances relatives à la police des métiers.

2. Lespinasse : *Les métiers de Paris*. I. p. 613.

téressé et consignée sur le registre afin qu'à son entrée chez un autre maître il puisse montrer et son congé régulier et son certificat de bonne vie et mœurs : et de même à chaque changement de maître.

De semblables mesures se rencontrent dans les statuts de presque toutes les corporations (1) quelques unes mêmes sont encore plus sévères (2).

Parfois, avons-nous dit, l'ouvrier en se faisant inscrire sur le registre de la communauté, était obligé d'acquitter un certain droit : un arrêt du 17 janvier 1765, rendu à la requête des chapeliers de Paris, ordonne « qu'à  
« l'avenir aucun garçon chapelier de Paris ne pourra  
« être placé chez un maître que par un clerc de la  
« communauté, auquel pour chaque placement sera

1. *Collection officielle* des ordonnances de Police t. IV, p. 112, ordon. du 6 mars 1779 (garçons limonadiers, (distillateurs et vinaigriers de Paris et des faubourgs et banlieue de Paris), art. 15.  
« Pour obvier aux cabales que les compagnons pourraient faire  
« pour quitter en même temps la boutique dans laquelle ils se  
« trouveront placés, les maîtres ne seront tenus d'accepter qu'un  
« seul congé de huit jours en huit jours, de manière que deux et  
« plus grand nombre de garçons ne puissent quitter leurs maîtres que huit jours les uns après les autres ».

Art. 16 : « Faisons défenses aux maîtres de ladite communauté  
« de débaucher les garçons chez leurs maîtres, soit pour les attirer chez eux, soit pour les employer ailleurs, soit pour les placer chez d'autres maîtres ».

2. Arrêts du Parlement du 13 juillet 1748 et du 18 janvier 1752.  
Ordonnance de police du 18<sup>e</sup> juillet 1781.

payé par le garçon placé un droit de 20 sols sans « pouvoir exiger par ledit clerc autre et plus grand « droit ».

Il était donc difficile, sinon impossible, à l'ouvrier de se procurer du travail, à cette époque, sans se soumettre à la réglementation des corporations et sans avoir recours aux bureaux des communautés. Toutefois ce mode de placement n'excluait pas complètement l'embauchage sur les places publiques, et laissait encore une petite place à l'entente directe entre l'offre et la demande. C'est ainsi que le « *Livre commode pour 1692* » (1) et le « *Dictionnaire historique de la Ville de Paris* » publié en 1879, nous fait connaître un certain nombre de lieux d'embauchage pour les différentes professions.

Sous un tel joug, et avec une telle réglementation dans l'industrie, le travail de l'ouvrier devenait bien précaire et son salaire peu rémunérateur ; aussi est-ce avec raison que Turgot pouvait dire (2) : « Ceux dont « la fortune ne peut suffire aux sacrifices exigés par « l'acquisition de lettres de maîtrise, sont réduits à « n'avoir qu'une existence précaire sous l'empire des « maîtres, à languir dans l'indigence, ou à porter hors

1. *Le livre commode des adresses de Paris*, pour 1692, par Abraham du Pradel, vol. II, p. 49.

2. Préambule de l'Edit de février 1776, qui prononce l'abolition des maîtrises et jurandes. *Turgot* par Léon Say, édition, Hachette.

« de leur patrie une industrie qu'ils auraient pu rendre  
« utile à l'Etat ».

Dans ce système de placement par les clercs des communautés d'arts et métiers, le clerc n'était pas à proprement parler un véritable intermédiaire entre l'offre et la demande de travail. Ce genre d'intermédiaire devait être inauguré au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, basé sur l'institution des « Commanderesses » ou « Recommanderesses » que nous avons vu fonctionner dès le moyen-âge.

### *Bureaux d'adresses.*

Ce nouveau mode d'embauchage qui reçut le nom de « Bureaux d'adresses » s'occupait du placement pour le personnel de toutes professions non syndiquées et qui n'étaient pas constituées en corporations.

L'idée première de ces bureaux d'adresses, appartiendrait, d'après Isaac de Laffémas (1), avocat au Parlement, à son père Barthélémy de Laffémas, contrôleur général du-commerce sous Henri IV ; mais le véritable fondateur de ces bureaux est Théophraste Renaudot médecin de Louis XIII. C'était la réalisation des desiderata formulés par Montaigne et dont nous avons déjà parlé plus haut.

1. *Histoire du commerce en France*, par Isaac de Laffémas  
Paris, 1606.

Le roi lui accorda (1) un brevet le 14 octobre 1612, l'autorisant, lui et les siens à l'exclusion de tous autres, « à faire tenir bureaux et registres d'adresses de toutes commodités réciproques de ses sujets, en tous lieux de son royaume et terres de son obéissance qu'il verra bon estre ». Renaudot, par suite des difficultés que lui créèrent le Prévot de Paris et le Parlement ne put mettre son œuvre en pratique qu'en 1628. Son but, qu'il expose lui-même dans le tome XXII du *Mercur* *Français* était de faciliter la recherche du travail aux « étrangers, maltotiers, malheureux, vagabonds, pieds-plats, goujats de toute farine qui inondent Paris sous l'espérance de quelque advancement, qui se trouve ordinairement vain et trompeur... et ayant dépensé le peu qu'ils avoient se trouvent accueillis de la nécessité avant qu'avoir trouvé maître : d'où ils sont portés à la mendicité, aux vols, meurtres et autres crimes énormes.... Au lieu qu'ils pourront désormais, une heure après leur arrivée en cette ville, venir apprendre au Bureau s'il y a quelque employ ou condition présents, et y entrer plus aisément qu'ils ne feraient après avoir vendu leurs hardes ; ou, n'y en ayant point, se pourvoir ailleurs (2) ». Les bureaux d'adresse dont les vicissitudes furent très gran-

1. Office du Travail : *Le Placement* p. 45.

2. Extrait du tome XXII du *Mercur Français* et cité par l'Office du travail : *Les Placements*, p. 45.

des, se préoccupaient des domestiques, au sens très large du mot ; ils s'efforçaient de donner à toute personne un emploi « *sortable à leur qualité* ».

Voici d'ailleurs le détail des personnes qu'ils plaçaient : « Chapelains et aumôniers, escuyers et gentilshommes suivants ; secrétaires, maîtres d'hostels ; « gouverneurs et précepteurs d'enfants pour la maison, l'académie ou le collège ; solliciteurs susdits ; « valets de chambres ; clerks ou copistes — cuisiniers ; « fruitiers et confituriers ; sommeliers ; blanchisseurs ; « carrossiers ; postillons ; palefreniers et valets d'estable ; vade-pied et laquais ; et autres services quelconques » (1).

De plus le bureau d'adresses de Renaudot se chargeait de toutes les négociations d'affaires quelles qu'elles fussent, comme l'indiquait du reste l'annonce de son ouverture (2) :

« De par le Roy,

« On fait assavoir à toutes personnes qui voudront  
« vendre, acheter, louer, permutter, prester, apprendre, enseigner : aux maîtres qui veulent prendre des  
« serviteurs et à ceux qui cherchent condition pour  
« servir en quelque qualité que ce soit... qu'ils se pour-  
« ront adresser au Bureau estably, par Sa Majesté,  
« pour la commodité publique, qui est ouvert depuis

1. Office du Travail : *Le Placement*, p. 46.

2. *Ibid* : p. 46 et 47.

« huit heures du matin... auxquelles heures chacun  
« sera reçu à y venir ou envoyer donner et rencon-  
« trer l'adresse qu'il désirera. Ledit Bureau d'adresse,  
« se tient près le Palais, rue de la Calandre et au  
« Marché-Neuf, à l'enseigne du Coq ».

En peu de temps, affluèrent de tous côtés à ce bureau des demandes de renseignements ; l'autorité royale, elle-même songea à l'utiliser, et vit en lui un excellent moyen de contrôle pour la police, en obligeant les étrangers et tous les gens sans place à s'y faire inscrire sur les registres : « Seront tenus tous  
« ceux qui chercheront maître, de se faire inscrire  
« audit bureau, dans les vingt-quatre heures de leur  
« arrivée en cette ville, et de prendre les conditions  
« qui leur seront indiquées audit bureau, à peine de  
« galères, comme vagabonds et gens sans adveu : et  
« pour ce qu'il s'en pourra trouver de si pauvres qu'ils  
« n'aient moyen de payer le droit qui se prend audit  
« Bureau, les commis dudit Bureau en recevront les  
« déclarations des pauvres, et leur en délivreront des  
« extraits gratuitement, sauf à répéter leurs droits  
« lorsqu'ils leur en auront fait trouver condition ». Le mécanisme on le voit, était fort simple : chacun pouvait faire inscrire un avis sur le grand registre du Bureau moyennant trois sols, et pour la même somme on obtenait un extrait dudit registre.

Avec Théophraste Renaudot, le Bureau d'adresses et de rencontres avait prospéré, mais ses successeurs

le laissèrent périlcliter, sans lui faire rendre des services appréciables au point de vue du placement ; et au fur et à mesure que les prétentions corporatives augmentaient, son action au contraire se restreignit (1). A plusieurs reprises, différents essais furent tentés pour rétablir ces bureaux d'adresses que l'opposition des maîtres avait battus en brèche par la création des clerks de communauté des arts et métiers, mais le succès de ces tentatives fut des plus minimes (2); la liberté du placement et du travail ne devait être proclamée que par la Révolution.

En résumé dans cette longue période, nous pouvons constater que l'industrie n'a pas connu la liberté du travail ; pour la petite industrie il n'y avait pas de travail possible en dehors de la corporation, et dans

1. Théophraste Renaudot, par Gilles de la Tourette. Paris, Plon, 1884. Dans ces documents inédits on trouve le récit de phases diverses par lesquelles passa la Bureau d'adresse, fondé par lui jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle.

2. *Dictionnaire historique de la Ville de Paris*, par Hurtaut et Magny, 1779, t. I, p. 701 et suiv.

« Un bureau général d'adresses personnelles et d'indication est  
« ouvert tous les jours, rue Saint-Honoré, à l'hôtel d'Aligre... Il  
« sert à donner l'indication et renseignements : des médecins,  
« écrivains, commis, secrétaires, musiciens, intendants, peintres,  
« graveurs et autres artistes et ouvriers en chaque genre, dont  
« le mérite acquis aurait seul fait la réputation... Il sert encore  
« à indiquer à toute personne du royaume et de l'étranger des  
« places pour les apprentis et apprentisses dans tous les genres ».

la grande industrie le roi n'accordait les privilèges qu'à prix d'or, et à qui bon lui semblait.

La révolution vint établir le régime du tête à tête entre patron et ouvrier, et pour employer l'expression de Le chapelier, remonta au principe qui est aux conventions libres d'individu à individu de fixer le prix du travail. Cette suppression du régime corporatif fut d'ailleurs, une conséquence nécessaire des principes de la Constituante, et l'application des idées économiques des physiocrates dont cette assemblée se trouvait imprégnée.

### CHAPITRE III

#### DE LA RÉVOLUTION AU DÉCRET 1852

Faire table rase de l'ancien système, et à la place du régime ancien exclusif de toute liberté, ériger une liberté à peu près absolue : telle fut l'œuvre de la Constituante. Trois réformes s'imposaient pour arriver à ce résultat : réforme des corporations ; réforme du système réglementaire : réforme des privilèges exclusifs. La suppression des corporations ne fut opérée que par les décrets des 2-17 mars 1796, car dans la fameuse nuit du 4 août on avait fait seulement qu'adopter le vœu de la suppression des maîtrises et jurandes. En fait le public n'avait pas attendu les décrets, et dans presque tous les métiers, on voyait déjà des maîtres « sans qualité », faire concurrence aux maîtres légitimes : concurrence fort active à Paris chez les bouchers et les perruquiers. La première déclaration des droits avait admis un principe positif : le droit d'employer et d'exercer son industrie à son gré était proclamé. Ces réformes amenèrent dans l'industrie et le

commerce un état critique qu'aggrava encore la fermentation féconde qui remuait alors si profondément la masse de la population » (1).

Un grand nombre d'ouvriers se trouvaient sans travail, à Paris surtout : tous les travaux de construction étant suspendus, l'armée des sans pain, des désœuvrés et des indigents grossissait de jour en jour, et les pouvoirs publics durent bientôt s'en s'inquiéter ; aussi l'embauchage prit-il pour un moment un caractère officiel.

Pour aider aux ouvriers souffrant du chômage, des ateliers publics et des travaux de charité furent créés, et l'Assemblée Nationale leur ouvrit un crédit important. Un décret du 31 août 1790 vint régler la nature et le fonctionnement de ces ateliers de charité (2). Art. 2 : « Ces ateliers seront de deux espèces. Dans la première les administrateurs n'admettront que les ouvriers qui travaillent à la tâche. Dans la seconde, ils occuperont les hommes faibles ou moins accoutumés aux travaux de terrasse, qui seront payés à la journée ». On ne devait admettre dans les ateliers

1. *Office du travail : Le Placement*, p. 53.

2. Le Rapport fait le 16 juin 1791, à l'Assemblée Nationale par M. de Liancourt, député du département de l'Oise est une source importante de renseignements sur les opérations politiques et économiques, imposées au gouvernement par la situation des travailleurs, et l'appréciation de leurs résultats. Voir, *l'Office du travail, le Placement*, p. 57 et suivantes.

publics que des ouvriers âgés au moins de dix-huit ans qui s'étaient présentés au commissaire de leur section pour se faire inscrire et signaler, sur un registre tenu à cet effet.

La suppression brusque des métiers avait eu des résultats imprévus. La population ouvrière grisée par une liberté jusqu'alors inconnue, devenait redoutable pour les anciens maîtres et prétendait leur dicter des lois. Les ouvriers avaient des réunions et voulaient par mesures collectives imposer des conditions onéreuses pour les patrons : ce qui créait des corporations retournées. C'est ainsi que nous lisons dans *l'Histoire parlementaire de la Révolution* (1) :

« Le 13 avril 1789, les garçons tailleurs s'étaient  
« rassemblés au nombre de 3000 sur le gazon, en face  
« du Louvre. Ils avaient envoyé vingt députés à l'Hôte-  
« tel-de-Ville ; ils demandaient que le prix de la jour-  
« née fût porté à 40 sous et qu'il fût défendu aux fri-  
« piers de faire des habits neufs.

« En même temps les garçons perruquiers se réunissaient aux Champs-Élysées. Leur premier soin  
« fut d'envoyer au district le plus prochain pour de-  
« mander la permission de rester rassemblés... Cette  
« réunion avait pour but de demander qu'une taxe  
« payée au bureau de la communauté par chaque nou-

1. *Histoire parlementaire de la Révolution*, par Buchez et Roux, vol. II, p. 19.

« veau garçon perruquier fût réduite et le surplus  
« employé à fonder des lits à l'Hôtel-Dieu.

« A leur exemple, les domestiques sans place se  
« réunirent au nombre d'environ 3000, sur les gazons  
« du Louvre ; ils demandaient l'expulsion des Sa-  
« voyards... »

C'est pour remédier à cet état de choses que la Cons-  
tituante prit des mesures restrictives, et sur la pro-  
position du député de Rennes : Lechapelier, son futur  
président, elle rendit le décret du 14 juin 1891(1).

Dans son rapport, Lechapelier, prétend qu'il ne doit  
y avoir dans les Etats que des gens isolés, agissant sous  
la tutelle unique de l'Etat, mais pas de groupements  
intermédiaires. L'article 1<sup>er</sup> interdit le rétablissement  
des corporations en fait sous quelque prétexte et sous  
quelque forme que ce soit ». L'article 2 fait défense aux  
« ouvriers de même profession de former des associa-  
« tions et d'établir des règlements sur leurs prétendus  
« intérêts communs ».

L'article 3 « interdit à tous corps administratifs ou mu-  
« nicipaux de recevoir aucune adresse ou pétition sous  
« la dénomination d'un état ou profession, d'y faire  
« aucune réponse, et il leur est enjoint de déclarer  
« nulles les délibérations qui pourraient être prises de  
« cette manière, et de veiller soigneusement à ce qu'il  
« ne leur soit donné aucune suite ni exécution ».

1. Planiol : *Cours de législation industrielle*. Année 1893-94.

Cette prohibition des coalitions et associations professionnelles qui supprime entre gens de métier le droit de s'associer et de s'entendre, a souvent été reprochée à la Constituante par ce que l'on a pas assez considéré les incidents de l'époque. Mais à partir de cette réforme, date un grand changement dans notre droit. « Le contrat individuel est substitué à la coutume et au règlement collectif (1).

Si ce régime convenait à la petite industrie qui était la plus répandue, il était bien moins favorable aux grands ateliers où un fort groupe d'ouvriers a affaire à une association riche et puissante, avec laquelle il ne peut discuter. Les grandes fabriques de papier ont d'ailleurs souvent préoccupé le législateur pendant la Révolution. Nous pouvons ainsi noter le décret du 26 juillet 1791 dans lequel il est défendu aux parties de se quitter brusquement : les ouvriers ne peuvent quitter leurs patrons sans les avertir six semaines à l'avance; et un patron ne peut employer un ouvrier d'un autre atelier si celui-ci n'est pas porteur d'un congé régulier de l'ancien patron. Par analogie, le patron devait observer un délai de six semaines pour congédier son ouvrier. Ce système existait déjà depuis 1749, et se retrouve dans la législation du livret (2).

C'est du Consulat, que date le fondement de l'orga-

1. M. Planiol. Cours de Législation Industrielle année 1893-94,

2. *Ibid...* *passim*.

nisation réelle du système industriel actuel et de l'embauchage. L'œuvre de réglementation qui fut entreprise ne fut pas une œuvre législative, mais une œuvre de police, le premier consul, Bonaparte, reprit ce point des vieilles traditions, car avant 1789, les règles en droit industriel étaient surtout des ordonnances de police. Cela explique le silence des anciens jurisconsultes sur ces questions : Domat et Pothier, ne disent que très peu de choses à ce sujet ; les rapports spéciaux du mode de travail sont passés sous silence, et dans le contrat de louage, ils ne parlent guère que du maître et des domestiques.

Quel fut pendant toute cette période le mode pratiqué pour l'embauchage ? Fort probablement, les loueurs, le placement direct, et l'embauchage dans les lieux publics furent les seuls procédés usités.

Dans son rapport adressé au premier consul (le 13 ventôse an X), le ministre de l'Intérieur, Chaptal, mettait plusieurs points en relief, notamment l'habitude universelle chez les ouvriers de violer les engagements du travail. En réponse à ce rapport parut le *décret du 22 germinal an XI*.

D'après l'article 7 : « Toute coalition de la part des  
« ouvriers pour cesser en même temps de travailler,  
« interdire le travail dans certains ateliers, empêcher  
« de s'y rendre et d'y rester avant ou après de cer-  
« taines heures, et, en général, pour suspendre, em-  
« pêcher, enclencher les travaux, sera punie, s'il y a eu

« tentative ou commencement d'exécution, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois ».

Ces menaces furent sanctionnées par le Code Pénal (1).

Les articles 11 et 12 de ce même décret rétablissaient l'obligation du livret ouvrier. Les lettres patentes du 12 septembre 1781 (sans vouloir remonter à celles de 1749 où l'on trouve déjà cette déclaration que l'ouvrier ne pourra quitter son patron sans avoir reçu un congé régulier) exigeaient de chaque ouvrier un livret portant les certificats de ses patrons successifs, mais cette réglementation avait disparu avec la réglementation générale de l'industrie en mars 1791. Le 9 frimaire de l'an XII, un arrêté du gouvernement réglementa dans

1. «Code Pénal. Art. 415. Toute coalition des ouvriers pour  
« faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail.  
« sera puni d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois  
« mois au plus. Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

« Art. 416. Seront punis de la peine portée à l'article précédent  
« et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes  
« prescriptions sous le nom de *damnations* et sous quelque qualificatif que ce puisse être, soit entre les directeurs d'ateliers,  
« et les entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns ou les autres,  
« dans le cas du présent article, les chefs ou moteurs du délit,  
« pourront après l'expiration de leur peine être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq  
« ans au plus ».

le détail le livret rétabli par la loi de Germinal. D'après cet arrêté tout individu qui se déplaçait sans avoir fait viser son livret par le maire de l'endroit, était réputé vagabond. Tout ouvrier de l'un ou l'autre sexe qui travaillait chez un patron devait avoir un livret, et aucun patron ne pouvait occuper un ouvrier non muni d'un livret. Ce livret était délivré par le maire et contenait : nom, prénom, âge, lieu de naissance, signalement ; on y mentionnait également si l'ouvrier travaillait pour un seul patron ou pour plusieurs.

Le livret constituait donc une mesure importante de police et Chaptal (1), qui en avait provoqué la création prétend dans son livre sur l'industrie que le livret mettait entre les mains du gouvernement l'occasion d'exercer une bonne police (2). Le 20<sup>e</sup> pluviôse de la

1. *De l'Industrie française*, par M. le Comte de Chaptal, Paris 1819.

2. A côté de la mesure de police que constituait le livret, il présentait un autre caractère ; c'était une institution juridique car il offrait une garantie efficace des intérêts du patron, et garantie existant à deux points de vue. Supposons des avances faites par le patron à l'ouvrier, le patron pourra le mentionner sur le livret ; et le patron nouveau sera tenu de faire sur les salaires de cet ouvrier des retenues jusqu'à ce que le patron précédent fut payé. C'est là une *exception au droit commun* : en effet, quand un créancier veut se faire payer, il faut mettre en œuvre la saisie, tandis que le patron n'a rien à faire, il est bien plus privilégié. De plus, il lui est créé un privilège au sens du droit

même année, une ordonnance de police rappela les dispositions dont nous avons parlé, et disait dans son article 13 : « Il sera établi, à Paris, des bureaux de placement pour les classes d'ouvriers à l'égard desquelles ils seront jugés nécessaires ».

Dans la « collection officielle des ordonnances de police (1), nous voyons que toutes celles qui créent des bureaux de placement contiennent trois dispositions essentielles :

1° Elles accordent aux préposés, le monopole du placement dans la profession qu'ils desservent ;

2° Elles interdisent aux maîtres de recevoir aucun ouvrier non muni d'un bulletin de placement ;

3° Elles déclarent : « qu'il ne sera délivré de bulletin de placement à aucun ouvrier, s'il n'est pourvu d'un livret ».

Ces ordonnances fixaient pour chaque profession la rétribution à percevoir pour le placement de l'ouvrier ;

civil, car la retenue ne paiera que le patron ancien, et les autres créanciers n'auront aucun droit.

D'un autre côté : en principe les obligations de faire ne peuvent pas s'exécuter en elles-mêmes. En cas de non-exécution volontaire, elles se convertissent en créances de dommages et intérêts, car la raison de cette règle est le respect de la liberté individuelle ; tandis que l'effet du livret sera d'obliger l'ouvrier à exécuter cette obligation de faire.

1. Paris, Paul Dupont, 1865.

rétribution qui variait entre 0 fr. 50 et 2 francs (1).

Ces bureaux de placement furent établis également dans les grandes villes manufacturières et un peu partout. Ils rendaient d'assez grands services à la classe ouvrière (2), lui faisant connaître les endroits dans lesquels on offrait du travail; c'était aussi un moyen d'éviter le vagabondage et le vol, actes auxquels étaient exposés les hommes sans travail et sans ressources, et

1. Rétribution pour le placement.

Garçons perruquiers, 1 fr. 50. (Ord. 12 germinal, an XII).

Garçons marchands de vin, 2 fr. (Ord. 6 floréal, an XII).

Garçons orfèvres, graveurs, 1 fr. 50. (Ord. 29 messidor, an XII).

Garçons cordonniers, mégissiers, 0 fr. 50. (Ord. 29 messidor, an XII).

Garçons serruriers-mécaniciens, 0 fr 75. (Ord. 29 messidor, an XII).

Garçons tailleurs, fripiers, gantiers, 1 fr. 25. (Ord. 29 messidor, an XII).

Garçons bouchers, charcutiers, 1 fr. (Ord. 3 fructidor, an XII).

2. *De l'industrie française*, par le comte de Chaptal. vol. II, chap. VII. « Le bureau pour le placement des ouvriers... constitue peut-être le seul moyen d'empêcher le vagabondage et de prévenir le vol et autres actes de désespoir auxquels le malheureux ouvrier peut être porté par le besoin. Lorsque ces bureaux, formés auprès des municipalités et du bureau des prud'hommes dans les lieux où ceux-ci sont établis, ne peuvent pas procurer de l'ouvrage, ils offrent des secours, donnent des conseils et empêchent souvent que l'ouvrier ne s'avilisse et ne dégrade son caractère ».

nous avons vu que la police n'en fit jamais que le complément indispensable de l'obligation du livret.

Il est utile et nécessaire de remarquer que jamais ces ordonnances n'ont visé le placement des domestiques et employés pour lesquels la liberté a été de règle depuis la Révolution ; pour eux il y avait des bureaux de placement libres, simplement astreints à la patente.

Les conséquences de ce fâcheux état de choses ne se firent pas longtemps attendre. Bientôt l'ordonnance du 20 pluviôse an XII tomba en désuétude ; le placement devint libre et donna naissance à une multitude de bureaux qui exempts de surveillance et tenus par des agents d'affaires dont le lucre était le seul mobile, donnèrent naissance à des plaintes et des réclamations multiples.

Dès 1829, le préfet de police adresse aux commissaires de police une circulaire sur les abus commis dans les bureaux de placement (1). En 1841 nouvelles

1. Circulaire du préfet de police, M. de Belleyne, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1829, adressée aux commissaires de police. « J'apprends  
« que des individus qui tiennent des bureaux de placement com-  
« mettent journellement des escroqueries au préjudice de per-  
« sonnes trop crédules qui, sur la foi d'annonces trompeuses, et  
« d'après les promesses qui leur sont faites par ces prétendues  
« agences d'affaires, leur comptent la rétribution demandée sans  
« obtenir jamais, ni le succès qu'elles attendent de leurs sacrifices,  
« ni la remise de la somme déposée... Il s'ensuit que les escro-  
« queries se multiplient de jour en jour par l'impunité... »

circulaires aux commissaires de police, afin de faire enlever les pancartes ou autres enseignes des bureaux de placements : « ces enseignes donnaient de la publicité à l'industrie de charlatans qui exploitent la crédulité publique et contribuent ainsi à leur faire faire des dupes (1) ». Les industriels de bas étage cherchaient à rançonner les malheureux ouvriers qui leur tombaient sous la main ; aussi les plaintes devinrent de plus en plus nombreuses : on en trouve l'écho dans une feuille de l'époque « *l'Atelier* » journal des sociétés coopératives.

Jusqu'en 1848, ces abus ne donnèrent lieu qu'à des circulaires, mais à dater de cette époque le gouvernement semble préoccupé davantage par l'amélioration à apporter au sort des travailleurs. « D'une crise aussi violente et aussi soudaine, écrit Louis Blanc (2), il résulta naturellement que le monde industriel fut troublé, que la panique se mit parmi les capitalistes et qu'un nombre considérable d'ouvriers, privés tout-à-coup d'emploi, furent jetés dans les rues, la paleur de la faim sur le visage, et un fusil à la main. Le gouvernement fut saisi d'inquiétudes ». Indépendamment de la création d'ateliers nationaux (3)

1. Circulaire du préfet de police, M. Delessert, en date du 5 mai 1841.

2. Louis Blanc, *Histoire de la Révolution de 1848*, vol. 1, p. 222.

3. Déclarations des 26 et 27 fév. 1848.

et de l'abolition du marchandage (1), le gouvernement, au mois de mars 1848, décreta l'établissement dans chaque mairie d'un bureau gratuit de renseignements (2). Ces bureaux dressaient la statistique de l'offre et de la demande du travail ; ils devaient faciliter les rapports entre les employeurs et les employés, et tenir deux registres : un pour les demandes d'emplois par catégories de profession, un autre pour les offres de travail, avec les adresses ; les registres devaient être communiqués à tous ceux en faisant la demande. En même temps, le préfet de police Caussidière interdisait dans un certain nombre d'industries, l'industrie du placement (marchands de vins, cuisiniers, coiffeurs, cordonniers, bottiers et réservait ces placements à des commissions ouvrières).

Ces mesures n'eurent que peu d'effets. Dès que le gouvernement provisoire eut été remplacé, on vit les bureaux de placement fonctionner comme auparavant. Même ils obtinrent mieux : ils citèrent devant le tribunal de simple police ceux qui prétendaient s'opposer à leur exercice de placement et, firent déclarer par jugement la nullité des arrêtés du préfet de police (3). Dès lors c'était la loi des 2-17 mars 1791 qui reprenait son empire.

1. Décret des 2-4 mars 1848.

2. Décret des 8-10 mars 1848.

3. Ce jugement fut rendu par le tribunal de simple police de Paris en date du 1<sup>er</sup> février 1849, à la suite d'un débat soulevé

Néanmoins l'attention publique restait en éveil, et les plaintes ne cessaient pas sur les abus des bureaux de placement.

En 1849, on vit un commissaire de police, chargé de faire une enquête sur le placement des ouvriers boulangers, conclure : que le mode de placement des ouvriers boulangers portait à ceux-ci le plus grand préjudice ; « leurs plaintes sont fondées et on comprend si on ne l'excuse pas la haine qu'ils ont conçue à leurs anciens placiers » (des ouvriers envoyés en boutique ont dû payer après la première quinzaine 25 fr., 20 fr., 15 fr. et 10 fr.). Le prix de 10 fr. était la rétribution commune, mais ceux qui payaient davantage avaient plus de chance d'être vite et bien placés. D'après le rapport, cette industrie des placements serait contraire à l'ordre public, car les placiers cherchent à produire des mutations qui leur fournissent d'autant plus de gains qu'elles sont plus abondantes. Il n'y aurait qu'un moyen de mettre fin à ces abus : « ce

(au sujet d'un arrêté du préfet de police Caussidière qui avait cru pouvoir supprimer purement et simplement les bureaux de placement) par un sieur Loiseau, directeur des nouveaux bureaux de placement qui avait assigné un nommé Chanteloup, propriétaire d'un ancien bureau de placement pour lui reprocher d'avoir contrevenu à l'arrêté de police du 28 mars 1848.

Le tribunal dit que l'arrêté du préfet de police du 28 mars 1848, a été rendu en dehors de ses attributions, le déclare illégal, en conséquence nul et de nul effet.

serait de mettre un fonctionnaire à appointements fixes, proposé au placement.

Ces plaintes éveillèrent enfin l'attention du législateur, et en 1851 l'assemblée législative prépara une réforme, mais le coup d'état du 2 décembre 1851 interrompit les travaux.

Le gouvernement du Prince-Président créait dès 1852, une commission spéciale pour examiner les plaintes et formuler des conclusions sur les mesures à prendre. Cette commission conclut qu'il n'y avait pas lieu de créer des bureaux publics de placements, mais qu'il fallait soumettre les bureaux existant, à une réglementation sévère : exiger de tout placeur une autorisation préalable et la surveillance municipale du maire, des adjoints. La commission arrêta en ce sens un projet de décret qui fut sanctionné par le Prince Président et devint le décret du 25 mars 1852. C'est le régime sous lequel nous vivons encore aujourd'hui.

### *Compagnonnage au XIX<sup>e</sup> siècle.*

Cet historique nous semblerait incomplet, si nous ne disions en quelques mots ce qu'était à cette époque le compagnonnage que nous avons vu fonctionner au moyen-âge et si nous ne relations le mode de placement employé à Strasbourg dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Une différence profonde distingue en effet le compagnonnage, en cette période, de ce qu'il était au siècle précédent, car l'esprit de l'époque en pénétrant dans son sein lui fit subir des transformations qui contribuèrent à son déclin (1). C'est toujours une institution de secours mutuels, mais, avant tout, il constitue une école professionnelle et sa force principale vient de son mode de placement qui le rend maître des salaires et du patronat. L'ouvrier qui fait partie du compagnonnage ne peut chercher d'ouvrage par lui-même : de cette façon il ne travaille pas à un tarif différent de celui des compagnons de la même profession. Dans chaque ville se trouve un « rôleur » ou rouleur, chargé du placement chez qui les patrons ayant besoin d'ouvriers viennent déposer leurs adresses ; et c'est lui qui conduit chez eux le nouvel arrivant. Le rôleur prélevait une certaine part sur les arrhes remises par le patron aux ouvriers embauchés ; en outre, au départ de l'ouvrier de l'atelier du maître, il devait aller « *lever l'acquit* ». C'est lui qui organise également « *la conduite en règle* » quand le compagnon quitte la ville où il a travaillé. Ces fonctions de rôleur étaient très importantes, car les décisions qu'il prenait étaient obligatoires pour les compagnons, et décidaient souvent des grèves et coalitions d'ouvriers.

1. C'est dans l'ouvrage de M. Agricola Perdiguiet : *Le livre du compagnonnage*, paru en 1840 que nous avons puisé les renseignements nécessaires aux explications qui vont suivre.

Le réveil des idées libérales vers 1830, les divisions profondes et les rivalités souvent sanglantes qui avaient lieu trop souvent entre compagnons d'une même profession ou de profession opposée, ainsi que l'obligation d'abandonner au rôleur les deux tiers de l'avance faite par le maître en cas d'embauchage, provoquèrent chez les compagnons de sérieux mécontentements. Réagissant contre les anciennes pratiques, ils supprimèrent les mystères, les initiations, les distinctions, et formèrent sous le nom d'*Union* une véritable fédération ouvrière où l'égalité entre tous avait établie. Le placement gratuit remplaça l'embauchage par le rôleur qu'ils considéraient comme « *une odieuse exploitation* » et fut exercé par un délégué chargé d'inscrire par ordre, les demandes des ouvriers et de distribuer aux sociétaires en observant la priorité d'inscription, les adresses des patrons. C'était enlever, ainsi, au compagnonnage, son monopole d'embauchage, et par cette désorganisation complète de son fonctionnement, occasionner son déclin.

Nous retrouverons encore le compagnonnage dans l'étude que nous nous proposons de faire de l'état actuel du placement, mais combien ayant perdu de son influence et de sa puissance primitive.

*Placeurs de Strasbourg.*

Si le placement était généralement organisé en France d'après la réglementation que nous savons, il y avait cependant quelques villes qui y faisaient exception. Il faut noter entr'autres la ville de Strasbourg où l'embauchage présente quelques caractères distinctifs. M. Amédée Hennequin, dans son livre sur « *l'Organisation de la statistique du travail et du placement des ouvriers* » paru en 1848, nous donne sur le procédé de placement à Strasbourg des détails intéressants.

Dotée de nombreux et riches établissements de charité, située sur la frontière, la ville de Strasbourg, était exposée à une affluence considérable d'ouvriers étrangers ou indigents. Aussi pour parer aux éventualités de cet encombrement et établir une solide organisation industrielle, le maire de cette ville, en l'an IX, proposa à l'administration des bureaux de placement, des fonctionnaires municipaux. Le rôle de ces placeurs municipaux était :

1° De faciliter le travail en mettant en rapport les ouvriers et les maîtres ;

2° De constater le contrat de louage d'ouvrage, et d'en assurer l'exécution.

3° De surveiller la police des arts et métiers.

L'inscription sur le registre était gratuite pour l'ouvrier, mais le patron pour se faire inscrire devait au placeur une indemnité de 0,25 centimes; et lorsque le placement était effectué, un droit de 0,50 centimes était perçu sur le maître. Le placeur avait en outre des fonctions de greffier ou de notaire, il contresignait l'acte dont il gardait la minute, quand un contrat de louage d'ouvrage rédigé par écrit était intervenu entre maître et ouvrier; et dans le cas de contrat verbal, c'est l'usage et les anciens règlements qui fixaient les termes de l'engagement. En outre, le placeur surveille la loyauté des marchandises et la salubrité des denrées.

Malgré tout, ce système finit par donner passage à des abus, aussi vers 1839, la municipalité de la ville de Strasbourg, émue de cet état de chose, décida la réforme complète du placement. Mais la révolution de 1848 l'empêcha de mettre son projet à exécution, et la réglementation de 1852, fit rentrer Strasbourg dans le droit commun.

## DEUXIÈME PARTIE

### Etat actuel de l'embauchage en France.

TITRE I. — 1° Placement personnel ou direct.

TITRE II. — 2° Placement par intermédiaires.

A. — Bureaux de placement (*Placement commercial*).

1° Légitimité de ce placement et justification de la rémunération du placement. Intervention de l'Etat et réglementation.

2° Etude de la législation de 1852 et portée de cette législation,

3° Caractère commercial des bureaux de placement. Responsabilité et jurisprudence.

4° Résultats de ce régime. Tarif des bureaux. Valeur.

5° Grievs imputés.

B. — Placement gratuit.

1° Placement charitable et mutuel.

2° Placement municipal.

3° Placement corporatif au syndicat.

TITRE III. — Projets de réforme. Propositions de loi.

## LÉGISLATION DU PLACEMENT DANS SON ÉTAT ACTUEL

Ainsi que nous venons de nous en rendre compte par l'étude rapide faite du placement à travers les siècles de notre histoire, l'ouvrier qui est à la recherche de travail peut s'en procurer de deux façons différentes : soit directement, soit par intermédiaire.

Les diverses institutions sous la forme desquelles ce dernier mode de placement s'exerce, peuvent se diviser en deux grandes catégories : d'un côté, le placement commercial ou rétribué, représenté par les bureaux autorisés ; d'un autre côté, le placement gratuit qui revêt plusieurs formes : placement charitable, mutuel, municipal, professionnel, corporatif.

Examiner en détail l'organisation de chacune de ces institutions, étudier leur fonctionnement, passer en revue les griefs qui leur ont été reprochés ainsi que les critiques qui peuvent leurs être faites, rappeler les efforts tentés pour améliorer la situation de l'ouvrier au point de vue du placement : tel est le but que nous nous sommes efforcés d'atteindre dans cette partie de notre travail.

## TITRE PREMIER

### PLACEMENT PERSONNEL.

Avant d'entrer dans l'étude du placement par intermédiaire, disons quelques mots du placement direct.

Tout d'abord, qu'est-ce que le placement, et que faut-il entendre par là ?

Le placement n'est que le trait d'union entre l'offre et la demande du travail ; c'est l'offre des bras qui demandent emploi et qui vont à l'employeur.

C'est la mise en contact de l'entreprise et de la main-d'œuvre, le rapprochement de l'employeur et de l'employé (1).

De tous temps, le placement personnel ou direct, qui offre d'ailleurs des espèces variées que nous allons examiner, a eu une prépondérance marquée sur les autres modes d'embauchage. Aujourd'hui encore, c'est lui qui donne le plus de résultats ; c'est en effet le plus simple, le plus usité, le plus efficace : l'employeur et l'employé se mettent directement en rapport soit que l'ouvrier se présente à l'atelier, soit que le patron aille le chercher dans les lieux où il sait le trouver. Dans

1. Darmuzey. Paris 1895.

le placement direct, rentre encore le placement par relations, recommandations et fournisseurs.

Il est impossible, en définitive, de connaître d'une façon précise le nombre de placements qui s'effectuent ainsi, car par leur nature ils échappent à toute statistique.

I. — Dans le cas où le patron va lui-même à la recherche de l'ouvrier, il le trouve dans des lieux fixes, à des heures déterminées, sur certaines places publiques, coins de rue, débits de boissons ; ces endroits de stationnement où se rassemblent les ouvriers en quête de travail ont conservé le nom de « *grève* » que le lieu soit public ou privé.

Très en vogue au moyen-âge, ce mode d'embauchage est encore de nos jours pratiqué par un grand nombre de professions, notamment par celles qui ont trait à l'industrie du bâtiment : menuisiers, charpentiers, maçons, terrassiers, hommes de peine, peintres, tanneurs, boulangers, bouchers, blanchisseurs, occupent une place importante dans la statistique faite en 1892 sur les principales grèves dans lesquelles l'embauchage se pratique à Paris et dans le département de la Seine (1). Par ce procédé les intéressés se rendent compte facilement et rapidement de l'affluence des demandes de travail ; et peuvent aussitôt connues, dis-

1. Offre du travail : *Le Placement*. Tableaux statistiques, p. 179 à 181.

cuter dans leur groupe les conditions de l'offre. Ce contrat de louage presque toujours purement verbal n'est assujéti à aucune formalité ; quand le montant du salaire n'a pas été fixé entre patrons et ouvriers on a recours en cas de contestation au tarif de la série des prix de la Ville Paris. Malheureusement ce mode d'embauchage sur la voie publique présente de graves inconvénients : les ouvriers se trouvent ainsi exposés en attendant le patron, aux intempéries et aux rigueurs de la mauvaise saison, car les lieux d'embauchage sont trop nombreux pour qu'il soit possible d'y faire installer à chaque profession des abris couverts (1).

De plus, de nombreux marchands de vins sont établis, aux environs de ces points de stationnement et les ouvriers, que fatigue l'attente du travail, contractent rapidement des habitudes d'alcoolisme et d'intempérance ; allégés en peu de temps du peu d'argent qu'ils possèdent, harcelés par la faim et les besoins de la vie, ils sont trop souvent obligés d'accepter des salaires dérisoires qu'une nécessité moins grande leur permettrait de refuser. Les syndicats eux-mêmes se plaignent de cet état de choses qui met obstacle à leur développe-

1. Le conseil municipal de Paris, avait décidé la création de quelques-uns de ces abris couverts, comme celui de la Chapelle pour les hommes de peine, et de la Vilette pour les ouvriers bouchers ; mais la pensée que la Bourse du travail ferait disparaître les grèves d'embauchage en les suppléant, a momentanément arrêté la généralisation de cette mesure.

ment. Trop souvent aussi, surtout chez les jeunes filles qu'occupe la profession de blanchisseuses, la rue est un péril continuel pour leur moralité (1).

Personne n'ignore qu'en province c'est de cette même façon que se recrutent les domestiques à certains jours de fête : la Saint-Jean, et la Toussaint. Dans les campagnes, les gens de ferme, les ouvriers des champs, hommes et femmes, se tiennent sur la place publique, les jours de foire et de marché, et après avoir débattu leur salaire avec le maître au service duquel ils doivent rentrer, s'engagent, soit à l'année, soit pour le travail de la saison; une remise d'arrhes vient confirmer le contrat verbal. C'est là ce qu'on appelle les « *loués* » aux « *assemblées* » *assemblées gageries*. Dans certaines villes maritimes importantes, on rencontre même des grèves spéciales pour les ouvriers des ports.

II. — Dans le second cas, c'est l'inverse qui se produit : l'ouvrier se met lui-même à la recherche du

1. L'Union ouvrière de la Blanchisserie formule ainsi ses réclamations : « Les places de grèves situées rue Etienne-Marcel, au coin de la rue St-Denis, et rue Portalis au coin du pont du Rocher font beaucoup de tort à la Chambre Syndicale et empêchent sa formation. Plusieurs pétitions ont été faites pour l'évacuation de ces places de grèves; toutes les patronnes et ouvrières demandent qu'on les supprime au plutôt, parce qu'elles portent un grand préjudice à l'honorabilité et à la santé des ouvrières blanchisseuses de Paris ».

patron. Ce mode d'embauchage est aussi très répandu surtout dans la grande industrie : manufactures, mines. Dans beaucoup de villes qui n'emploient pas le système des « grèves », on voit les ouvriers des bâtiments, terrassiers, maçons, peintres, charpentiers, plâtriers, serruriers... « *battre le pavé de l'entrepreneur* » (pour employer une expression qui leur est familière jusqu'à ce qu'ils aient trouvé du travail. C'est encore le même genre de placement que l'on trouve dans les petites localités pour les professions qui n'exigent aucune aptitude spéciale.

En allant ainsi de ville en ville, ou de porte en porte, d'atelier en atelier, de chantier en chantier, à la recherche d'un travail qui souvent lui échappe, l'ouvrier perd un temps considérable et s'expose à aller souvent chercher bien loin une occupation qu'il eût pu trouver près de lui. Les patrons eux-mêmes à maintes reprises se sont faits les échos de ces inconvénients et ont exprimé le regret qu'il n'y ait pas dans chaque « grand centre un office du travail ou offre et demande « de place pût être mise à la disposition des intéressés avec toutes les références garanties sérieuses « par l'institution elle-même » (1).

1. Extrait de la réponse faite par la chambre syndicale des entrepreneurs de la ville de Reims au questionnaire de l'Office du travail lors de l'enquête de 1891.

III. — Il est une autre hypothèse où le placement direct revêt un aspect particulier : lorsqu'il a lieu par l'intermédiaire d'un entrepreneur par exemple. Jusqu'ici nous avons vu patron et ouvrier discuter en tête à tête les conditions du contrat de travail ; dans le cas présent il n'en est plus ainsi, et le patron désireux d'échapper aux ennuis d'une surveillance compliquée ne s'occupe plus par lui-même de la question d'embauchage. Il traite à forfait, et pour un travail déterminé avec un contremaître ou un ouvrier qu'il juge capable (cet ouvrier porte alors le nom de marchandeur, piqueur, tacheron), et se décharge complètement sur lui du soin de l'embauchage, ainsi que du contrôle des ouvriers, du paiement de leur salaire, et de l'exécution du travail. Ce tacheron devient ainsi entrepreneur à son tour, et cherchera à réaliser des bénéfices sur les ouvriers qu'il emploie, d'ailleurs l'ancien ouvrier est en thèse générale beaucoup plus dur que le patron ; il est fatal que le contrat de marchandage entraîne souvent une certaine exploitation : fatigue excessive, salaire affaibli. Très fréquente dans l'industrie du bâtiment et de l'ameublement, cette opération du marchandage que l'on rencontre également répandue dans quelques départements chez les ouvriers agricoles, est des plus impopulaires. Les nombreuses plaintes qui de bonne heure se sont élevées contre lui, provoquèrent en France les décrets des 2 et 22 mars 1848, qui abolissaient le marchandage « cette exploitation

des ouvriers par les sous-entrepreneurs ». Inconstitutionnels (1), car il n'appartenait pas au gouvernement provisoire de porter atteinte à la liberté du travail, ces deux décrets étaient impossibles à exécuter, car il est certains travaux pour lesquels il n'y a pas moyen de faire autrement.

De toutes les industries, c'est encore celle du tissage à la main où se pratique le plus ce mode d'embauchage : nous allons examiner rapidement son fonctionnement chez les tisseurs à la main en Cambrésis et profiterons des détails que donne sur cette question l'Office du travail.

Il est bien rare que des rapports directs s'établissent entre le patron ou fabricant en gros et les ouvriers tisseurs à la main. Ceux-ci travaillent chacun dans leur domicile particulier à la transformation des matières premières que répartit entre eux un intermédiaire spécial, appelé contremaître et qui représente dans une localité, un gros industriel dont la maison de vente est située dans une ville plus ou moins éloignée. La quantité de coton, de fil, de laine, nécessaire à l'exécution des commandes sont adressées aux contremaîtres qui les distribuent ensuite, à leur gré, entre les ouvriers qu'ils emploient et qui dans un délai déterminé doivent leur rapporter le travail commandé.

Chaque ouvrier doit avoir un livret spécial, analogue

1. M. Planiol. Cours de législation industrielle, 1893-94.

à ceux créés par la loi de 1850, sur lequel on inscrit tous les éléments techniques : la date de la remise, la longueur et la largeur de la pièce, le poids des chaînes et des trames, le nombre des croisures et le prix de la façon, dont l'établissement a pour base l'importance et la nature de la pièce du tissu.

Certes, ce livret a son utilité car le tisseur à la main détient souvent pendant longtemps une quantité *importante* de matières premières, et la constatation qui en est faite sur le livret et une garantie de contrôle pour celui qui les leur a confiées. En effet, les ouvriers nouveaux qui demandent du travail, doivent au préalable fournir leur livret et faire constater qu'ils sont libres de tout engagement à l'égard de la personne qui les a faits précédemment travailler. Les ouvriers d'ordinaire n'habitent pas le même endroit que le contre-maître ; dans les campagnes, plusieurs kilomètres les séparent souvent de la localité où il réside, et il leur faut les parcourir soit pour aller chercher le travail soit pour le rapporter, chargés de lourds fardeaux, heureux encore quand le chômage ou l'absence du contre-maître ne leur rend pas le voyage inutile ; par suite beaucoup de fatigue et beaucoup de temps perdu.

A maintes reprises, les ouvriers TISSEURS à la main ont élevé la voix contre cette situation qui leur est faite. Ils se sont plaints surtout de la servitude insurmontable qui les lie aux contre-maîtres. Contraints de

demander souvent le paiement d'avance de leurs façons, ils restent continuellement débiteurs de ceux qui leur fournissent du travail, car le contremaître détient leur livret en garantie, et il leur devient impossible de s'acquitter, ne pouvant pas travailler pour d'autres patrons à des conditions plus avantageuses. A ces inconvénients s'en ajoute un autre beaucoup plus grave : la plupart de ces contre-maîtres ou intermédiaires tiennent boutique et fournissent leurs produits aux ouvriers qu'ils font travailler ; le prix de ces marchandises diverses telles que chaussures, vêtements, linge, épicerie, est prélevé sur le montant du salaire. Payant de la sorte une partie des salaires en nature, ces individus réalisent de ce chef sur la main-d'œuvre des bénéfices importants qui permettent d'abaisser le prix des tissus. Les prix de façons s'avalissant ainsi de plus en plus, les salaires en subissent un abaissement graduel.

IV. — Le placement personnel peut encore s'effectuer à l'aide de différents procédés : notamment « *par connaissance* » ; — désireux de faciliter à l'ouvrier la recherche du travail, des intermédiaires officieux lui fournissent, d'une façon désintéressée, le concours précieux de leur appui et de leurs indications. Bien que les résultats donnés par ce mode de placement soient fort nombreux, il est impossible d'en fixer l'importance numérique, car toutes les professions en ressentent les bienfaits et la nomenclature des intermédiaires serait aussi vaste que vague : tout le monde peut, en effet, à

un moment ou l'autre de son existence, faciliter les rapprochements entre patron et ouvriers et servir occasionnellement de trait d'union entre la demande et l'offre de travail. Tantôt c'est un ancien maître, tantôt un ami, tantôt une administration, tantôt un fournisseur, et plus particulièrement les marchands de vin ou aubergistes qui parviennent à procurer du travail à l'ouvrier ou l'employé sans place. Ce sont ces derniers surtout qui ont donné à ce mode de placement l'extension qu'il possède aujourd'hui, au point qu'on peut considérer les maisons de ceux qui l'appliquent comme de véritables bureaux de placement non autorisés. Mais si ce procédé d'embauchage semble gratuit, au fond il ne l'est qu'en apparence, car l'ouvrier qui souvent loge chez l'aubergiste, y prend la plupart du temps pension et est obligé d'y consommer pour gagner les bonnes grâces du patron d'établissement. Ce mode de placement a d'ailleurs été l'objet de vives critiques.

Les ouvriers boulangers de Nice déclarent que « les  
« buvettes et les auberges, bien qu'il n'y soit pas perçu  
« d'honoraires pour le placement, n'en constituent pas  
« moins un aliment à l'inconduite. Les faux placeurs,  
« disent, les ouvriers boulangers de Bordeaux empê-  
« chent le bureau de placement autorisé de fonction-  
« ner, ils entravent le mouvement syndical, ils offrent  
« leurs pensionnaires à des prix inférieurs aux patrons  
« qui renvoient alors les ouvriers qu'ils occupaient pré-  
« cédemment; ils ne placent que les ouvriers qui man-

« gent chez eux et qui paient beaucoup plus cher que  
« dans d'autres restaurants » (1).

V. — La publicité aussi est un moyen très important de placement direct, et peut être gratuite ou onéreuse. Elle est gratuite quand elle se fait par des affiches manuscrites placardées soit aux devantures des magasins, soit sur les murs des voies publiques situées à proximité des ateliers, soit dans les tableaux que les municipalités (1) apposent en certains endroits, ou par des insertions faites gratuitement par quelques journaux. La publicité onéreuse est celle qui a pour organes tous les grands journaux quotidiens : certains d'entre eux consacrent une ou plusieurs fois par semaine une page entière aux offres et demandes d'emploi. Il est également des journaux industriels spéciaux dont le seul but est de relater les annonces déjà parues dans les autres journaux. De nombreux abus se sont souvent glissés dans ce genre de placement qui a donné lieu parfois à des escroqueries dont les tribu-

1. Réponse des ouvriers boulangers de Nice et de Bordeaux au questionnaire adressé par l'Office du Travail, lors de l'enquête de 1891.

2. La Municipalité du VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris a fait placer en divers points de sa circonscription des cadres grillés, où l'on place ces affiches qui restent ainsi à l'abri des lacérations jusqu'à ce que les commerçants qui les ont fait apposer, aient obtenu satisfaction,

naux eurent à se préoccuper. Néanmoins il est incontestable que ce procédé fournit encore un nombre de placement très important.

Nous venons d'examiner les différents procédés d'embauchage à l'aide desquels l'ouvrier peut se procurer *directement* du travail. Nous allons étudier, dans les pages qui suivent, le placement par *intermédiaire*, et voir les divers aspects sous lesquels il se présente.

## TITRE II

### PLACEMENT PAR INTERMÉDIAIRE

Le placement par intermédiaire comporte deux grandes divisions :

Le placement *commercial* ou rétribué, exercé par les bureaux de placement.

Le placement *gratuit* qui revêt plusieurs formes. C'est entre ces deux catégories de placement que la lutte est engagée.

#### *Placement commercial.*

Bureaux de placement.

Que faut-il entendre par cette expression : Bureaux de placement, et en quoi consistent-ils ? Ce sont des entreprises, des agences privées, qui moyennant une rétribution, indiquent le lieu où trouver du travail, et fournissent le moyen d'occuper les places qui sont vacantes.

La raison d'être de ces bureaux de placement n'est

autre que le besoin d'un intermédiaire entre l'offre et la demande de travail. Ce mode de placement, a sur le placement direct ou personnel, généralement soumis aux vicissitudes du hasard, le grand avantage d'être plus expéditif dans la plupart des cas, et surtout être moins aléatoire.

Les offres d'emploi sont facilement connues dans les petites villes, la rumeur publique suffit à informer les intéressés ; mais dans les centres industriels, ou les grandes agglomérations d'habitants, ce mode d'information ne suffit plus, et les bureaux de placement deviennent indispensables, car la tierce personne que ce mode d'embauchage fait entrer jeu, a pour mission de réunir « les deux volontés qui se cherchent », et tend par le but qu'elle se propose, à faciliter soit par ses indications, soit par son appui ; la formation du contrat.

Nous avons vu au cours de notre historique, que l'industrie, sous l'ancien régime, était monopolisée au profit des corporations. Sous l'influence de Turgot et des physiocrates, à ce régime restrictif et de privilège, la Constituante substitua celui de la liberté et de la libre concurrence. Aux termes de l'article 7 de la loi des 2-17 mars 1791 « il est libre à toute personne d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon à la condition de se pourvoir d'une patente, d'en acquitter le prix et de se conformer aux règlements de police » par conséquent l'industrie des placeurs est bien

une industrie ordinaire rentrant dans le cadre de celles indiquées par la loi précitée, et parfaitement licite. Ce caractère d'ailleurs a été reconnu aux bureaux de placement en maintes circonstances; et les principes du droit commun sont ceux qu'on applique en cette matière. On ne peut en effet trouver dans cette industrie, rien qui prouve qu'elle soit en elle-même contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Mais dira-t-on, si cette industrie du placement est licite en elle-même, le profit fait par le placeur est illégitime car tout individu a le droit de travailler et par suite ne doit rien payer pour se procurer du travail. De quel droit le placeur vient-il prélever une quote-part du salaire de l'ouvrier? Nous n'avons pas à entrer dans l'exposé de la doctrine du « droit au travail » nous nous bornerons à indiquer les raisons qui à notre avis suffisent à légitimer le gain du placeur à l'occasion de son entremise. La première raison qui vienne tout naturellement à l'esprit est : que tout service rendu doit être rétribué. Toute peine mérite salaire, dit un vieux proverbe. Cette maxime inspirée par le sens commun, se trouve justifiée dans son application, aussi bien en économie politique, que dans l'ordre des faits courants de la vie ordinaire, et conserve toute sa valeur en ce qui a trait au placement industriel. Dans presque toutes les branches soit de l'industrie, soit du commerce, les chefs de maisons ont généralement recours à des intermédiaires auxquels ils donnent mis-

sion de faciliter l'écoulement de leurs produits. Ces intermédiaires qu'on désigne plus habituellement sous le nom de placiers ou courtiers, parcourent en tous sens une ou plusieurs villes, une ou plusieurs contrées, dans le but de procurer à ces maisons, une clientèle sérieuse et abondante, et cherchent à resserrer le plus possible les rapports entre eux.

Il est fort naturel que le courtier, qui du matin au soir s'emploie ainsi à étendre le cercle des relations de ces maisons, et à leur créer des débouchés nombreux, reçoive pour sa peine et son travail, une rétribution compensatrice. Pourquoi vouloir refuser au placeur un semblable avantage? Le service qu'il rend à l'ouvrier est identique au service rendu par le courtier à une maison de commerce, et jusqu'à un certain point le travail de tout individu peut être considéré comme une marchandise présentant des caractères spéciaux, mais qui n'en est pas moins soumise à la loi de l'offre et de la demande. De même que le courtier met en rapport deux négociants, de même le placeur facilite le rapprochement entre patron et ouvrier. Les bureaux de placement ne sont pas le modé' embau-chage que puisse utiliser le travailleur, et si l'ouvrier s'adresse si souvent à eux c'est afin d'économiser une perte considérable de temps. Qui, plus que nos malheureux ouvriers, a eu l'occasion de constater la vérité de cet adage : le temps c'est de l'argent. Sans travail, le malheureux a vite épuisé les maigres ressources

dont il dispose, et les journées passent vite à courir de chantier en chantier, d'atelier en atelier à la recherche d'un emploi qui trop souvent lui échappe. En s'adressant au placeur il trouve beaucoup plus rapidement l'emploi qu'il désire et qui convient le mieux à ses aptitudes, grâce aux renseignements qui lui sont donnés, et aux démarches que fait le placeur pour lui procurer du travail. N'est-il pas normal, qu'en échange du service qu'il rend ainsi à l'ouvrier, le placeur lui réclame une commission comme rémunération de la peine qu'il s'est donnée.

De plus l'installation d'un bureau de placement représente pour le titulaire des frais assez importants, et l'activité nécessaire dans la recherche des emplois vacants et des employés disponibles occasionne au placeur une perte de temps souvent considérable. Il ne faudrait donc pas considérer ce métier comme exempt de soucis. Des aptitudes spéciales sont en outre nécessaires pour exercer cette profession et s'assurer une bonne clientèle. Parmi les ouvriers qui s'adressent à lui pour la recherche d'un emploi, le placeur doit savoir distinguer ceux dont la capacité technique, l'expérience et l'ardeur au travail, font des sujets recommandables à tous égards. Le probité et la moralité d'un chacun sont également des points sur lesquels doivent porter ses investigations afin que les renseignements qu'il donnera soient précis. Il peut d'ailleurs de ce chef encourir de graves responsabilités, et nous aurons

occasion de constater au cours de cette étude, qu'il peut tomber sous le coup de pénalités importantes : amendes, prison, restitutions et dommages et intérêts auxquels pourraient donner lieu des faits imputables à sa mauvaise foi.

En présence des nombreuses difficultés soulevées par le placement des travailleurs, on s'est demandé quel régime il convenait d'appliquer en cette matière.

De 1791 à 1852, l'industrie du placement fut libre, et ce système semble-t-il eût dû rendre aux intéressés de grands et utiles services : chacune des parties contractantes semblait assurée de trouver dans ces établissements honnêtement gérés, l'une un serviteur fidèle, l'autre un maître honorable. Les résultats ne répondirent pas aux espérances et de vives réclamations nous l'avons vu ne tardèrent pas à se produire. Après au gain, car leur but principal est la spéculation, elles ont ce trait de commun avec toutes les entreprises commerciales, les agences de placements soulevèrent des récriminations sans nombre, et au lieu d'être un bienfait, devinrent un fléau pour ceux qui réclamaient leur intermédiaire. Aussi quelques économistes préconisèrent-ils l'intervention de l'Etat. Nous ne nous attarderons pas à discuter toutes les raisons invoquées pour faire intervenir l'Etat. Les uns se basèrent sur « le droit au travail » et le devoir pour l'Etat de procurer à chacun le travail nécessaire pour assurer son existence. D'autres mirent en relief son devoir de tu-

telle générale. D'aucuns virent dans le droit de police qui permet à l'Etat de surveiller d'une manière générale la conclusion des contrats, la raison suffisante et normale de son intervention. Quoiqu'il en soit, ce que nous constatons c'est que cette intervention de l'Etat peut se produire de deux façons : soit en réglementant l'industrie du placement de manière à entraver les abus et prévenir les fraudes ; soit en exerçant lui-même cette industrie du placement : l'état peut dans ce second cas, supprimer le placement industriel et l'exercer seul, ou bien le laisser fonctionner parallèlement avec lui.

Monopolisé par l'État, le placement devient un service public et si on ne trouve aucun principe qui interdise à l'État de se charger à lui seul de ce soin, on est amené à reconnaître que des considérations pratiques lui recommandent de s'abstenir. L'expérience démontre chaque jour, l'absolue nécessité d'un intermédiaire entre patrons et ouvriers pour faciliter le recrutement du personnel nécessaire aux premiers et procurer aux seconds, du travail que le plus souvent ils ne peuvent trouver eux-mêmes. Or l'État ne nous semble pas présenter les conditions voulues pour remplir cet office. Le système du monopole suppose en effet une organisation officielle et pour chaque nature d'industrie un bureau unique dont le titulaire serait un agent direct ou indirect de l'administration ; « ces agents salariés se borneraient généralement à tenir

des registres d'inscription. « Leur première règle  
« serait nécessairement de placer les postulants dans  
« l'ordre des inscriptions, sans pouvoir tenir aucun  
« compte de leur aptitude. Ou bien, si ces agents officiels  
« avaient la liberté de choisir parmi les ouvriers  
« inscrits ceux qui devraient être placés de préférence,  
« les postulants se trouveraient soumis au caprice, peut-  
« être à la cupidité et tout au moins à l'arbitraire des  
« bureaux, sans avoir aucun moyen de s'y soustraire,  
« en l'absence de toute autre voie de placement (1). »  
Lors de l'enquête de 1852, faite sur les bureaux de  
placement, la Commission qui en était chargée exprimait  
ainsi les graves inconvénients qui pouvaient résulter  
de la gestion des bureaux de placement par l'administration :  
« Il en résulterait une atteinte à la liberté  
« du travail, une certaine application des doctrines  
« socialistes. En second lieu ce serait enlever aux  
« buralistes une propriété qui se vend fort cher. De  
« plus l'administration se rendrait comme responsable  
« du manque de travail ; elle encourait l'obligation de  
« trouver de l'occupation pour les ouvriers et les  
« amènerait à se dire quelle leur doit du travail.  
« Enfin l'administration est impropre à la tenue des  
« bureaux de placements ; elle pourra publier les  
« règlements, créer des emplois, mais le placement

1. Circulaire de M. Piétri, préfet de police en date du 8 octobre 1852.

« des ouvriers exige des soins, des courses, des pour-  
« parlers, des connaissances spéciales, une étude in-  
« cessante des besoins industriels, qui ne sont pas du  
« domaine de l'administration (1). »

Indépendamment de l'augmentation des fonctionnai-  
res, de lourdes charges retomberaient sur l'Etat et  
viendraient grever son budget. L'Etat ne sait pas tra-  
vailler économiquement, nous dit M. Paul Leroy-Beau-  
lieu dans son livre l'« *Etat moderne et ses fonctions* »  
« les institutions qu'il dirige coûtent généralement  
« beaucoup plus cher que les œuvres privées. Il y a  
sans doute des services qui sont gérés économique-  
« ment par l'Etat : mais ils sont en thèse générale assez  
« simples ». Ce n'est pas le cas du placement où la  
complexité et l'opposition des intérêts soulèveraient  
d'inextricables difficultés.

De plus ne serait-il pas très sérieusement à craindre,  
n'est-il même pas vraisemblable que guidées encore  
par leur préoccupations électorales, ces administra-  
tions ne fussent entraînées presque malgré leur volonté,  
à réserver à leurs amis politiques ou intimes, les pla-  
ces dont elles pourraient disposer. En outre « la res-  
« ponsabilité d'un employé privé est presque toujours  
« plus précise, moins voilée, moins disséminée que  
« celle d'un employé d'Etat » (2).

1. Office du travail. *Placement*, p. 132.

2. P. Leroy-Beaulieu. *Cours d'Economie politique*, p. 693.

L'intervention de l'Etat peut se présenter sous une autre forme : quand il réglemente l'industrie du placement de manière à entraver les abus et prévenir les fraudes. Les bureaux de placement intéressent trop évidemment l'ordre public pour que la raison de les réglementer ne soit pas d'elle-même évidente. Mais quelle réglementation établir ? Selon que cette réglementation sera plus ou moins restrictive nous nous trouverons en présence de deux espèces différentes : d'un côté la déclaration, de l'autre l'autorisation préalable. Examinons d'un peu plus près ces deux formes de la réglementation du placement.

Le système de la déclaration consiste en ce que l'Etat se contente d'astreindre le placeur à une déclaration du genre de placement auquel il veut se livrer, tout en le laissant libre d'installer autant d'agences qu'il le désirera. Tel est d'ailleurs le régime actuellement en vigueur pour les débitants de boissons qui, aux termes de la loi du 17 juillet 1880, sont tenus de faire leur déclaration à la municipalité : cette déclaration sert à faire connaître leur existence, afin que l'autorité administrative puisse exercer sur eux sa surveillance. Il est un autre moyen à la disposition de l'Etat pour exercer une action puissante sur les bureaux de placement : c'est de soumettre leurs titulaires à l'obligation d'une autorisation préalable. Ce système a sur le précédent l'avantage de conférer à l'Etat un pouvoir beaucoup plus grand ; puisque l'obligation pour le pla-

ceur d'obtenir l'autorisation pour l'ouverture de son bureau, entraîne conséquemment le droit de révocation en cas d'infraction aux règles établies. Le placeur devra donc remplir d'abord certaines conditions au point de vue de la moralité, et sera de plus soumis à un contrôle et à une inspection puisque l'exécution des règlements sera placée sous la surveillance continue de l'autorité. C'est le régime qu'a adopté le décret du 22 mars 1852.

*Législation de 1852.* — Nous avons vu qu'après le coup d'Etat de 1852, le Prince président avait nommé une commission spéciale composée de grands industriels et de hauts fonctionnaires de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, afin d'examiner les plaintes incessantes qui s'élevaient de tous côtés sur le placement, et voir les meilleures mesures à prendre pour faciliter aux ouvriers la recherche du travail. Le projet qu'arrêta cette commission devint le décret du 25 mars 1852, qui est encore en vigueur et dont nous allons étudier la portée. Comme tous ceux publiés entre le coup d'Etat et le rétablissement de l'Empire, ce décret à force de loi, et le pouvoir législatif peut seul y porter des modifications.

Des trois premiers articles de ce décret, il résulte que nul ne peut tenir un bureau de placement sans une autorisation spéciale et préalable délivrée par l'autorité municipale qui est chargée de la surveillance de

ces bureaux afin d'y assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion. A cet effet l'autorité municipale peut prendre tous les arrêtés nécessaires et régler le tarif des droits qui pourront être perçus par le gérant.

« Article 1<sup>er</sup>. A l'avenir nul ne pourra tenir un bureau de placement, sous quelques titres et quelques professions, places ou emplois que ce soit, sans une permission spéciale délivrée par l'autorité municipale, et qui ne pourra être accordée qu'à des personnes d'une moralité reconnue. Les possesseurs actuels de bureaux de placement ont un délai de trois mois pour se pourvoir de ladite permission.

« Art. 2. — La demande à fin de permission doit contenir les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie. Il est tenu de se conformer à ces conditions et aux dispositions réglementaires qui seraient prises en vertu de l'article 3.

« Art. 3. — L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet, et règle le tarif des droits qui pourront être perçus par le gérant.

Toutefois le décret lui-même, dans son article 6, vient porter deux dérogations à cet article 3; ces fonctions que doit exercer l'autorité municipale, deviennent les attributions du préfet de police pour Paris et du préfet du Rhône pour Lyon et les communes de l'agglomération lyonnaise.

A ces règles restrictives, le décret de 1852 a donné une sanction, contenue dans les articles 4 et 5. Toute contravention aux injonctions prescrites doit aux termes de l'article 4 « être punie d'une amende de 1 à « 15 francs et d'un emprisonnement de 5 jours au « plus, ou de l'une de ces deux peines seulement ».

De plus cette autorisation accordée par l'autorité municipale est susceptible d'être retirée dans certains cas qu'énumère l'article 5 : « 1° Aux individus qui auraient « encouru ou viendraient à encourir une des condam- « nations prévues par l'article 15, paragraphe 1, 3, 4, « 5, 6, 14 et 15, et par l'article 16 du décret du 2 fé- « vrier 1852 » ce sont les condamnations qui enlèvent aux individus leur droit d'électeur ; « 2° aux individus « qui auraient été ou qui seraient condamnés pour coa- « lition ; 3° à ceux qui seraient condamnés à l'empri- « sonnement pour contravention au présent décret ou « aux arrêtés pris en vertu de l'article 3 ». C'est cet « article 3 qui concerne la surveillance et le tarif de l'autorité municipale. Cependant l'article 7 décide que « les retraits de permission et les règlements éma- « nés de l'autorité municipale, en vertu des disposi- « tions qui précèdent, ne sont exécutoires qu'après « l'approbation du préfet ».

Il eût été bien difficile, dans une matière aussi complexe qu'elle embrasse toujours dans une même ville une variété d'espèces contradictoires, de procéder par voie de dispositions générales ; aussi le décret du 25

mars 1852 ne fait-il que régler les points généraux de la réglementation des bureaux de placement et laisse à l'autorité municipale le soin de prendre telles mesures qu'elle jugera appropriées aux besoins de chaque localité. Cette initiative de l'autorité municipale se traduira tant par des règlements locaux que par une surveillance soutenue de la moralité de ces bureaux et de la loyauté de leur gestion.

Quelques mois après la promulgation du décret du 25 mars 1852, et en exécution de son article 3, fut rendue pour Paris, l'ordonnance de police du 5 octobre 1852 que nous allons également étudier ; car ces deux dispositions se complètent et sont encore aujourd'hui la base de l'organisation des bureaux de placement.

La demande « à fin de permission », adressée suivant les localités soit au préfet de police pour Paris, soit au préfet du Rhône pour Lyon et les communes qui en dépendent, soit au maire de la commune, pour les autres localités, doit être rédigée sur papier timbré, et contenir les noms, prénoms, âge, qualités et profession, outre les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie. Le candidat doit également joindre à sa demande l'acte de mariage s'il y a lieu, le consentement du mari, si c'est une femme mariée ; et l'acte de décès du mari si c'est une veuve qui demande l'autorisation (1), d'après l'article 3 de cette

1. Thorlet : *Traité de police administrative. Bureaux de placement.*

ordonnance. « Le candidat joindra à sa demande son  
« acte de naissance et un certificat de résidence et de  
« moralité délivré par le commissaire de police de sa  
« section ou le maire de sa commune. Il indiquera le  
« local où il se propose d'établir son bureau : ce local  
« devra présenter toutes les conditions nécessaires  
« dans l'intérêt de l'hygiène, de l'ordre et de la sûreté ». Une enquête est alors ouverte sur les antécédents du postulant et l'autorisation lui est accordée quand l'enquête est favorable.

Aux termes de l'article 4 : « L'arrêté d'autorisation  
« est personnel. En cas de changement de résidence,  
« le nouveau local sera agréé par l'administration.  
« Toute succursale est prohibée ». Le titulaire d'un bureau ne saurait en effet offrir trop de garanties et l'intrusion de simples salariés dans l'exploitation affaiblirait sensiblement l'action de l'autorité sur la gestion, aussi a-t-on décidé qu'il y aurait autant de titulaires que de bureaux.

Les règles relatives à la tenue intérieure des bureaux sont contenues dans les articles 5 et 6. Le placeur est obligé d'avoir certains registres dont le nombre et la forme sont déterminés par l'arrêté d'autorisation, ces registres doivent être cotés, paraphés par le commissaire de police ou le maire et visé par eux tous les mois. « Ils ne devront contenir aucun renvoi, rature  
« ni interligne et seront constamment tenus au cou-  
« rant. Ils seront représentés à toute réquisition des

« agents de l'autorité ». Aucun placement ne pourra avoir lieu par l'entremise des bureaux, dit l'article 6 de l'Ordonnance sans une inscription préalable sur le registre à ce destiné. « L'inscription mentionnera les  
« noms, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et  
« domicile de la personne inscrite, ainsi que l'indica-  
« tion des pièces qu'elle aura produites pour établir  
« sa moralité et son identité ».

« Ces pièces ne pourront être retenues par le pla-  
« ceur sans l'assentiment du postulant ; elles lui se-  
« ront, en tous cas, restituées à sa première réquisi-  
« tion. »

C'est là une mesure d'ordre facile à comprendre ; ce que l'on désirait c'était faciliter le placement des ouvriers et des domestiques, aussi dut-on renoncer à exiger des papiers et des livrets de la part des postulants, car cette ordonnance ne vise que le mode de placement par les bureaux autorisés et par conséquent toute disposition de ce genre eut été illusoire, étant donné que ceux dépourvus de papiers pouvaient avoir recours à un autre genre d'embauchage. Ce que l'ordonnance s'est bornée à exiger : c'est l'obligation pour le placeur de demander aux postulants les papiers qu'ils possèdent et de les inscrire, en ce cas, sur leurs registres.

En présence de la diversité des usages et des conditions de l'industrie il était impossible de fixer des tarifs uniformes, aussi l'article 7 de l'ordonnance de

police vint-il confirmer l'article 3 du décret du 25 mars 1852, et laisse à l'autorité municipale le soin de régler les tarifs, par ses arrêtés d'autorisation, pour chaque établissement, « et s'il y a lieu, le tarif du droit « d'inscription qui dans aucun cas, ne pourra excéder « cinquante centimes ».

Il y a lieu de distinguer en effet entre ce droit d'inscription payé à l'avance, qui représente les frais matériels occasionnés au placeur par les formalités à remplir, et le droit de placement véritable dû seulement par le postulant quand il a obtenu un emploi.

Ce droit d'inscription que peut autoriser dans certains cas, la permission spéciale d'ouverture d'un bureau de placement ne pourra jamais dépasser le maximum de cinquante centimes. Quant au second droit qui se traduit pour le placeur par une rétribution à percevoir pour l'emploi fourni, il arrivait souvent qu'il n'était pas acquitté après le placement, aussi les titulaires de bureaux furent-ils autorisés, à exiger des postulants le dépôt préalable d'une certaine somme, à titre de garantie et d'avance sur le droit à percevoir. L'article 8 de l'ordonnance dit à cet égard :

« Le placeur sera tenu de délivrer gratuitement à « chaque personne inscrite et au moment même de « l'inscription un bulletin portant un numéro d'ordre « de l'inscription, les conditions du tarif fixé pour le « bureau et la quittance de la somme qu'il aurait reçue

« soit à titre de droit d'inscription soit à titre d'avance  
« sur le droit de placement.

« Cette avance sur le droit de placement sera tou-  
« jours restituée à la première réquisition du déposant  
« qui renoncera à être placé par l'entremise du bureau  
« où aura eu lieu l'inscription.

« En cas de refus de restitution, la contestation sera  
« portée immédiatement devant le commissaire de po-  
« lice qui, au besoin dressera procès-verbal.

« Le tarif du droit de placement sera fixe; il ne  
« pourra être augmenté ni diminué au gré du placeur.

« Ce droit ne sera dû au placeur qu'autant qu'il au-  
« ra procuré un emploi, et ne lui sera définitivement  
« acquis qu'après un délai déterminé, pour chaque bu-  
« reau, par l'arrêté d'autorisation.

« Aucune somme, autre que celles ci-dessus indi-  
« quées, ne pourra être perçue à titre de cautionne-  
« ment ou sous quelque dénomination que ce soit, tant  
« par le gérant que par la personne interposée ».

Le droit d'inscription que nous avons vu reconnaître par l'article 7 de l'ordonnance du 5 octobre 1852 donnait lieu à des récriminations et des plaintes multiples, souvent même il fut l'occasion d'innombrables petites escroqueries à l'égard desquelles la justice et l'administration ne pouvaient rien. Il ne tarda pas d'ailleurs à disparaître et une ordonnance de police en date du 16 juin 1857 le supprima définitivement.

Nous voyons dans l'art. 7 qu'en l'absence de conven-

tions contraires, le montant du droit de placement indiqué au bulletin, pourra toujours être payé au placeur par le maître ou patron et imputé sur les gages ou salaires de la personne placée.

A côté de ces mesures qui assuraient la protection des classes laborieuses, il restait à réprimer certains abus signalés trop souvent comme l'apanage de quelques agences et éviter le retour de diverses manœuvres de déloyauté et d'immoralité : Dans les articles 10, 11, 12, l'ordonnance vise précisément ces abus : « Défense est faite aux placeurs d'annoncer soit par des « affiches, soit par tout autre moyen de publicité, des « places ou emplois qu'ils n'auraient pas mandat de « procurer » (art. 10). De même « sont interdites toute connivence, toutes manœuvres frauduleuses tendant à faire croire à un placement qui ne serait pas sérieux ou ayant pour but d'agir contre l'intérêt d'une personne placée, dans l'espoir d'une nouvelle rétribution » (art. 11). Parfois, et c'est le cas cité par l'art. 12, on exerçait dans certains bureaux des manœuvres immorales, et les jeunes gens des deux sexes qui venaient chercher du travail honnête étaient envoyés dans des maisons mal famées.

Enfin les articles derniers de l'ordonnance viennent fixer quelques détails particuliers : tels que l'obligation pour le bureau de placement d'avoir une enseigne apparente, et d'afficher à l'intérieur d'une façon ostensible un exemplaire de ladite ordonnance, ainsi que le

tarif et certaines conditions de leur arrêté d'autorisation.

Soumis aux dispositions que nous venons d'étudier, les bureaux de placement, sont évidemment régis par le droit commun, c'est-à-dire par le principe de la liberté commerciale. Telle est d'ailleurs l'opinion formulée dans la circulaire du 8 octobre 1852, que le préfet de police Pietri, adressait aux commissaires de police de son ressort pour leur notifier et expliquer l'ordonnance qu'il avait rendue, sur le fonctionnement des bureaux de placement, le 5 du même mois : « C'est  
« donc le principe du droit commun, celui de la liberté  
« de l'industrie, qui a prévalu dans le décret du 25  
« mars, sous la réserve d'une surveillance sérieuse et  
« du contrôle permanent de l'autorité publique.... En  
« dehors des restrictions expressément déterminées,  
« l'industrie du placement est réglée par le droit com-  
« mun, c'est-à-dire par le principe de la liberté commer-  
« ciale. »

Aux termes également de l'article 632 du Code de Commerce, sont réputés actes de commerce : toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires... « C'est l'entreprise elle-même qui est qualifiée commerciale » d'après MM. Lyon-Caen et Renault (1), et le fait d'avoir contrevenu aux devoirs de sa profession ne modifie pas la situation juridique du placeur.

1. *Droit commercial*. Lyon-Caen et Renault, t. 1, p. 73.

Par conséquent, les bureaux de placement sont des entreprises dont le caractère est essentiellement commercial ; et la profession apparente qu'exercerait un placeur, serait-elle même non-commerciale, il n'en aurait pas moins des obligations particulières, le soumettant à des règles spéciales et rigoureuses.

*Responsabilité.* — De plus n'existe-t-il pas une certaine analogie entre la fonction de placeur et le mandat. Nous trouvons le mot « *mandat* » employé expressément dans l'article 10 de l'ordonnance du 5 octobre 1852. « Il est défendu « aux placeurs d'annoncer des places ou emplois qu'ils « n'aurait pas *mandat* de procurer ». Le placeur en effet a pour mission : soit de procurer à ceux qui viennent lui en faire la demande, et moyennant salaire, une place convenable chez un patron solvable ; soit de rechercher pour ce dernier un employé remplissant telles ou telles conditions de capacité et d'honorabilité. Dans ces deux cas sa responsabilité peut être engagée, car s'il fournit sciemment des renseignements inexacts et faux, soit sur la solvabilité d'un patron, soit sur la probité d'un employé, il commet un quasi-délit et tombe sous l'application des articles 1382 et 1992 du Code Civil. C'est dans ce sens que se sont prononcé le tribunal de Bordeaux et la Cour de Paris (1). Il en serait de même si ayant donné de faux renseignements de

1. Dalloz. P. 85. 2. 238.

bonne foi, il n'a pas signalé les actes malhonnêtes de l'individu, parvenus à sa connaissance avant que celui-ci ait pris possession de l'emploi (1). Le placeur peut donc être considéré comme un véritable *mandataire*, il répond en effet, d'après l'article 1992 du Code civil, non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Le décret et l'ordonnance de 1852 exigent des placeurs une exploitation de leurs bureaux sérieuse et loyale, faute de laquelle ils peuvent être poursuivis pour délit d'escroqueries en vertu de l'article 405 du Code pénal, notamment dans le cas de promesses mensongères promettant, moyennant rétribution, des emplois qui n'existent pas (2).

Nous avons vu dans notre étude du décret du 25 mars que son article 4 prononce une amende de 1 à 15 francs et un emprisonnement de cinq jours au plus, ou l'une des deux peines seulement contre ceux qui contreviendront à l'article 1<sup>er</sup>, au second paragraphe

1. D. P. 70, 2, 150.

2. D. P. 62, 5, 149. Arrêt des Ch. Corr. 13 févr. 1862 : « Est  
« un fait constitutif du délit d'escroquerie, l'exploitation d'un  
« bureau de placement non sérieux, faite avec des formes et apparences propres à inspirer aux personnes s'y adressant l'espoir  
« d'arriver par l'entremise du gérant à l'obtention des places et  
« emplois qu'elles recherchent, lorsqu'à l'aide de cette manœuvre  
« le gérant s'est fait remettre par des dupes des sommes destinées à rémunérer des services purement chimériques ».

de l'article 2<sup>e</sup>; et aux règlements faits en vertu de l'article 3. Ce même article 4 ajoute que : « le maximum  
« des deux peines sera toujours appliqué au contreve-  
« nant, lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les  
« douze mois précédents une première condamnation  
« pour contravention au présent décret ou aux règle-  
« ments de polices précités. Ces peines sont indépen-  
« dantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels  
« pourraient donner lieu les faits imputables au gérant.  
« L'article 463 du Code pénal est applicable aux con-  
« traventions indiquées ci-dessus ».

*Jurisprudence.* — Il semble résulter des conditions imposées aux placeurs par le décret et l'ordonnance de 1852, et de la jurisprudence en cette matière que : seules les opérations d'un individu, intermédiaire salarié entre la demande et l'offre de travail, doivent le faire considérer comme exploitant un bureau de placement, quels que soient le titre et la forme sous lesquels cet individu puisse chercher à se dissimuler.

Les bureaux de placement ont un caractère spécial qui les distingue des œuvres charitables et associations libres qui s'occupent de placement en donnant gratuitement des renseignements à leurs membres ou aux personnes qu'elles connaissent.

La Cour de Cassation s'est d'ailleurs prononcée dans ce sens, et a rendu à la date du 26 février 1863 un arrêt d'après lequel « Une association charitable  
« entre filles domestiques, dont le but principal est

« d'assurer aux associés un abri momentané, lorsqu'elles sont sans place, ne peut par cela seul que, au moyen des renseignements qu'elles se donnent réciproquement, ces filles facilitent leur placement et celui de compagnes non associées, être assimilée à un bureau de placement, soumis au décret du 25 mars 1852, alors d'ailleurs que l'organisation ne comporte ni gérance, ni entremise salariée entre des filles domestiques et le public (1). » Toutefois s'il faut pour qu'il y ait tenue d'un bureau de placement, que les actes d'entremise soient rétribués (ce qui semble résulter de l'esprit des 3 premiers articles du décret et de l'arrêt énoncé ci-dessus) il n'est pas nécessaire que cette rétribution soit directe, fixe, qu'elle ait été discutée d'avance entre les parties, ou qu'elle consiste en numéraire. Le numéro du 14 mai 1889 du journal *« La Loi »*, relate un jugement du tribunal de Bordeaux en date du 24 avril 1889 qui considère comme bureau de placement clandestin et illicite l'établissement d'un aubergiste qui attire chez lui les gens sans emploi pour profiter de leurs dépenses et leur servir d'intermédiaire avec les patrons.

De même « l'individu qui ne se borne pas à donner la publicité aux offres et demandes d'emplois, mais qui indique aux domestiques employés et ouvriers les emplois vacants, et aux patrons les individus

1. Dalloz. P. 63. 1. 208. Sirey. 63. 1. 368.

« cherchant à se placer, doit être considéré comme  
« exploitant non pas une simple agence de publicité  
« mais un véritable bureau de placement, dont l'ou-  
« verture constitue une contravention à défaut d'ob-  
« tention préalable d'une autorisation administra-  
« tive » (1).

*Résultats.* — Quels sont donc les résultats obtenus sous le régime du décret du 25 mars et de l'ordonnance du 5 octobre 1852. Nous trouvons à cet égard des renseignements précieux, dans l'enquête effectuée en 1891 par l'office du travail et publiée en 1893. Toutefois les chiffres indiqués ne doivent pas être pris aux pieds de la lettre car un certain nombre de bureaux n'ont pas répondu aux questionnaires qui leur avaient été adressés. Sur 1374 bureaux de placement autorisés, que l'on comptait en France en 1891, il n'y en eut que 994 qui envoyèrent leur réponse.

Les demandes ou offres adressées aux bureaux de placement se répartissent pour l'année 1891, comme suit :

2.495.079 demandes  
et 938.237 offres.

sur lesquelles les bureaux autorisés ont effectué :

1. Dalloz p. 69. 1. 440. Arrêt de la Cour de Cassation. Ch. c. du 26 décembre 1868.

459.459 placements à demeure  
et 361.991 placements à la journée ou extras.

Les professions desservies par ces bureaux étaient  
au nombre de vingt :

|                                            |      |         |
|--------------------------------------------|------|---------|
| 1. Bouchers et charcutiers.....            | 18   | bureaux |
| 2. Boulangers.....                         | 91   | —       |
| 3. Brasseurs.....                          | 1    | —       |
| 4. Coiffeurs.....                          | 30   | »       |
| 5. Cordonniers.....                        | 1    | »       |
| 6. Domestiques de tous genres....          | 1036 | »       |
| 7. Domestiques agricoles.....              | 49   | »       |
| 8. Employes de commerce.....               | 4    | —       |
| 9. Employés de marchands de comestibles.   | 2    | —       |
| 10. Garçons (café, hôtel, restaurant)..... | 74   | —       |
| 11. Garçons épiciers.....                  | 3    | —       |
| 12. Garçons meuniers.....                  | 8    | —       |
| 13. Garçons nourrisseurs.....              | 1    | —       |
| 14. Instituteurs et institutrices.....     | 17   | —       |
| 15. Jardiniers.....                        | 2    | —       |
| 16. Maréchaux-Charrons.....                | 3    | —       |
| 17. Marins.....                            | 22   | —       |
| 18. Pâtissiers-cuisiniers.....             | 8    | —       |
| 19. Tailleurs d'habits.....                | 1    | —       |
| 20. Teinturiers.....                       | 3    | —       |

Dans le chiffre des 1374, qui représente les bureaux

de placement autorisés en France, le département de la Seine figure comme occupant 309 bureaux (1).

Soit pour Paris : 294

Soit pour banlieue : 15

Pour Paris les professions desservies se détaillent comme suit :

|                                     |     |         |
|-------------------------------------|-----|---------|
| Bouchers.....                       | 8   | bureaux |
| Boulangers.....                     | 9   | —       |
| Coiffeurs.....                      | 3   | —       |
| Comestibles.....                    | 2   | —       |
| Cordonniers.....                    | 1   | —       |
| Gens de maison des deux sexes.....  | 202 | —       |
| Employés de commerce.....           | 2   | —       |
| Instituteurs et institutrices.....  | 16  | —       |
| Garçons épiciers.....               | 3   | —       |
| — d'hôtel.....                      | 10  | —       |
| — limonadiers et restaurateurs..... | 19  | —       |
| — marchands de vin.....             | 11  | —       |
| — meuniers.....                     | 2   | —       |
| — nourrisseurs.....                 | 1   | —       |
| — pâtissiers.....                   | 2   | —       |
| — teinturiers.....                  | 3   | —       |

Ces 294 bureaux (2) ont effectué :

1. Sur ces 309 bureaux ; 216 seulement ont répondu aux questionnaires de l'Office du travail, lors de son enquête en 1891.

2. En réalité il ne faut tabler que sur 216 bureaux

263.518 placements à demeure  
 et 302.532 placements à la journée ou extras  
 Sur : 1.977.549 demandes  
 et 570.770 offres qui leur avaient été adressées.

On compte aujourd'hui 294 bureaux de placement pour la Seine; dont 278 pour Paris. Ces chiffres semblent concorder avec ceux de l'enquête faite en 1891. et indiquer que depuis cette époque il n'y a pas eu de nouvelles créations; nous admettons pour cela que les résultats indiqués par l'enquête de l'office étaient exacts. Nous tenons de la préfecture de police, les renseignements qui suivent.

Ces 294 bureaux de placement ont pour l'année 1897, effectué les opérations ci-dessous marquées.

|            |         |                       |         |
|------------|---------|-----------------------|---------|
| Paris..... | 501.374 | offres d'emploi       | 512.243 |
| Banlieue.. | 10.839  | —                     |         |
| Paris..... | 889.898 | demandes              | 900.256 |
| Banlieue.. | 10.358  | —                     |         |
| Paris..... | 248.486 | placements définitifs | 254.570 |
| Banlieue.. | 6.084   | —                     |         |
| Paris..... | 232.630 | placements extras     | 233.166 |
| Banlieue.. | 536     | —                     |         |

Beaucoup d'erreurs intentionnelles ont dû se glisser dans les réponses qui parvinrent à l'Office du travail.

Aussi constatons-nous un désaccord flagrant entre les chiffres que nous venons d'indiquer et ceux qui furent fournis dans le rapport que M. Goissand, président de la chambre syndicale des bureaux de placement, adressa à l'Office du travail, après qu'il eût été approuvé en assemblée générale le 18 novembre 1891. La Chambre syndicale s'est basée sur le nombre des placements opérés par les syndiqués dans une année. Nous en extrayons le passage suivant :

« En 1890, à Paris, 758.581 patrons et bourgeois  
« sont venus librement demander nos bons services,  
« cela pour 317 placeurs.

« En province, pour 758 bureaux, 1.220.001 patrons  
« et bourgeois ont eu recours à nos collègues.

« Pour les ouvriers et domestiques :

« A Paris, pour les 317 placeurs, 1.178.967 pour  
« 1890 ont eu recours à notre intermédiaire.

« En province, pour 758 placeurs, 1.603.359.

« Pour Paris, 555,384 patrons et ouvriers ont été  
« satisfaits il faut comprendre dans ce nombre les  
« extras de même que dans le suivant :

« En Province 693.418 placements effectués ».

Il n'y a pas eu d'augmentation dans le nombre des placements depuis 1883, et s'il y a eu une très légère diminution vers cette époque, la chambre syndicale est d'avis qu'elle est imputée à la gêne survenue après le krach financier de 1882 qui s'est manifesté aussi bien

dans le commerce, que dans les maisons bourgeoises pas des suppressions d'employés et de domestiques. Depuis 1889 le nombre des placements est revenu au chiffre de 1883 et s'est à peu près maintenu (1).

*Tarif.*—Parmi les griefs imputés aux bureaux de placement, et que nous examinerons bientôt, un des plus souvent invoqués, est celui de l'exploitation de l'ouvrier par la majoration des honoraires. Les tarifs des bureaux sont très variables suivant les professions desservies, et nous savons qu'ils sont réglés par l'autorité municipale, en vertu de l'article 3 du décret du 25 mars 1852. Les droits de placement, plus élevés à Paris qu'en province, car le travail de l'ouvrier y est plus rétribué, sont en général proportionnels aux salaires. En outre, d'après l'article 8 de l'ordonnance du 5 octobre 1852 ce tarif du droit de placement, une fois déterminé par l'arrêté d'autorisation, reste fixe et ne peut être ni augmenté, ni diminué au gré du placeur. Par suite de

1. Le *Bulletin de l'Office du travail* du mois de mai 1895 donne une statistique des bureaux de placements autorisés : d'après laquelle existaient : 1353 bureaux autorisés en 1891, et 1379 bureaux en 1894, sur lesquels 1351 faisaient du placement payant et 28 du placement gratuit. Un certain nombre de départements ne possédaient pas encore en 1894, des bureaux de placement autorisés. Il est même plusieurs départements qui n'en possédaient plus à cette époque alors qu'en 1891, on avait eu chez eux l'occasion d'en constater l'existence ; — et *vice versa*.

la diversité des professions et des salaires, il est bien difficile de pouvoir indiquer d'une façon adéquate, tous les tarifs perçus par les bureaux de placements suivant les différentes professions ; toutefois nous pouvons dire que le tarif moyen des honoraires perçus par les bureaux autorisés est de 3 0/0 du salaire annuel pour la majorité du placement en général et cela depuis 1852. Ce droit de placement n'est exigible que huit jours après l'entrée en place. De plus, (nous prenons Paris comme exemple), le dépôt autorisé (1), par le règlement régissant la corporation est de 3 francs au maximum, dépôt qui doit être restitué à la première réquisition et qui est à valoir sur les honoraires dûs en cas de placement. Nous avons vu également qu'en l'absence de conventions contraires, le montant du droit de placement pourra toujours être payé au placeur par le maître ou patron, et imputé sur les gages ou salaires de la personne placée (2) ; habituellement le droit de placement est payé par le postulant. Il est à remarquer toutefois que les commis épiciers à Paris sont placés gratuitement, ce sont les patrons qui paient dix francs à titre d'abonnement.

*Valeur.* — Dire exactement ce que les placeurs gagnent à ce métier est chose bien difficile, car les bureaux de

1. Art. 8 de l'Ord. du 5 oct. 1852.

2. Article 9 de l'ordon. du 5 octobre 1852.

placements s'adressent à une clientèle dont l'importance et la nature varient suivant les différentes professions ; aussi la valeur représentative de chacun de ces bureaux ne saurait elle être constante. Si nous prenons les chiffres de l'enquête de l'Office du travail nous voyons que les 994 bureaux qui ont répondu sur les 1374 bureaux autorisés existant en 1891, représentent une valeur de 9.135.314 francs, et dans ce chiffre la ville de Paris entrerait à elle seule pour 5.585.800 francs avec ses 294 bureaux (1). D'après le rapport de la chambre syndicale des bureaux de placement dont nous avons déjà fait mention, on peut évaluer de la façon suivante le capital représenté par les bureaux : « valeur maxima d'un bureau 80.000 francs.

« Valeur moyenne : 20.000 francs ».

« Valeur minima : 5.000 francs ».

Cette évaluation, à notre sens, est inexacte, du moins pour les bureaux de province qui sont loin d'avoir une telle valeur ; elle se trouve d'ailleurs en contradiction avec la moyenne mathématique que l'on obtient à l'aide des chiffres fixés par l'enquête de l'Office du travail. Pour Paris les chiffres sont à peu près exacts ; nous voyons en effet que :

1. Ce chiffre de 5.585.000 fr. ne représente en réalité que la valeur de 216 bureaux sur 294. Car les autres ainsi que nous l'avons déjà dit n'ont pas répondu à l'Office du travail.

|                                                               |               |
|---------------------------------------------------------------|---------------|
| Les huit bureaux de la boucherie, valeur. . .                 | 220.000 fr.   |
| Les neuf bureaux de la boulangerie, valeur. .                 | 358.000 fr.   |
| Les trois bureaux des coiffeurs, valeur . . .                 | 120.000 fr.   |
| Les deux bureaux des comestibles, valeur. .                   | 125.000 fr.   |
| Les cent quarante bureaux des domestiques,<br>valeur. . . . . | 2.710.000 fr. |
| Un bureau des employés de commerce valeur.                    | 50.000 fr..   |
| Les neuf bureaux de l'enseignement, valeur. .                 | 390.000 fr    |
| Les deux bureaux des épiciers, valeur . . .                   | 180.000 fr.   |
| Les dix bureaux, des marchands de vins valeur.                | 411.000 fr    |
| Les dix-sept bureaux des limonadiers, valeur.                 | 672.500 fr.   |
| Les deux bureaux des pâtisseries, valeur. . .                 | 155.000 fr.   |
| Les sept bureaux des garçons d'hôtel, valeur.                 | 105.500 fr.   |
| Un bureau des cordonniers, valeur . . . .                     | 20.000 fr.    |

*Griefs.* — Telle que nous venons de la décrire, cette organisation du placement dont l'étude du décret du 25 mars 1852 nous a fait connaître les détails, a donné pendant longtemps des résultats assez satisfaisants semble-t-il, puisque aucune trace de récriminations, n'a en effet été relevée contre elle sous le second empire. Ce n'est guère que depuis une quinzaine d'années qu'il nous est donné de constater le mouvement de jour en jour grandissant dirigé contre le placement actuel. Par le seul énoncé des abus imputés à ce mode de placement, et des griefs reprochés aux placeurs, nous verrons combien acerbe et violente est devenue la lutte engagée de toutes parts par les forces vives du monde

ouvrier pour arriver à la suppression des bureaux de placement.

Dès 1881, à la suite de nombreuses plaintes, le préfet de police M. Camescasse, prescrivait aux commissaires d'exercer une surveillance très active sur les bureaux de placement dont beaucoup négligeaient de se conformer aux prescriptions des ordonnances régissant cette matière. Malgré l'application plus sévère qui fut faite des prescriptions du décret du 25 mars et de l'ordonnance du 5 octobre 1852, la sourde agitation qui régnait parmi les ouvriers, ne tarda pas à se manifester d'une façon plus accentuée, et se traduisit par une explosion de troubles graves et de scènes violentes dans la rue. En 1886 : on a vu les garçons de café, bienôt suivis par les garçons marchands de vin et les garçons coiffeurs, commencer le mouvement, envahissant et saccageant quelques bureaux de placement. En 1888, de nouveaux troubles furent fomentés plus violents encore : l'anarchie vint même faire aux bureaux de placement le lugubre honneur de la dynamite.

Cette agitation eut pour résultat l'association de tous les mécontents et la formation d'une Ligue pour la suppression des bureaux de placement. Cette ligue adressa de nombreuses pétitions au Conseil municipal de Paris et à la Chambre des députés, entretenant une agitation continuelle à l'aide de réunions fréquentes ; afin de hâter la réalisation de son programme, elle organisa en 1891 le « Congrès de la Fédération fran-

çaise des syndicats de l'alimentation pour la suppression des bureaux de placement ». Depuis cette époque son importance est devenue chaque année grandissante ; c'est sur son initiative qu'eut lieu en février 1892, un grand meeting dans la salle du Tivoli-Vaux-Hall, à Paris, et au mois de mars de la même année le comité central de la Ligue fédératrice représentait 317 chambres syndicales ouvrières. Malgré leurs efforts les résultats obtenus sont encore peu appréciables.

Quels sont donc les abus reprochés aux placeurs ?

Il est assez intéressant de constater que les griefs dont sont aujourd'hui l'objet les bureaux de placement de la part de leurs adversaires, sont absolument les mêmes que ceux formulés avant le décret du 25 mars 1852 dans les nombreuses récriminations et les incessantes plaintes des ouvriers.

Nous n'avons pas dessein de nous faire l'écho des revendications des adversaires acharnés de ce mode de placement pour lesquels : « le bureau de placement après avoir été tout d'abord une officine de « la préfecture de police, est aujourd'hui une véritable « caverne de malfaiteurs, c'est-à-dire un milieu où des « gens sont établis en toute sécurité pour dépouiller « les travailleurs et parmi les travailleurs les plus « pauvres, les plus simples, les plus confiants, en un « mot ceux qui peuvent le moins se défendre » (1).

1. *Journal officiel*, séance du 9 mai 1893. Discours de M. Ernest Roche.

Notre but est d'examiner avec impartialité, les principaux abus qui sont reprochés aux placeurs, et de déterminer autant que possible la part de vérité et la part d'exagération que peuvent contenir ces allégations. Pour ce faire nous utiliserons les renseignements fournis par l'enquête de l'Office du Travail et provenant tant de la part de l'administration préfectorale dans chaque département, que de celle des syndicats ouvriers, des patrons et des placeurs eux-mêmes.

I. — L'exagération dans le tarif de la rétribution est un des griefs les plus fréquemment reprochés aux placeurs. Ils abusent de la faculté que leur accorde la législation de 1852 de percevoir une avance pécuniaire, le droit de placement n'étant régulièrement exigible qu'après l'emploi indiqué, accepté et éprouvé pendant 8 jours au moins. « Pour un placeur peu scrupuleux, « il y a dans cette disposition un moyen d'exploitation « des plus commodes. Une fois en possession de la « somme perçue à titre d'avance, il invoquera pour ne « pas la restituer, des prétextes qu'il serait trop long « de décrire ici. Et il sait bien que l'ouvrier n'ayant pas « le temps de recourir au commissaire de police, constitué juge de ces sortes de différends, abandonnera « souvent, sans avoir obtenu d'emploi, une somme variant de 2 à 5 francs (1) ». Presque tous les bureaux de placement continuent à percevoir un droit

1. Office du Travail. *Placement*, 301.

d'inscription, bien que ce droit ait été aboli le 16 juin 1857, et ne délivrent à l'ouvrier ni reçu d'inscription ni bulletin faisant mention des avances reçues ; presque tous les avis émanant de l'administration préfectorale sont unanimes à cet égard, même dans les départements où ces bureaux n'ont soulevé aucun grief. Pour leur défense, les placeurs se retranchent derrière l'ordonnance de police qui règle cette matière édictant une peine assez sévère que l'on ne manquerait pas de leur appliquer disent-ils, s'ils agissaient comme on le prétend. En dépit de leurs dénégations, il est malheureusement trop certain qu'un grand nombre de placeurs réalisent de cette façon d'importants et illégitimes bénéfices ; sans courir trop de risques, car l'administration, par le fait même que les victimes de ces détournements ne portent pas plainte, se trouve dans l'impossibilité de sévir en raison du caractère inostensible de leurs opérations.

II. — Il est un certain nombre de professions, pour lesquelles un abus de même genre est encore plus criant. Nous savons que d'après l'article 8<sup>e</sup> de l'ordonnance du 5 octobre 1852, les placeurs ne peuvent réclamer qu'un droit de placement, et que ce droit qui est fixé par l'autorité municipale, ne peut être ni augmenté, ni diminué au gré du placeur. En dehors de ce droit de placement officiel, les ouvriers et employés seraient obligés de payer en cachette des « étrennes » plus ou moins fortes. Quand un ouvrier sans travail se présente

au bureau, le placeur après l'avoir questionné, lui expose souvent les difficultés de la recherche du travail, et lui fait comprendre adroitement qu'il connaît une excellente place pour l'obtention de laquelle plusieurs autres ouvriers se sont déjà adressés à lui ; c'est alors que pour obtenir les bonnes grâces du placeur, et « voir s'ouvrir plus vite la porte de l'atelier fermée pour lui depuis si longtemps », le malheureux glisse dans la main du placeur souvent sa dernière pièce de cinq francs. C'est surtout parmi les ouvriers boulangers que ces abus ont pris le plus d'extension ; certains d'entre eux ont payé 30, 40 et 50 francs. Généralement les placeurs ne procurent d'emploi qu'à ceux qui leur consentent des primes de 10 et 20 francs.

C'est mettre aux enchères les meilleures places. Cette exploitation de l'ouvrier par la majoration des honoraires est relatée dans un grand nombre des réponses faites aux questionnaires que l'Office du travail avait envoyés dans chaque département (1).

1. Département de l'Allier : Avis de l'admi. préfec. « Les intéressés se plaignent de payer des droits de placement trop élevés, et d'être exploités, les griefs sont fondés ».

Marseille : Avis de la chambre, synd. des garçons d'hôtel : « Les bureaux de placements autorisés donnent les places au plus offrant et dernier enchérisseur. Ils coûtent à chaque employé de 50 à 100 francs par an.

Gironde : D'après la préfecture, le grief d'exploitation adressé aux placeurs est trop souvent fondé.

Saint-Etienne : Avis de la Préfecture : « Les ouvriers se plaignent

Sans vouloir énumérer toutes les réponses faites à cet égard nous relaterons simplement ce qui se passe à Paris: Indépendamment du droit de placement fixé à 10 fr., prix déjà élevé, l'ouvrier boulanger doit de plus, « donner en secret 10, 20 et même 30 francs au moment où on l'embauche, et il fait encore un versement de même valeur lorsque la première quinzaine qui suit le placement est écoulée; il en est de même chaque fois qu'il change de place ». Le bureau de placement coûterait ainsi à certains ouvriers 200 et 300 francs par an. Les ouvriers boulangers se plaignent en outre d'être obligés de payer la redevance de 10 fr. au placeur qui dessert habituellement une boutique, quand ils se sont placés dans cette boutique directement et sans recourir à son intermédiaire.

A ces accusations dont ils sont l'objet, relativement aux étrennes reçues, les placeurs opposent leurs dénégations les plus formelles, et prétendent que les plaintes proviennent « des ouvriers qui ne peuvent se placer parce qu'ils sont mauvais ouvriers, ivrognes, querelleurs où qu'ils se sont livrés à des actes de violences au moment de la grève. » Au dire des patrons boulangers les que les placeurs exigent des remises supérieures à celles prescrites et exploitent tant qu'ils peuvent les ouvriers et domestiques qui s'adressent à eux. Ces griefs paraissent fondés.

(Nous pourrions multiplier les citations de ce genre prises au hasard, car la statistique de l'Office du Travail, relève presque à chaque page, des faits semblables).

majorations des honoraires seraient exceptionnelles et le grief auquel elles donnent naissance serait également fort exagéré. Evidemment quand la police est prévenue de semblables abus, elle dresse procès-verbal, mais il est bien rare que des plaintes soient portées: en effet, les placeurs retors, ne se font jamais prendre en défaut et n'acceptent pas d'argent devant un tiers; de plus, les ouvriers exploités, hésitent à préciser devant le magistrat, les abus dont ils sont victimes, de peur de s'attirer les représailles du placeur. Il est également beaucoup d'autres corporations qui ont à se plaindre des mêmes abus particulièrement les coiffeurs, les garçons de café, d'hôtel, limonadiers.

III. — Il est un autre abus signalé par l'administration de la préfecture de police, dans son appréciation générale des bureaux de placement. Il consiste dans l'annonce d'un emploi qui n'existe pas ou qui a déjà été procuré; et cette annonce est accompagnée d'une remise de fonds. Cette façon d'agir, contrevient non seulement aux dispositions de l'ordonnance de 1852, mais encore constitue un véritable délit. Nous devons constater que dans les renseignements fournis par chaque département, nous avons rarement trouvé ce reproche formulé à l'égard des bureaux de placement autorisés. De l'avis de l'administration préfectorale du Rhône quelques patrons ou ouvriers se plaindraient d'être fréquemment trompés par les placeurs qui leur donnent des renseignements erronés sur les emplois

en vue et sur les personnes à placer. L'administrateur du territoire de Belfort reconnaît que les ouvriers se plaignent d'être parfois envoyés chez des patrons qui n'ont plus besoin d'ouvriers, mais ajoute-t-il, si ces faits sont exacts, il est bien difficile de les éviter car les maîtres se procurent souvent en dehors des placeurs, même quand ils se sont adressés à ces derniers, les domestiques dont ils ont besoin. Cette escroquerie pourtant fort répandue, est moins imputable aux placeurs ordinaires autorisés, qu'aux éditeurs de feuilles appelées généralement journaux d'emplois vacants. Les malheureux qui sont à la recherche du travail, se figurent trouver dans ces feuilles des indications sérieuses et déboursent le prix de l'abonnement à ce journal, somme qui varie entre 5 et 15 francs ; le plus souvent ces emplois sont imaginaires car ces sortes de journaux se copient tous les uns les autres, et s'il arrive qu'une place véritable soit indiquée, elle est prise rapidement sans que pour cela les feuilles cessent d'en faire mention. Ces individus, tenanciers d'offices clandestins, que l'on confond souvent avec les placeurs ordinaires autorisés, échappent à toute répression, car ils se trouvent couverts, au point de vue de leurs annonces par la loi du 29 juillet 1881. De plus étant donné que la rétribution qu'ils perçoivent n'est que l'abonnement à leur journal ils ne font point acte de placement. Il devient alors très difficile à l'autorité judiciaire de pouvoir les poursuivre car les plaignants

ne veulent pas se produire « et la matérialité des faits délictueux est trop peu établie pour arriver à une sanction pénale ».

IV. — Les placeurs s'efforceraient en outre de rendre les mutations les plus fréquentes possibles, et une entente existerait entre placeurs et patrons pour provoquer le renvoi de l'ouvrier dès qu'il a acquitté le droit de placement. Cet abus se révélerait sous deux formes, soit par le placement intentionnel de mauvais ouvriers ne pouvant faire l'affaire des patrons, soit par des démarches secrètes de la part des placeurs auprès des patrons pour les exciter à changer telle ou telle personne en leur promettant un meilleur auxiliaire. C'est là le grief capital reproché aux bureaux de placement, car l'ouvrier appelé de cette façon « à recourir au même placeur pour trouver un nouveau patron, épuise ses ressources au profit d'un industriel sans scrupules. » Il arrive fréquemment que les domestiques ne remplissent pas toutes les conditions pour l'emploi et que les placeurs les envoient quand même dans la maison qui demande, où ils restent peu de temps. Ils reviennent s'inscrire au bureau, d'ou nouveau versement (1). Par intérêt, les placeurs assurent à l'ouvrier qu'ils l'envoient dans une bonne maison,

1. Avis de l'administration préfectorale du département de l'Aisne.

tout en sachant que l'ouvrier n'y restera pas un mois (1). Les placeurs sont des gens sans aveu ; ils ne cherchent qu'à exploiter les ouvriers, d'abord en les faisant entrer en place, ensuite en les faisant sortir (2). Nous reprochons aussi aux placeurs de chercher à faire sortir de nos établissements les bons garçons que nous pouvons avoir, de manière à les placer de nouveau pour qu'ils leur rapportent. Le brave et bon employé est pour eux un mauvais client et ils préfèrent placer les plus mauvais (3). Il arrive parfois aux placeurs, les droits étant perçus, d'aller trouver le patron au bout de 10 ou 20 jours, et de lui offrir un employé plus actif, plus intelligent que celui qu'ils lui ont déjà procuré et cela dans le but de toucher le montant d'un nouveau placement (4). Nous reprochons aux placeurs de déplacer constamment nos employés sans motifs, et de les exploiter d'une manière absolument ignoble (5).

Nous pourrions multiplier ces citations ; à chaque page de l'enquête de l'Office du Travail, se rencontrent des allégations semblables. Nous sommes d'avis

1. Avis de la Chambre syndicale des ouvriers pâtisseries du Gard.

2. Avis de la Chambre syndicale des cuisiniers du Sud-Ouest.

3. Avis de la Chambre syndicale patronale des hoteliers, cafetiers du Sud-Ouest.

4. Avis de la municipalité de Grenoble.

5. Avis de la Chambre syndicale des cafetiers, restaurateurs de Saint-Etienne.

que les agissements des placeurs ne sont pas toujours corrects ni l'abri de tous reproches, mais nous pensons aussi qu'il y a beaucoup d'exagération intentionnelle dans ces abus. Les placeurs d'ailleurs protestent avec la plus grande énergie contre ces imputations. « Tout  
« notre intérêt, disent-ils, et notre force, étant de don-  
« ner des bons employés, nous serions mal venus au-  
« près d'un patron d'aller lui faire des offres de servi-  
« ces pour changer un employé dont il est content,  
« pour un autre qu'il ne connaît pas et dont il pourrait  
« être très mécontent. Il y a longtemps que nos bu-  
« reaux se seraient fermés d'eux-mêmes en employant  
« de pareils moyens, les serviteurs comme les ouvriers  
« n'auraient jamais reparu dans nos établissements;  
« les patrons qui font notre force grâce à ces premiers  
« serviteurs honnêtes, dévoués, nous restent fidèles.  
« Quant aux serviteurs et aux ouvriers ils nous restent  
« fidèles comme les patrons; les premiers comme les  
« seconds se trouvant satisfaits de nos services, puis-  
« que les uns comme les autres, restent attachés aux  
« placeurs et préfèrent payer une légère rétribution  
« légalement due et cela librement, plutôt que d'avoir  
« recours à la gratuité factice et non libre des syndi-  
« cats ».

Cette entente constituerait d'ailleurs une véritable escroquerie; et il est à supposer que le plus souvent elle n'existe que dans l'imagination d'ouvriers mécontents, paresseux ou malhabiles. Les placeurs ont tout

intérêt d'ailleurs à ce que les placements qu'ils opèrent soient stables ; car c'est là une des conditions essentielles pour s'assurer une bonne et nombreuse clientèle.

V. — On a souvent reproché aux bureaux de placement, et tout particulièrement à ceux de Paris, de chercher à faire baisser le prix des salaires, et d'entretenir le chômage en appelant dans les grands centres, des ouvriers en nombre supérieur aux besoins du travail. De l'avis de la chambre syndicale de coiffeurs de Nice, les placeurs font venir des ouvriers des autres villes de la région en leur promettant des emplois qu'ils ne peuvent donner à moins de manœuvres contre les ouvriers qui travaillent. Au dire de la chambre syndicale des garçons limonadiers de Clermont-Ferrand : le placeur va chercher soit à la campagne, soit dans des corporations différentes de la leur, des jeunes gens auxquels ils font de brillantes promesses, en leur assurant qu'en peu de temps, s'ils veulent suivre ses conseils, ils gagneront beaucoup d'argent. En réalité l'argent n'est gagnée que par lui, car après être rentrés dans un grand établissement, ces ouvriers sont placés dans des maisons de troisième ordre, et comme ils ne savent pas travailler, ils sont en chômage au moins 8 jours sur 15. C'est en faisant luire devant les yeux des personnes qui habitent la province des avantages qui n'existent que pour eux, prétend la chambre syndicale des gens de maisons, que les placeurs

attirent dans la capitale une foule de gens qui n'y trouvent que la misère, le nombre des places offertes par les patrons, dans les bureaux, étant de beaucoup inférieur à celui des places demandées par les domestiques.

Les placeurs n'ont pas été sans protester contre cet abus qui leur est reproché : « Nous sommes, disent-ils, les seuls institués en vertu d'un règlement pour combattre le chômage, comment donc favoriserions-nous le chômage qui est évidemment contraire à nos intérêts ? Nous devons le travail aux travailleurs, nous devons le trouver envers et contre tous, c'est là notre tâche, à laquelle nous n'avons jamais failli et ne faillirons jamais. Nous cherchons sans cesse l'employeur pour l'employé, l'offre pour la demande ».

Nous ne croyons pas pour notre part qu'il faille adresser ce grief aux bureaux de placement autorisés ; cet abus devrait plutôt être imputé, à notre sens, à ces officines clandestines, à ces entreprises frauduleuses de publicité qui à la quatrième page des journaux font paraître des annonces alléchantes et trompeuses. L'intérêt des placeurs n'exige nullement d'ailleurs un encombrement excessif de leurs bureaux occasionné par le chômage, et l'avilissement du prix des salaires, ne peut que leur être préjudiciable attendu qu'en vertu de l'ordonnance de 1852 le droit de placement est fixe et en thèse générale proportionnel au salaire.

VI. — Parmi les adversaires des bureaux de placement, nombreux sont ceux qui prétendent, que lorsqu'il

s'agit du placement des femmes, ces bureaux ne sont trop souvent que des officines de prostitution. Ce dernier abus est visé par l'article 12 de l'ordonnance du 5 octobre 1852, conçu en ces termes : « Il est défendu  
« au gérant d'un bureau de placement d'envoyer des  
« mineurs dans des maisons ou chez des individus mal  
« famés, et généralement de se prêter à aucune ma-  
« nœuvre contraire aux mœurs ». Certes nous sommes loin de vouloir prétendre que les bureaux de placement soient toujours gérés d'une façon irréprochable (1). De l'avis de l'administration préfectorale dans certains départements, les bureaux sont mal tenus, la plupart faisant tous les métiers y compris les moins honorables. A Besançon notamment le gérant de l'un d'eux recrutait des jeunes filles pour des maisons mal famées de Buda-Pesth. Dans les Pyrénées-Orientales quelques personnes de la campagne, les filles surtout qui se destinent au service comme bonnes ou servantes, se plaignent d'être envoyées par les placeurs dans des

1. Avis du commissaire central de Lille : quelques bureaux de placement laissent à désirer au point de vue des bonnes mœurs, en ce sens qu'il facilitent la débauche des jeunes filles qui demandent à se placer.

Avis de la chambre syndicale, des hôteliers, restaurateurs de Bordeaux. Les placeurs attirent très souvent des jeunes filles qu'ils placent chez de vieux libertins qui sont pour eux d'excellents clients car dès qu'ils ont débauché ces jeunes filles, ils les remplacent.

maisons de mœurs douteuses. Ce sont surtout les bonnes et les institutrices qui auraient à se plaindre de cet abus. Quelques-unes seraient envoyées comme institutrices dans des villes étrangères et ne trouvant pas l'emploi qu'elles doivent occuper, se verraient réduites à se placer comme domestiques, quand elles ne viendraient pas échouer dans une maison mal famée. Ce reproche adressé à certains placeurs, d'abuser de la candeur des jeunes filles ou de la situation précaire des femmes qui ont recours à eux, repose malheureusement sur des faits exacts, mais il faut reconnaître cependant que de tels agissements sont bien plutôt l'œuvre des agences clandestines que des bureaux de placement autorisés. On ne citerait d'ailleurs que bien peu d'exemples de cette infraction en question chez des placeurs réguliers. Une seule fermeture de bureau de placement a été prononcée pour ce motif. Ce sont les agences clandestines qui se livrent à ce genre de commerce interlope, elles ont d'ailleurs des correspondants suspects, résidant à l'étranger.

Nous extrayons de l'avis du département d'Alger, le passage suivant : « les titulaires de bureaux clandestins pratiquent l'excitation à la débauche et se font les pourvoyeurs de la prostitution, en trompant la bonne foi des étrangères par des offres d'emplois imaginaires. Ce sont ces tenanciers et tenancières d'agences suspectes et nullement autorisées qui se font les pourvoyeurs pour les maisons mal famées des pays étran-

gers. Nous relatons à cet égard, un article paru dans la *Petite République* à la date du 21 janvier 1897 :  
« Les ministères des Affaires Etrangères et de l'Inté-  
« rieur viennent d'être saisis d'une protestation contre  
« le racollement par certaines agences de placement  
« suspect, de jeunes filles françaises embarquées  
« pour Buenos-Ayres, à l'effet d'y être pourvues d'em-  
« plois fortement rémunérés de dames de compagnies,  
« institutrices, gouvernantes ou femmes de chambre.  
« Ces malheureuses, confiantes dans la teneur de leur  
« engagement, sont remises, dès leur arrivée, entre  
« les mains des tenancières de maisons de prostitution,  
« qui les obligent par intimidation ou par menaces, à  
« faire métier de filles publiques ». Nous laissons bien  
entendu à ce journal toute la responsabilité de son  
information.

C'est la connaissance de semblables faits honteux que l'on désigne communément sous le nom de « *traite des blanches* » qui a fait dire à M. C. Macé dans son livre « *Le service de la Sûreté* » : « Il existe pour le place-  
« ment des filles de débauche, des agences fonction-  
« nant ni plus ni moins que celles qui se chargent de  
« procurer des emplois et des employés. On m'en si-  
« gnale comme ayant des accointances avec des étran-  
« gers. Peut-être y a-t-il là un danger qu'il serait bon  
« de prévenir. Les industriels de cette nature se tien-  
« nent en rapport avec les maîtres des maisons de tolé-  
« rance de la capitale, de la province et même de l'étran-

« ger, et surtout avec les parfumeuses, gantières et  
« autres proxénètes ayant besoin de leur office pour obte-  
« nir le personnel de débauche qui leur est nécessaire ». C'est en connaissance de cause que M. Challemel-Lacour, président du Sénat, disait : « Nous n'ignorons pas  
« que l'industrie du placement a donné lieu à bien des  
« plaintes, qu'elle était la source de beaucoup d'abus  
« et d'exactions fâcheuses, voire même criminelles ». Cette accusation de favoriser et d'aider à la débauche et à la prostitution, est un des griefs qui tiennent le plus à cœur les placeurs autorisés, et contre lesquelles ils ont le plus protesté, affirmant que ces odieuses pratiques leur sont complètement étrangères.

VII. — Ce ne sont pas là les seuls méfaits imputés aux placeurs ; et il est un autre abus, à notre avis des plus graves car il porte à l'ouvrier en quête de travail, un préjudice considérable. Un grand nombre de placeurs, exercent en même temps à l'égard des solliciteurs, la profession de logeur et de restaurateur. C'est par ce moyen que le débitant placeur tient les malheureux qui viennent chercher une place par son intermédiaire. Il garde l'ouvrier en pension le plus longtemps possible, jusqu'à ce que toutes ses économies soient dépensées ; ensuite si l'ouvrier a des effets, il lui fait un peu de crédit, et ce n'est que lorsque les ressources du malheureux sont complètement épuisées, qu'il lui donne une place, tout en retenant ses effets en gage : encore ces places sont-elles généralement de peu de

durée afin de l'obliger à revenir au bureau en solliciter de nouvelles. Les placeurs abusent ainsi de leur situation pour entraîner les ouvriers à des dépenses hors de proportion avec leurs ressources, et s'arrangent de façon à ce que tout leur gain reste dans leur maison. Ces abus se révèlent malheureusement beaucoup trop souvent et nous avons eu l'occasion de constater en parcourant les dépositions reçues par l'Office du Travail qu'ils existent dans beaucoup de départements et à l'occasion d'un grand nombre de professions : notamment celles des garçons de café, restaurant, hôtel, boulangers et domestiques.

A ne considérer que ces abus et ces reproches, il semble que les bureaux de placement soient plus nuisibles qu'utiles aux travailleurs, et qu'une seule voix retentisse pour les condamner. Aussi après avoir entendu les accusations portées contre eux, et examiné les enquêtes auxquelles ils ont donné lieu, on est étonné de constater que le dossier de l'immense majorité des placeurs est vierge de toute plainte et que ceux qui sont le plus particulièrement l'objet de l'animosité populaire (nous voulons parler des bureaux qui s'adressent aux bouchers, boulangers, limonadiers, coiffeurs) n'ont provoqué que des plaintes relativement peu nombreuses. On sait bien se plaindre des vices d'une institution mais l'on se tait généralement sur les avantages qu'elle présente. Il y a, pour nous, beaucoup d'exagération dans les attaques dirigées contre les bu-

réaux de placement, et en dépit des récriminations qu'ils ont fait naître, nous estimons que leur fonctionnement a procuré à la classe ouvrière de nombreux et très appréciables avantages. Si certains abus, dont nous avons signalé l'existence et établi la preuve par de nombreuses citations à l'appui, se sont commis et se commettent encore, ils proviennent bien plus des bureaux illicites que des bureaux autorisés. Nous relevons à ce sujet la statistique suivante des arrêtés de fermeture pris par la préfecture de police depuis 1884 contre les bureaux de placement autorisés :

En 1884 : 5 bureaux ont été fermés pour infraction à l'article 8 de l'ordonnance du 5 octobre 1852 (Un arrêté de fermeture pour prostitution clandestine).

En 1885 : 1 bureau fermé, infraction à l'article 8 de l'ordonnance précitée et escroquerie.

|                         |                                       |   |
|-------------------------|---------------------------------------|---|
| 1886 : 3                | infraction à l'ord. de 1852 (art. 8). |   |
| 1887 : 6 bureaux fermés |                                       | — |
| 1888 : 3                |                                       | — |
| 1889 : 2                | (Escroquerie).                        | — |
| 1890 : 1                |                                       | — |
| 1891 : 5                |                                       | — |
| 1892 : 10               |                                       | — |
| 1893 : 4                |                                       | — |
| 1894 : 1                |                                       | — |
| 1895 : 3                |                                       | — |
| 1896 : 1                |                                       | — |
| 1897 : »                |                                       | — |

D'après des enquêtes auxquelles les plaintes contre les placeurs avaient donné lieu, il est généralement démontré que les plaigrants étaient de mauvais ouvriers qui attribuaient aux placeurs des responsabilités injustifiées et que la véritable cause de leurs déboires résidait en ce que, du fait de leurs défauts, les patrons refusaient de les employer ou de les conserver lorsqu'on les leur avait envoyés. Il est bien évident que le placeur ne peut être rendu responsable des défauts physiques, moraux, intellectuels et professionnels de tel ou tel ouvrier.

De l'ensemble des réponses reçues par l'Office du Travail, il appert d'une façon très nette que les patrons, tout en reconnaissant parfois une part de vérité dans les abus qui sont reprochés aux placeurs, sont généralement satisfaits du fonctionnement des bureaux de placement, et déclarent que les employés adressés par eux remplissent ordinairement les conditions voulues. Pour ne pas multiplier nos citations, nous nous bornerons à extraire des dépositions des patrons boulangers et bouchers du département de la Seine, les passages suivants : « Si les patrons continuent à s'adres-  
« ser aux bureaux de placement et ne vont pas aux  
« chambres syndicales ouvrières disent les patrons  
« boulangers, c'est que les premiers seuls leur don-  
« nent de bons et sérieux ouvriers et satisfont rapide-  
« ment leurs demandes : en outre ils savent que les  
« ouvriers que leur envoie le placeur sont connus de

« lui et qu'il les a déjà appréciés sous le rapport de la moralité et de la capacité (1) ».

« Le garçon boucher qui n'est ni patient, ni joli, ni gracieux avec la clientèle, disent les patrons bouchers, celui dont le visage est désagréable, dont les mains sont atteintes d'infirmités répugnantes, celui qui n'a pas soin de sa personne, est renvoyé de boutique en boutique, sans pouvoir demeurer dans aucune, et le placeur lui-même est dans l'impuissance de lui procurer un emploi, puisque s'il contentait ces employés défectueux il mécontenterait les patrons et perdrait leur clientèle. Beaucoup de patrons au lieu de s'adresser à la chambre syndicale ouvrière préfèrent avoir recours aux placeurs, qui exigent des certificats des employés qui s'adressent à eux, qui refusent d'inscrire ceux qui en sont dépourvus, qui donnent en un mot plus de garanties aux patrons (2) ».

Il ressort donc bien clairement que ces bureaux de placement procurent quelques avantages aux travailleurs, et de l'avis même de la préfecture de police parmi ces avantages, il en est un que les agences libres et les syndicats ouvriers, pourront difficilement remplacer, c'est celui de permettre à l'ouvrier d'une profession spéciale de trouver immédiatement une place

1. *Office du Travail. Placement*, p. 317.

2. *Office du Travail. Placement* p. 337 et suiv.

en rapport avec son habileté professionnelle. Le placeur en effet doit être un véritable courtier, toujours à la recherche des places vacantes et capable d'assortir la spécialité d'ouvriers aux spécialités d'emplois. La meilleure preuve d'ailleurs que les bureaux de placement procurent de grands avantages à la classe ouvrière est dans la prépondérance des placements effectués par ce mode d'embauchage sur les autres placements opérés tant par les syndicats que par les municipalités et autres (1)...

Nous sommes ainsi amenés à nous demander à qui doit incomber la part d'abus reconnue fondée ? Ne doit-elle pas revenir à ceux auxquels était réservée la surveillance des bureaux de placement.

Le décret et l'ordonnance de 1852 ont prévu à peu près toutes les fraudes possibles de la part des placeurs, mais le plus souvent le contrôle de l'autorité municipale n'est pas suffisamment efficace pour empêcher les titulaires des bureaux de placement de sortir des limites qui leur ont été assignées. Avec une surveillance sérieuse, les quelques abus qui peuvent sub-

|                                          |          |
|------------------------------------------|----------|
| 1. Placement par bureaux autorisés.....  | 821.450. |
| soit pour placement à demeure....        | 459.459. |
| — à la journée.....                      | 361.991. |
| Placement syndical, municipal et autres. | 321.276. |
| soit pour placement à demeure....        | 187.481. |
| — à la journée.....                      | 133.795. |

sister disparaîtraient promptement. Les pénalités correspondant aux infractions possibles en cette matière, nous paraissent également trop légères, si tant est qu'elles soient même appliquées. Aussi sommes-nous d'avis qu'il y aurait lieu de prendre des dispositions qui obligent les municipalités à tenir la main à l'exécution sévère et stricte des règlements.

## TITRE II

### PLACEMENT GRATUIT.

Le placement par intermédiaire, avons-nous dit, comporte deux divisions. Nous venons de l'examiner en détail sous sa première forme « *commercial* », en étudiant le fonctionnement des bureaux de placement. Nous allons maintenant passer en revue les différents aspects sous lesquels peut se présenter à nous le placement « *gratuit* ». Depuis quelques années ce dernier mode a pris un développement important. Préconisé par les adversaires des bureaux autorisés, cette seconde forme du placement par intermédiaire peut se manifester, nous l'avons dit, de différentes manières : placement charitable, mutuel, municipal, professionnel ou corporatif. Nous allons successivement examiner le fonctionnement de chacun.

## CHAPITRE I

### *Placement charitable.*

Aucune occasion ne doit être perdue, nous dit M. P. Leroy-Beaulieu, pour rapprocher les ouvriers des patrons ; au contact des hommes disparaissent bien des préventions et s'émoussent bien des animosités (1). Aussi est-ce afin d'arrêter les malheureux sur la pente fatale du vice, où les fait trop souvent hélas glisser la misère, que se sont fondées des œuvres de bienfaisance et des sociétés philanthropiques. Leur mission est de procurer gratuitement une occupation momentanée à l'ouvrier sans travail, en attendant qu'il puisse par leur intermédiaire trouver un emploi lui permettant de gagner honnêtement sa vie. D'ailleurs « l'intérêt social  
« de premier ordre que présente le placement des tra-  
« vailleurs et employés de toute catégorie a depuis  
« longtemps éveillé le souci des gens de cœur que le  
« désir d'améliorer le sort des infortunés anime, puis-  
« que, au xii<sup>e</sup> siècle, le placement philanthropique était  
« déjà pratiqué par les couvents » (2). Nous avons vu en effet que l'origine de cette institution doit être reportée au moyen-âge et rattachée à l'œuvre des reli-

1. M. Paul Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière*, p. 332.

2. Office du Travail, *Placement*, p. 524.

gieuses de l'hôpital de Sainte-Catherine et de Sainte-Opportune qui avait été établie pour retirer les pauvres femmes et filles qui n'ont aucune retraite et qui cherchent condition. Laïques ou religieuses, ces institutions sont encore nombreuses de nos jours, et on en trouve dans plusieurs villes de France. Malheureusement les résultats qu'elles obtiennent ne sont pas en rapport avec les efforts faits.

La charité publique ne s'exerce en effet à l'occasion du placement que dans des limites relativement restreintes. De plus la majeure partie de la clientèle à laquelle s'adressent ces œuvres de bienfaisance n'est composée que des vaincus de la vie et des déshérités sociaux, tous généralement mauvais travailleurs et incapables de rester longtemps dans les places qu'on leur procure ; aussi est-il bien difficile de pouvoir opérer une sélection parmi eux. Il est au sujet de ce mode de placement, une observation à faire d'une très grave importance. L'aide et les secours qu'apportent aux nécessiteux, ces institutions, constituent de la charité, digne certainement d'être encouragée, mais à une condition *sine qua non*, c'est qu'elle n'encourage pas la paresse et l'imprévoyance, et ne dégénère pas en concurrence pour les ouvriers laborieux qui gagnent leur pain. Aussi pour éviter une concurrence nuisible à l'industrie privée, ces sociétés de bienfaisance ne doivent-elles occuper que pour fort peu de temps les individus qui ont recours à elle, et ne leur faire exécuter que des travaux sans importance.

L'élément religieux domine actuellement parmi les établissements qui s'occupent de placement charitable. Dans un grand nombre de départements on rencontre, en effet, des établissements charitables, dirigés soit par des prêtres, soit par des religieuses, et où les jeunes filles et les femmes honnêtes sans place trouvent l'hospitalité, ainsi qu'un intermédiaire précieux pour l'obtention d'un emploi. Ces couvents ne placent en thèse générale que les femmes et plus spécialement les domestiques, quelques-uns cependant se préoccupent de trouver un emploi aux lingères, voire même aux institutrices. Le placement ainsi opéré par ces sociétés philanthropiques et de bienfaisance est habituellement gratuit ; il arrive cependant que les personnes placées sont invitées à déposer une offrande dans un tronc destiné aux bonnes œuvres.

Souvent aussi les personnes sans emploi qui s'adressent à elles, trouvent dans ces maisons le logement et la nourriture, et la faible rémunération perçue pour ce motif est confondue avec le droit de placement. Il est quelques-unes de ces institutions qui donnent des résultats assez satisfaisants. C'est ainsi que nous voyons installé à Caen un bureau catholique, dirigé par l'abbé Garnier qui opère 300 placements en moyenne par an. Dans le Gard, il est un établissement de religieuses situé à Nîmes, sous la direction de l'abbé Couran qui place 600 domestiques par an. Les religieuses, dites Servantes de Marie, à Tours, procurent un emploi de

domestiques à 300 personnes en moyenne par an. De même l'œuvre de Sainte-Marthe, à Laval, place environ 150 domestiques chaque année. Dans le département de Meurthe-et-Moselle, existe à Nancy, un couvent dit Sainte-Marie des Allemandes qui s'occupe du placement des domestiques du sexe féminin ; les jeunes filles reçues dans cet établissement qui sont principalement des Alsaciennes et des Luxembourgeoises, sont logées gratuitement en attendant un emploi et n'ont à payer que leur nourriture à raison de 1 franc par jour. Sur les 1.400 offres qu'elle reçoit par an, cette maison effectuée 700 placements. Les sœurs de la Croix, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement à Paris, ont opéré 3.800 placements de domestiques femmes.

Nous ne voulons pas multiplier ces citations que l'on trouve nombreuses dans l'enquête de l'Office du Travail (1).

*Assistance par le travail.* — La forme la plus moderne que le placement charitable ait prise de nos jours : c'est l'assistance par le travail. La bienfaisance laïque a voulu rivaliser avec la charité chrétienne aussi voit-on dans quelques villes et surtout à Paris, apparaître des sociétés philanthropiques d'assistance par le travail. La première société française a été créée à Marseille (2) en 1891, fondée sur le modèle

1. Office du Travail. *Le placement. Tableau statistique*, p. 563.

2. *L'assistance par le travail de Marseille* ; par J. de Pulligny, Marseille, 1892,

de celles de Genève ; son but fut de procurer aux ouvriers valides, sans travail et sans ressources, une occupation facile : « le travail n'est donné qu'à titre « temporaire et salarié à un prix qui permet à l'assuré de gagner ce qui est indispensable à sa vie, « sans lui donner la tentation de se complaire dans ce « genre d'existence ».

Depuis, d'autres sociétés se sont fondées : en novembre 1895, on en comptait 40 (non compris le comité central des œuvres du travail) dont 22 à Paris et 16 dans les départements (1). Le gouvernement a manifesté sa sympathie à plusieurs reprises pour ces sociétés dont un certain nombre ont été reconnues d'utilité publique. Plusieurs circulaires adressées aux préfets, notamment celles du 8 novembre 1894 et du 19 avril 1895, les invitent à en faciliter et favoriser la création. Il semble que l'idée commune à toutes ces sociétés est qu'elles doivent être des instruments d'épreuve permettant de distinguer entre les divers nécessiteux, ceux qui veulent travailler et ceux qui ne veulent rien faire.

Les sociétés récentes emploient ordinairement comme mode pratique « *le bon de travail* » ; il est employé par dix sociétés à Paris et par douze en province. La personne ou la société à laquelle on s'adresse, délivre

1. Office du Travail ; *Le chômage*, p. 203.

un bon avec lequel, l'individu se présentera à l'atelier d'assistance qui le fera travailler à raison de tant par heure ; la plupart des sociétés ont en effet ouvert des ateliers de travail où chaque sociétaire pourra envoyer un solliciteur qui en quelques heures fera le travail indiqué et touchera la somme afférente à son travail. A la fin du mois, la somme déboursée est réclamée à la personne qui a délivré le bon. Le travail demandé à ces malheureux, est accessible à tous : aux hommes on fera faire des margotins, fendre du bois ; aux femmes sont réservés des travaux de couture grossiers, ourlage de torchons, de sacs... Des sommes considérables sont ainsi dépensées par ces sociétés : en 1894, quinze sociétés parisiennes avaient déboursé 450.000 francs et huit sociétés départementales atteignaient au chiffre de 110.000 francs.

Parmi ces œuvres d'assistance par le travail, il en est une dont l'organisation est à notre avis des mieux comprises, nous voulons parler de celle du VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Fondée en 1892 par M. Defert, alors maire de cet arrondissement, cette œuvre philanthropique poursuivait le but que nous allons reproduire dans le passage ci-dessous :

« Cette union d'assistance par le travail cherche à  
« procurer *temporairement* de l'ouvrage, en attendant  
« qu'ils aient ou qu'on leur ait trouvé une occupation  
« régulière :

« 1<sup>o</sup> Aux ouvriers et ouvrières momentanément sans

« travail par suite de chômage, morte-saison, ou toute  
« autre circonstance indépendante de leur volonté ;

« 2° A tous ceux qui, pouvant physiquement tra-  
« vailler, ne le veulent pas et préfèrent vivre aux dé-  
« pens de la charité publique ou privée.

« Donner du travail aux premiers, c'est les empê-  
« cher de perdre l'habitude de travailler. Donner du  
« travail aux seconds, c'est leur faire reprendre une  
« habitude qu'ils ont malheureusement perdue. Dans  
« les deux cas c'est faire un acte éminemment profi-  
« table à la société, puisque c'est lui conserver ou lui  
« rendre des membres utiles et actifs.

« C'est faire plus encore, c'est démasquer les faux  
« indigents, les mendiants de profession, *ces voleurs*  
« *des vrais pauvres*, comme on les a si justement qua-  
« lifiés, les mettre en demeure de travailler, et s'ils  
« refusent, les convaincre de paresse flagrante et faire  
« ainsi du vagabondage et de la mendicité un délit  
« véritablement sérieux que les juges ne pourront plus  
« hésiter à punir. (1) »

Il est un certain nombre d'autres arrondissements à Paris où l'on rencontre également cette œuvre de l'assistance par le travail : notamment le VIII<sup>e</sup>, le XI<sup>e</sup>, le XVI<sup>e</sup>, le XIX<sup>e</sup> où se trouve situé, dans la rue Fessart, le Refuge-ouvroir municipal créé par le Conseil municipal en 1891, sur le rapport de MM. Cattiaux et

1, Office du Travail : *Le Placement*, p. 531.

Georges Berry. Ce refuge-ouvroir occupe chaque jour une quarantaine de femmes, et procure par année 12.000 journées de travail au minimum. En outre un comité central des œuvres du travail, qui a son siège au marché St-Germain, s'est fondé pour grouper toutes ces institutions.

La liste serait longue, si nous voulions énumérer, les sociétés de bienfaisance qui s'occupent du placement charitable. Indépendamment des œuvres de l'hospitalité de nuit. *L'asile maternel de la Société philanthropique* a procuré du travail à 3.762 femmes. Pour les asiles de *l'œuvre de l'hospitalité de nuit*, la statistique de 1891 (1) indique les placements suivants : aux compagnies de chemins de fer, 480 hommes ; chez les patrons, 877 hommes et 11 femmes. Quant aux refuges municipaux ils ont opéré la même année : 58 placements à demeure et 438 placements à la journée.

Il est encore des refuges, des patronages, des écoles professionnelles, des sociétés patriotiques qui directement ou indirectement s'occupent de placement. Quelques-unes de ces sociétés patriotiques ont une certaine importance entr'autres : la Société philanthropique savoisiennne fondée en 1883 et qui a son siège rue de Bondy. Sur 2.462 demandes d'emplois et 3.411 offres, elle a effectué en 1891 le chiffre de 1.978 placements dont 582 pour les hommes et 1.396 pour les femmes.

1. *Office du Travail* : Placement. Tableau statistique, p. 56.

Si nous prenons les chiffres d'ensemble, nous constatons que toujours pour l'année 1891, ces différentes institutions sont parvenues à effectuer 26.227 placements à demeure, et 107.431 placements à la journée ; sur 132.036 demandes et 25.911 offres d'emplois. Les œuvres que possède la ville de Paris forment à elles seules la part la plus importante : 21.756 placements à demeure et 102.331 placements à la journée. Il est à noter toutefois qu'un certain nombre de ces établissements de bienfaisance n'ont pas jugé à propos d'indiquer leurs résultats lors de l'enquête (1).

Quelques intéressants que soient ces chiffres, en ce qu'ils nous prouvent l'heureuse impulsion que donne au placement ces différentes œuvres philanthropiques, nous sommes obligés de constater que les résultats acquis sont malheureusement peu en rapport avec les sacrifices et les efforts faits. C'est toujours ou presque toujours de la charité, et non du véritable placement, car les extras effectués par ces institutions ne sont que les journées de travail qu'elles distribuent dans leurs propres ateliers. Et il est de toute évidence,

1. En additionnant les états mensuels dressés par le *Bulletin de l'Office du Travail*, nous constatons qu'en 1897, les diverses sociétés de bienfaisances ont effectué : 12.743 placements à demeure et 5.760 placements en extra. Sur ce nombre les œuvres de la ville de Paris compte pour 9.946 placements à demeure et 3.095 placements en extra.

que s'adressant, ainsi que nous l'avons déjà dit aux vaincus de la vie, aux déshérités de la fortune, en un mot à tous les déchets sociaux, ces sociétés philanthropiques et de bienfaisance, ne parviendront que très difficilement et dans une très faible mesure à faire du placement au sens véritable du mot.

### β) *Placement Mutuel.*

Bien que les sociétés de secours mutuels aient un autre but, il en est quelques-unes qui font du placement pour leurs membres et contribuent à leur procurer des emplois par leur intermédiaire. Peu font parmi elles du véritable placement du moins au sens où nous entendons ce mot, et qui tiennent ouverts des registres d'offres et de demandes d'emplois.

Une loi récente, en date du 1<sup>er</sup> avril 1898, leur accorde ce droit, car jusqu'alors l'exercice du placement n'était pour les sociétés de secours mutuels qu'une simple tolérance des autorités. Le paragraphe 2 de l'article premier de la loi précitée dit en effet : « Elles  
« (les sociétés de secours mutuels) peuvent, en outre,  
« accessoirement, créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placements ».

D'après l'article 8 : « Il peut être établi entre les sociétés, des unions ayant pour objet :.... le service des placements gratuits ».

Le projet de loi sur le placement des ouvriers qui fut modifié par le Sénat et adopté en deuxième délibération le 19 février 1898, les dispense de l'autorisation préalable.

En 1891, lors de l'enquête de l'Office du Travail, on comptait une cinquantaine de ces sociétés faisant du placement. Les résultats qu'elle ont donnés n'ont pas jusqu'à présent été très satisfaisants.

Nous relevons cependant les quelques chiffres suivants qui nous ont paru présenter quelque intérêt.

A Bordeaux. — Une société de garçons limonadiers, et restaurateurs nommée *l'Etoile* ; a reçu 330 demandes et 100 offres ; elle a effectué 100 placements à demeure et 1.000 extras.

A Lyon. — Une société de garçons de salle et de chambre a fait 2.000 placements à demeure.

C'est à Paris que nous trouvons les chiffres les plus élevés.

|     |        |                      |
|-----|--------|----------------------|
| Sur | 28.481 | demandes             |
|     | 27.080 | offres               |
|     | 11.816 | placements à demeure |
|     | 15.000 | placements extras    |

Comme totaux généraux :

|        |                         |
|--------|-------------------------|
| 35.041 | demandes                |
| 33.059 | offres.                 |
| 17.794 | placements à demeure    |
| 16.000 | placements à la journée |

Quelque intéressants que soient ces chiffres, ils n'en constatent pas moins le peu d'efficacité de ces institutions au point de vue du placement, et les partisans zélés de ce mode d'embauchage, ne peuvent raisonnablement espérer les voir remplacer un jour les bureaux autorisés et assurer à eux seuls l'organisation du placement industriel.

## CHAPITRE II

### PLACEMENT MUNICIPAL.

L'intervention de l'Etat, avons-nous dit, peut se produire dans la question du placement, par la création d'offices spéciaux destinés à faciliter les rapports entre employeurs et employés. Les adversaires des bureaux autorisés, ont en maintes circonstances préconisé le placement gratuit par les bureaux municipaux. C'est là d'ailleurs de l'avis de M. Leroy-Beaulieu une manière de faire intervenir l'Etat : « Les autorités provinciales  
« et les autorités municipales détenant par délégation  
« ou par transmission lointaine le pouvoir réglemen-  
« taire et le pouvoir fiscal, sont tout aussi bien l'Etat  
« que l'organisme central. »

A la suite du mouvement qui s'est produit en 1886 contre les bureaux de placements, un certain nombre de municipalités (elles étaient autorisées en cela par les articles 70 et 94 de la loi municipale de 1884), ont voulu reprendre la tentative de 1848, dont nous avons eu, au cours de notre historique, l'occasion de constater l'in-

succès. On se rappelle en effet, que sous l'influence du socialisme gouvernemental qui à cette époque aveuglait un peu tous les esprits, le gouvernement provisoire, après avoir organisé les ateliers nationaux dont les résultats ne répondirent pas aux espérances qu'on avait fondées sur eux, établit par le décret du 8-10 mars 1848, dans chaque mairie de Paris un bureau gratuit de renseignements. Ces bureaux devaient dresser des tableaux statistiques des offres et demandes de travail, et tenir des registres où l'on inscrivait par catégories de professions les demandes d'emplois avec le nom et l'adresse des demandeurs ; ainsi que le nom et l'adresse de ceux ayant besoin d'employés, sans oublier de mentionner le salaire offert et les conditions exigées. Ces registres devaient être communiqués à tout citoyen désirant les consulter.

Le peu d'efficacité de ces mesures, suscita deux propositions relatives au placement dont fut saisie en 1851 l'Assemblée législative : l'une de ces propositions émanait de M. de Saint-Priest, l'autre de MM. Ducoux et Ceyras ; et toutes deux reposaient sur les considérations suivantes :

« Qu'un grand nombre de propriétaires et de patrons  
« manquent souvent d'ouvriers pour les travaux urgents,  
« faute de renseignements sur les lieux où ils pour-  
« raient s'en procurer ; tandis que, d'autre part, dans  
« le même moment, de nombreux ouvriers n'ont pas  
« d'ouvrage, faute d'indications sur les personnes qui

« pourraient leur en fournir ; qu'il y a là un fait regret-  
« table et qu'un moyen de diminuer ce double incon-  
« vénient consisterait dans l'établissement de bureaux,  
« de renseignements publics, pouvant former les uns  
« et les autres des communications faciles et de nature  
« à les mettre en relation, que ce système qui a déjà  
« produit dans les villes de France et à l'étranger les  
« plus heureux résultats devrait être généralisé dans  
« un but d'utilité publique » (1).

L'assemblée législative avait pris ces propositions en considération, mais le coup d'Etat du 2 décembre vint mettre obstacle à ses travaux, et la législation nouvelle donna au placement une organisation différente dont nous avons examiné la portée en étudiant le décret du 25 mars 1852.

Les articles 70 et 94 de la loi municipale de 1884 autorisent les municipalités à s'occuper du placement gratuit des employés et ouvriers de toute profession, de tout sexe. Mais ce n'est que depuis 1888 qu'il est donné de voir les bureaux municipaux fonctionner d'une façon régulière. A cette date, en effet, le Conseil municipal de Paris adoptait une proposition « invitant le préfet de la Seine à intervenir auprès des maires d'arrondissements afin qu'ils obtiennent par leur initiative la création d'institutions de placement analogues à

1. *Office du Travail* : Placement, p. 128.

celle qui existe dans le 18<sup>e</sup> arrondissement ». Ce bureau municipal avait été fondé le 15 juillet 1887, et à la fin de la même année avait effectué près de 900 placements. M. Poubelle, alors préfet de la Seine, adressa aux maires de son ressort deux circulaires successives, en date des 7 juillet et 15 septembre 1888, dans lesquelles il faisait appel au concours des municipalités.

Presque aussitôt plusieurs bureaux s'ouvrirent :

Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement le 15 octobre 1888.

|                   |                |
|-------------------|----------------|
| — 1 <sup>er</sup> | 30 — —         |
| — 3 <sup>e</sup>  | 15 novembre —  |
| — 6 <sup>e</sup>  | 7 janvier 1889 |
| — 4 <sup>e</sup>  | 11 mars —      |
| — 5 <sup>e</sup>  | 1 mai —        |
| — 14 <sup>e</sup> | 12 — —         |

Pour faciliter leur fonctionnement et aider aux dépenses occasionnées par ce nouveau mode de placement le Conseil municipal vota des subventions à ces bureaux. C'est ainsi qu'en 1891, la subvention générale s'est élevée à 15.500 fr. ; elle a été répartie à raison de 1.000 fr., 1.500 fr., et 3.000 fr. par bureau. En 1894, l'allocation atteignait 23.500 fr. (1).

Ces bureaux de placement gratuit municipaux, fondés par l'initiative des municipalités ou de quelques

1. Cette subvention de 23.500 fr. a été répartie entre les 12 bureaux existant alors, et a été allouée sur le rapport de M. André Berthelot, aujourd'hui député du 6<sup>e</sup> arrondissement.

habitants, sont à peu près tous établis de la même façon : A la tête se trouve une commission composée du maire généralement président, des adjoints, du député, des conseillers municipaux de l'arrondissement, des membres du bureau de bienfaisance, parfois de propriétaires, industriels, commerçants ou employés de l'arrondissement membres adhérents, un secrétaire. Cette commission se réunit au moins une fois par an, et toutes les fois que le président le juge nécessaire. Le secrétaire est chargé de la tenue du bureau.

Les demandes d'emploi sont reçues le soir de 8 à 10 heures, inscrites par ordre chronologique sur un registre et portées sur des fiches par sexe, par profession et alphabétiquement pour chaque profession. Les offres d'emploi sont reçues également de 8 à 10 heures du soir et dans la journée de 10 heures à 4 heures : elles sont classées également sur un autre registre. Quand une offre est faite, le secrétaire regarde dans ces fiches quelle demande y correspond le mieux, convoque la personne et l'envoie chez le demandeur. Telle est l'organisation du bureau du deuxième arrondissement fondé le 1<sup>er</sup> avril 1891. Dans cette organisation, le secrétaire a un rôle très important et très délicat, car c'est une institution publique ; aussi dans d'autres bureaux on n'a pas osé donner un droit aussi considérable, à un employé quelconque, dans la gestion du bureau, et on envoie dans l'ordre d'inscription. Cette

seconde façon de faire est celle à laquelle on a été amené, et qui est le plus habituellement pratiquée, mais à notre avis l'autre a beaucoup de bon.

Jusqu'à présent, les résultats donnés par ces bureaux municipaux, sont très faibles, en dépit de l'importance des sacrifices. Nous allons donner un rapide coup d'œil sur leurs opérations. Fort peu nombreux en provinces, nous nous bornerons à ceux de la capitale. Cependant le bureau municipal de Bordeaux mérite d'être signalé. Il est parvenu en 1891, à effectuer 696 placements : ce sont les domestiques femmes 164, les boulangers 115, les menuisiers 78, les terrassiers 75, et les manœuvres 56 qui fournissent le plus fort contingent. Celui de Levallois-Perret opère en moyenne 400 placements par an.

Sur les 10.856 placements effectués en 1891 par les bureaux municipaux gratuits, ceux de Paris, au nombre de 10 à cette époque, faisaient à eux seuls plus de 9.000 placements. En 1895 ils ont atteint le chiffre de 16.976 pour les placements à demeure et celui de 6.321 pour les placements en extra. Examinons un peu plus en détails les opérations de chacun de ces bureaux (1).

1. En 1896, les bureaux municipaux de Paris (sauf ceux des 8<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements) (B. O. T. mars 1897) des 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> arrondissements ont effectué :

Pour les hommes. 8.937 placements à demeure

Le bureau du 1<sup>er</sup> arrondissement, reçut en 1890.

1.410 demandes : soit 778 d'hommes et 632 de femmes

1.035 offres            —    543    —            492    —

On effectua 1009 placements : dont 525 d'hommes et 484 de femmes.

On eut lieu de constater une augmentation sensible sur les chiffres de l'année précédente car en 1889 les offres n'avaient été que de 1035 soit une différence en plus de 372, et les placements de 609 soit une augmentation en plus de 400. Ces placements portèrent principalement sur les employés de commerce, garçons de magasins, les courtiers et placiers, du côté des hommes ; et les bonnes à tout faire, les femmes de ménage, les couturières, pour les femmes.

Le bureau du II<sup>e</sup> arrondissement qui à la fin de 1891 n'avait que huit mois d'existence, ne plaça que 150 personnes sur 295 offres d'emploi et 975 demandes. Le nombre des hommes placés s'élevait à 76 et celui des femmes à 74.

Celui du III<sup>e</sup> arrondissement obtint des résultats

—                    1.170 placements en extra

Pour les femmes. 19.685 placements à demeure

—                    2.222 placements en extra

Soit un chiffre total de :

23.622 placements à demeure

et 3.392 placements en extra.

plus satisfaisants. Dès 1889 il opérait 3035 placements, l'année suivante il atteignait le chiffre de 3.560, et dans les onze premiers mois de 1891 il parvenait à placer 3.768 personnes. Il est juste de remarquer que le succès obtenu tient en grande partie à la situation de cet arrondissement au centre du commerce de Paris; aussi y voit-on affluer les demandes des patrons, en effet il y eut en 1891 : 4.863 offres et 4081 demandes d'emplois.

Au IV<sup>e</sup> arrondissement, le bureau municipal a eu :  
2.104 demandes d'emplois.

956 offres d'emplois.

On a effectué 482 placements, dont 174 pour les hommes et 308 pour les femmes. Ce bureau s'occupe spécialement des cuisinières, bonnes à tout faire, ouvriers en tous genres, hommes de peine, jeunes gens pour faire les courses.

Le V<sup>e</sup> arrondissement n'a opéré que 284 placements en 1890.

Dans le VI<sup>e</sup> arrondissement, où nous avons déjà eu l'occasion de voir fonctionner le placement charitable par « l'Union d'assistance par le travail » existe également un bureau municipal de placement gratuit, fondé en 1888 et qui a fonctionné à la mairie de Saint-Sulpice de janvier 1889 au mois d'août 1891, voici les opérations qu'il a effectuées :

|                          | Demandes | Offres | Placements |
|--------------------------|----------|--------|------------|
| Hommes . . . . .         | 2.325    | 521    | 452        |
| Femmes . . . . .         | 6.184    | 3.094  | 2.913      |
| Ménages . . . . .        | 260      | 26     | 24         |
| Jeunes gens . . . . .    | 283      | 349    | 275        |
| Jeunes filles . . . . .  | 108      | 122    | 53         |
| Ce qui fait au total . . | 9.260    | 4.112  | 3.717      |

Au XIII<sup>e</sup> arrondissement le bureau municipal de placement gratuit est dirigé par une société philanthropique et n'a commencé à fonctionner que le 12 septembre 1891. De cette date au 15 décembre de la même année ; il opéra 171 placements dont 67 pour les hommes et 34 pour les femmes.

Le XIV<sup>e</sup> arrondissement, est-il dit dans la note communiquée par la mairie, à l'Office du Travail, « presque exclusivement composé d'ouvriers, de petits commerçants et de petits rentiers, offre peu de débouchés. L'industrie y est presque nulle, et le négociant suffit avec sa famille à tous les besoins d'un commerce local ». Cependant le bureau municipal est parvenu à placer 399 femmes et 205 hommes, soit au total un chiffre de 604 placements.

Les trois quarts des personnes placées par le bureau municipal du XV<sup>e</sup> arrondissement, sont des femmes ; en 1891, il a opéré 715 placements.

Recevoir 2.743 demandes, 765 offres, et effectuer 627 placements, pendant les onze premiers mois de

l'année 1891, tels sont résultats obtenus par le bureau municipal du XVIII<sup>e</sup> arrondissement.

Un certain nombre de municipalités n'ont pas jugé à propos ou nécessaire d'établir des bureaux gratuits de placement ; aussi n'avons-nous pas trouvé de renseignements pour les 7, 8, 9, 10, 11, 12, 16, 17, 19 et 20<sup>e</sup> arrondissements.

Les chiffres que nous venons de citer démontrent suffisamment que ce mode de placement ne produit que des résultats peu importants, et pas du tout en rapport avec les dépenses qu'il occasionne. Et encore ne devons-nous pas accepter comme toujours parfaitement exacts les résultats annoncés par ces bureaux qui ont tout intérêt à exagérer le nombre des placements qu'ils effectuent, à seule fin de recevoir si possible de la part du Conseil municipal une allocation plus forte.

Quel écart entre les placements annuels de ces bureaux et ceux que les placeurs autorisés effectuent dans le même temps.

La raison de cette différence est facile à comprendre. Dans un bureau municipal, le placeur joue un rôle très effacé, puisqu'il se contente généralement d'inscrire les postulants ; dans un bureau autorisé nous trouvons un courtier actif, qui connaît les exigences de l'offre et de la demande, qui cherche les occasions, a l'habitude des affaires et sait trouver et offrir à l'ouvrier ce qui lui convient.

Il est à craindre que les bureaux municipaux ne cèdent parfois aux influences politiques. Que de fois hélas, dans les grands centres industriels, dans les villes importantes et surtout à Paris; les préoccupations d'ordre politique ou religieux, ont trop souvent dirigé la distribution des secours publics.

« L'idée des bureaux municipaux, nous dit M. Leroy-Beaulieu, qui séduit quelques esprits en théorie, « aboutit à subventionner quelques coteries d'électeurs « agités ou violents, d'aspirants politiciens, à créer « un nouveau parasitisme et à troubler les cervelles (1).

Ainsi que nous avons eu l'occasion de nous en rendre compte, chaque arrondissement possède une industrie particulière et différente, aussi est-il à regretter non seulement que chacun d'eux n'ait pas un bureau spécial pour son genre d'industrie au lieu de s'adresser à toutes les professions; mais encore que des relations ne s'établissent pas entre tous les bureaux, a seule fin de mettre en rapport les offres faites dans tel endroit et les demandes reçues dans tel autre. Il est arrivé souvent que des demandes adressées dans un arrondissement déterminé, restaient sans recevoir satisfaction, alors que dans un autre arrondissement on eût pu y trouver une des offres correspondantes.

Toutes ces raisons et surtout la constatation de leur peu d'efficacité, nous donnent à croire, en dépit des

1. M. Leroy-Beaulieu. *L'Etat moderné et ses fonctions*, p. 406.

efforts tentés par leurs partisans les plus zélés, que ce système du placement gratuit par les bureaux municipaux, est peu pratique et surtout incapable de remplacer le placement par les bureaux autorisés, et de faire disparaître les abus dont on se plaint.

## CHAPITRE III

### PLACEMENT CORPORATIF OU SYNDICAL

A côté des systèmes qui font appel à l'individu, où à l'intervention de l'Etat, pour établir entre l'offre et la demande d'ouvrage, un intermédiaire vigilant et capable de venir en aide aux travailleurs, il en est un autre fort préconisé à notre époque et autour duquel on fait grand bruit : c'est le système qui fait intervenir la Société. M. Leroy-Beaulieu, dans son livre *l'Etat moderne et ses fonctions*, nous dit à cet égard : « Il est faux que l'individu et l'Etat, se trouvent seuls en présence, la société créant par une fécondité merveilleuse un nombre incommensurable d'associations libres et intermédiaires » (1).

En étudiant le placement par les institutions charitables nous avons déjà vu une des formes sous lesquelles se présente cette intervention de la société ; et nous allons examiner dans ce chapitre comment la société

1. M. Leroy-Beaulieu. *L'Etat moderne et ses fonctions*, p. 35.

peut intervenir utilement disent les partisans de ce système en faisant des associations corporatives un office de placement.

Dans la partie historique de notre travail nous avons montré le rôle prépondérant que joua dans l'embauchage jusqu'au décret de 1852, le placement par les syndicats professionnels.

La loi du 21 mars 1884, est venue donner un essor nouveau à leur activité. Depuis cette époque en effet les institutions de placement, créées par les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, se sont multipliées. L'article 6, de la loi précitée reconnaît l'existence légale des syndicats et leur permet de créer et de gérer des offices publics de renseignements pour l'offre et la demande de travail : Nous nous rappelons que la Constituante avait interdit à l'ouvrier le droit d'association, elle voulait ainsi protéger l'individu contre lui-même en lui défendant d'aliéner son indépendance et sa liberté. Toute coalition pouvant amener la cessation du travail était d'ailleurs punissable et enfreignait les dispositions du décret du 14-27 juin 1791, et l'article 416 du Code Pénal.

La loi du 21 mars 1884, par son article 1<sup>er</sup> abroge le décret du 14-27 juin 1791, ainsi que l'art. 416 du Code Pénal et déclare que les articles 291 à 295 du même Code ainsi que la loi du 10 avril 1834, qui interdisent les associations de plus de vingt personnes, ne sont pas applicables aux syndicats professionnels. Des syndicats

peuvent être constitués, soit par les patrons, soit par les ouvriers, pour l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles (art. 2) ; syndicats qui pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail (art. 6).

En fait un grand nombre de syndicats ont usé de ce droit ; cependant les résultats obtenus sont encore faibles, — et en dépit des louanges que lui adressent ses plus chauds partisans nous sommes obligés de reconnaître que ce mode de placement n'échappe pas aux critiques. Bien des inconvénients seraient à redouter si l'un confiait aux syndicats ouvriers le monopole du placement. — Les grèves que nous avons vues éclater depuis quelques années, ont montré la tendance chez les ouvriers à abuser de l'influence que leur a accordée la loi de 1884. N'est-il pas à craindre que poussés par l'esprit de corps, les chambres syndicales n'en arrivent à ne procurer du travail qu'aux ouvriers syndiqués, et des ouvriers qu'aux patrons qui seraient soumis aux exigences plus ou moins raisonnables des syndicats. La tyrannie des ouvriers ne tarderait pas à se substituer à la tyrannie des patrons. Il n'y aurait qu'un déplacement à faire pour les griefs reprochés, avec cette différence, qu'il est plus facile aux patrons de trouver des ouvriers sans travail, qu'aux ouvriers de trouver des capitalistes qui veuillent les employer.

D'ailleurs si ce mode de placement offre quelques

avantages que nous nous plaignons à constater, il n'en présente pas moins des inconvénients très sérieux.

« Les ouvriers, en effet, ne s'adressent qu'avec mé-  
« fiance aux bureaux de placement ouverts par les syn-  
« dicats de patrons, parce que, disent-ils, ces bureaux  
« ne placent que des favoris, parce qu'ils mettent trop  
« étroitement l'ouvrier dans la dépendance du patron,  
« et parce qu'ils ne laissent pas au premier une liberté  
« suffisante pour la défense de ses intérêts ».

« De leur côté, les patrons reprochent aux syndicats  
« ouvriers de leur imposer un tarif de salaire absolu ;  
« de ne pas leur laisser la liberté de choisir l'employé  
« qui leur convient parce qu'ils placent, autant que  
« possible, leurs membres à tour de rôle ; et d'avoir  
« des installations défectueuses, dans lesquelles les  
« maîtresses de maison et les employées qui se res-  
« pectent sont souvent offensées, et où les patrons  
« sont exposés à débattre leurs conditions en public,  
« face à face avec les ouvriers ou employés qu'ils  
« viennent de congédier.

« Les ouvriers eux-mêmes reprochent aux syndicats  
« ouvriers de ne placer que leurs adhérents et, parmi  
« ceux-ci, ceux qui partagent les opinions politiques  
« et sociales de la majorité (1).

La loi du 21 mars 1884, ouvre donc une vaste carrière à l'activité des syndicats, puisqu'elle permet à

1. Office du Travail : *Le Placement*, p. 469.

ceux qui sont régulièrement constitués, de se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques. Elle cherche surtout à développer parmi les travailleurs l'esprit d'association.

Les syndicats peuvent affecter des formes différentes : syndicats patronaux ; syndicats ouvriers : syndicats mixtes ; syndicats agricoles. Depuis 1884, l'importance du nombre de ces syndicats a été chaque année grandissante.

En 1884 on comptait :

|     |                     |              |
|-----|---------------------|--------------|
| 101 | syndicats patronaux | Total = 175. |
| 68  | — ouvriers          |              |
| 1   | — mixte             |              |
| 5   | — agricoles         |              |

Ce chiffre de 175 syndicats représente non pas le nombre total des associations professionnelles qui existaient alors, mais celui des syndicats qui, à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1884, se trouvaient légalement constitués.

L'année suivante, en 1885, on constate une augmentation de 374 syndicats, ce qui en porte le nombre à 549 :

|        |     |                     |        |
|--------|-----|---------------------|--------|
| Soit : | 285 | syndicats patronaux | = 549. |
|        | 221 | — ouvriers          |        |
|        | 4   | — mixtes            |        |
|        | 39  | — agricoles         |        |

En 1890 : on trouve 2.755 syndicats, comprenant : 481.433 membres.

|  |       |                     |          |
|--|-------|---------------------|----------|
|  | 1.004 | syndicats patronaux | = 2.755. |
|  | 1.006 | — ouvriers          |          |
|  | 97    | — mixtes            |          |
|  | 648   | — agricoles         |          |

En 1891 : le nombre des syndicats est de 3.253.

Soit : 1.127 synd. patronaux comprenant 103.157 membres.

|       |   |           |   |         |   |
|-------|---|-----------|---|---------|---|
| 1.250 | — | ouvriers  | — | 205.152 | — |
| 126   | — | mixtes    | — | 15.773  | — |
| 750   | — | agricoles | — | 269.298 | — |

L'augmentation sur l'année précédente est fort sensible, puisqu'on compte en 1891 : 498 syndicats de plus, et 114.947 membres de plus également qu'en 1890.

La progression ascendante du nombre des syndicats et des adhérents est beaucoup moins sensible dans ces trois dernières années. Ainsi :

En 1895 : nous trouvons 5.146 syndicats avec 985.199 adhérents.

Soit : 1.622 synd. patronaux comprenant 731.031 adhérents.

|       |   |           |   |         |   |
|-------|---|-----------|---|---------|---|
| 2.163 | — | ouvriers  | — | 419.781 | — |
| 173   | — | mixtes    | — | 31.126  | — |
| 1.188 | — | agricoles | — | 403.261 | — |

En 1896 : il y avait 5.427 syndicats avec 1.018.479 membres.

Soit : 1.730 synd. patronaux comprenant 141.877 membres.

|       |   |           |   |         |   |
|-------|---|-----------|---|---------|---|
| 2.253 | — | ouvriers  | — | 422.777 | — |
| 169   | — | mixtes    | — | 30.333  | — |
| 1.275 | — | agricoles | — | 423.492 | — |

L'augmentation du nombre des syndicats n'est donc que de 281 en 1896 ; et celle des membres adhérents de 33.280.

En 1897, les syndicats ont atteint le chiffre de 5.680 et comprenaient 1.061.920 membres.

soit : 1.823 syndicats patronaux avec 159.293 membres

|       |   |          |   |         |   |
|-------|---|----------|---|---------|---|
| 2.316 | — | ouvriers | — | 431.794 | — |
|-------|---|----------|---|---------|---|

|     |   |        |   |        |   |
|-----|---|--------|---|--------|---|
| 170 | — | mixtes | — | 32.237 | — |
|-----|---|--------|---|--------|---|

|       |   |           |   |         |   |
|-------|---|-----------|---|---------|---|
| 1.371 | — | agricoles | — | 438.596 | — |
|-------|---|-----------|---|---------|---|

Ainsi qu'on peut le constater l'augmentation des syndicats et de leurs membres n'a pas toujours suivi une progression uniforme, et depuis 1894, un ralentissement notable a eu lieu. Parfois même il est arrivé qu'une légère diminution se produisait d'une année à l'autre. Ainsi pour les syndicats mixtes, tandis que leur nombre en 1888 était de 78, l'année suivante il n'était plus que de 69. En 1895 on constatait également une diminution de 4 : soit 173 au lieu de 177 syndicats. Même observation la même année pour les syndicats ouvriers 2.163 en 1895 et 2.178 en 1894. Le ralentissement qui s'est produit dans le mouvement du personnel des syndicats professionnels, est encore bien plus sensible. Après des différences en plus, d'une année à l'autre, fort considérables, puisqu'on a relaté les chiffres de 114.947 en 1891; 127.300 en 1892; et 176.556 en 1893; nous tombons à 32.992 en 1894.

La loi du 21 mars 1884 conférait aux syndicats la liberté de se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, aussi ont-ils formé des unions de syndicats qui se décomposent naturellement, comme les syndicats eux-mêmes, en unions de syndi-

cats patronaux, ouvriers, mixtes et agricoles. En 1895, ces unions de syndicats étaient au nombre de 143, avec 2.719 syndicats, et 982.921 membres ; tandis qu'elles étaient en 1894 au nombre de 126 groupant 2.518 syndicats et 734.851 membres.

En 1896 :

156 unions avec 2.880 syndicats et 1.014.096 membres dont :

|                         |        |           |    |              |
|-------------------------|--------|-----------|----|--------------|
| 43 unions de synd. pat. | avec   | 730 synd. | et | 84.677 memb. |
| 86 —                    | ouv.   | — 1.243 — |    | 336.491 —    |
| 8 —                     | mixtes | — 34 —    |    | 2.897 —      |
| 19 —                    | agric. | — 873 —   |    | 590.121 —    |

En 1897 :

166 unions avec 3.145 syndicats et 1.015.810 membres dont :

|                         |        |           |    |              |
|-------------------------|--------|-----------|----|--------------|
| 46 unions de synd. pat. | avec   | 783 synd. | et | 89.046 memb. |
| 92 —                    | ouv.   | — 1.320 — |    | 326.835 —    |
| 8 —                     | mixtes | — 36 —    |    | 3.395 —      |
| 20 —                    | agric. | — 1.006 — |    | 593.534 —    |

Les départements dans lesquels existent le plus grand nombre de syndicats sont les suivants :

*Pour les syndicats patronaux :* Seine, 417 ; Bouches-du-Rhône, 93 ; Gironde, 79 ; Nord, 79 ; Rhône, 77 ; Seine-Inférieure, 63.

*Pour les syndicats ouvriers :* Seine, 407 ; Rhône,

132 ; Bouches-du-Rhône, 123 ; Gironde, 90 ; Nord, 90 ; Loire, 75 ; Loire-Inférieure 69.

Le nombre des institutions créées par les syndicats a continué de se développer et est passé de 2.823 en 1896 à 3.165 en 1897 (1).

Au point de vue du placement nous allons examiner les services rendus par les syndicats et indiquer les résultats qu'ils ont obtenus.

Sur les 3.253 syndicats existant en 1891, 1.212 seulement ont répondu aux questionnaires qui leur furent adressés, aussi les chiffres fixés par l'enquête de l'Office du Travail, doivent-ils être tenus pour incomplets.

Nous devons constater qu'un nombre relativement très restreint de syndicats avaient profité de la faculté que leur donne la loi du 21 mars 1884, puisqu'on ne trouve que 390 bureaux de placement ouverts par les syndicats en 1891.

Ces 390 bureaux se décomposent comme suit : 54 bureaux ouverts par les syndicats de patrons ; 323... d'ouvriers, et 13 par les syndicats mixtes.

Les bureaux des syndicats patronaux reçurent 22.594 demandes, 20,851 offres et effectuèrent 18.396 placements à demeure et 430 placements en extra.

Les bureaux des syndicats ouvriers, sur 122,666 de-

1. Nous avons trouvé, les renseignements de statistique que nous venons d'indiquer aux pages précédentes, dans l'*Annuaire des syndicats professionnels*, (années 1890 à 1897) et dans le *Bulletin de l'Office du Travail*.

mandes et 71.639 offres, ont opéré 86.014 placements à demeure 8.538 placements en extra.

Les bureaux des syndicats mixtes, auxquels sont parvenues 2.558 demandes et 1.882 offres; ont obtenu le résultat de 1.896 placements à demeure et 1.396 placements en extra.

Si nous totalisons ces différents chiffres, nous obtenons les résultats généraux suivants :

|         |                      |
|---------|----------------------|
| 147.818 | demandes d'emploi    |
| 94.372  | offres d'emploi      |
| 106.306 | placements à demeure |
| 10.364  | — en extra.          |

Aucune statistique générale n'ayant été dressée depuis 1891, nous sommes obligés d'indiquer ces chiffres déjà un peu anciens. Cependant nous pouvons dire, que le nombre des placements effectués par les syndicats, bien que relativement faible par rapport aux opérations du placement industriel, va chaque année en augmentant. Il est facile de s'en rendre compte en jetant un coup d'œil comparatif sur les états des placements effectués par les syndicats professionnels et publiés tous les mois par le *Bulletin* de l'Office du Travail.

Les chiffres que nous avons cités à l'occasion des syndicats mixtes, montrent le peu de résultats qu'ils ont obtenus jusqu'ici.

Et pourtant ce sont eux qui sont le plus naturellement indiqués pour aider les ouvriers sans travail à se placer. Nous avons vu quels reproches s'adressent de part et d'autre, syndicats patronaux et syndicats ouvriers ; aussipensons-nous qu'avec les syndicats mixtes serait la meilleure solution de la question. Ce sont eux, en effet, les mieux désignés et les mieux placés pour servir d'intermédiaire entre l'offre et la demande de travail, pour connaître et discerner les aptitudes et les mérites des ouvriers. Le Conseil supérieur du travail, était bien d'ailleurs de cet avis lorsqu'en février 1891, il émettait le vœu que « des bureaux de placements organisés par l'accord des syndicats fussent administrés par une commission composée moitié de patrons et moitié d'ouvriers ». Malheureusement en présence de l'hostilité sans cesse grandissante dont le plus grand nombre des syndicats font montre envers les syndicats patronaux, la réalisation d'un tel vœu semble bien difficile.

Souvent aussi l'argent manque aux syndicats, pour assurer le fonctionnement de leurs offices de placement : les cotisations des membres adhérents ne sauraient être suffisantes, d'autant plus qu'elles sont très irrégulièrement payées, et très minimes. Aussi des subventions de la part des pouvoirs publics sont indispensables : et de gros sacrifices d'argent sont faits depuis quelques années par un certain nombre de municipalités.

Beaucoup de syndicats sont concentrés dans les *Bourses du travail*.

Il y a plus de quarante ans que l'idée d'une bourse, ou, pour parler plus exactement, d'un marché de travail, a commencé à prendre place dans le programme des revendications ouvrières.

La première idée de la Bourse du Travail paraît appartenir à M. de Molinari qui dès 1843 publiait dans la *Gazette de France*, un article sur les chemins de fer dans lequel il disait : « lorsque les travailleurs « voyageront rapidement et à bas prix, vous verrez « s'ouvrir pour le travail des bourses semblables à « celles qui ont été ouvertes pour les capitaux ; le travail deviendra un objet de trafic régulier dont la « valeur s'accroîtra comme aux temps originaires ». En 1845 Adolphe Leullier publiait une brochure contenant le projet d'un « marché aux travaux au bureau central des ouvriers » dans le but d'arriver à remplacer les grèves sur la voie publique. En 1848, M. Ducoux, préfet de police adressait au Conseil municipal de Paris, son projet complet de bourse des travailleurs. En 1851 M. Ducoux revenait à la charge et soumettait son projet à la chambre, il demandait une bourse des travailleurs divisée en compartiments d'après les diverses professions ou corps de métier ; elle devait contenir des bureaux de placement pour les ouvriers et tous les renseignements propres à éclairer le public sur les divers éléments du travail. Le rapporteur conclut au

rejet du projet Ducoux, non qu'il considérât l'institution comme inutile, mais parce qu'elle lui paraissait revêtir un caractère trop exclusivement communal. Un peu plus tard, en 1857, M. de Molinari publia un journal en Belgique « *La Bourse du travail* » où il publiait des offres et des demandes sur bulletin de l'état du marché du travail, mais sa tentative ne réussit pas ; les ouvriers ne paraissèrent pas s'y intéresser les patrons y furent hostiles et le journal disparut après cinq mois d'existence (1).

Cette question des bourses du travail resta dans l'oubli, du moins en France, jusqu'au jour où M. Délattre, en 1875, demanda au conseil municipal de Paris, la construction à l'entrée de la rue de Flandre d'un abri pour les ouvriers qui viennent s'embaucher pour les travaux du canal. Ce fut le point de départ d'un mouvement qui ne devait aboutir que dix ans plus tard. A partir de ce moment les bourses de travail devinrent l'objet des revendications ouvrières aux différents congrès et au grand congrès des ouvriers socialistes qui se tint au Havre en 1880, les travailleurs français ne cessèrent de réclamer l'établissement de « marché du travail ». Ce ne fut pourtant que dans le courant de l'année 1886 que le Conseil municipal de Paris s'occupa sérieusement de la question, et vota le principe de la Bourse du Travail, sur un très intéressant rapport

1. M. de Molinari. Les Bourses.

de M. Mesureur, rapport qui résume la manière dont cette bourse fut conçue :

« En restant sur le terrain de la liberté des con-  
« trats vous avez le droit sinon le devoir de fournir  
« aux travailleurs les moyens de lutter à armes égales  
« et légales avec le capital ; sans la bourse du travail,  
« l'existence des chambres syndicales sera toujours  
« précaire, les charges qu'elles imposent éloignant  
« d'elles le plus grand nombre des ouvriers. »

« Il importe donc qu'elles aient des locaux et des  
« bureaux où chacun pourra venir, sans crainte d'a-  
« voir à faire des sacrifices de temps et d'argent au-  
« desus de ses ressources ; la libre et permanente  
« disposition des salles de réunion permettra aux tra-  
« vailleurs de discuter avec plus de maturité et de  
« précision les questions multiples qui intéressent leur  
« industrie et influent sur les salaires ; ils auront pour  
« les guider et les éclairer tous les moyens d'informa-  
« tion et de correspondance, les éléments fournis par  
« la statistique, une bibliothèque économique, indus-  
« trielle et commerciale, le mouvement de la produc-  
« tion pour chaque industrie, non seulement en France,  
« mais dans le monde entier. »

« Peut-être verrons-nous alors les véritables assises  
« du travail s'établir.

« Les travailleurs réduits aujourd'hui à l'expression  
« brutale de leurs souffrances, pourront prendre corps  
« à corps toutes les données du grand problème qui

« les étreint, imposer les conditions de leur travail à  
« ceux qui les emploient et indiquer aux législateurs  
« les entraves légales à faire disparaître comme les  
« lois protectrices à édicter » (1).

C'est pour faciliter le rôle des chambres syndicales que la Bourse du Travail fut créée par le Conseil municipal de Paris le 20 décembre 1886 ; or elle nous apparaît comme devant être le centre de l'organisation syndicale. Le 3 février 1887, on inaugurait un annexe un bâtiment provisoire, rue J.-J. Rousseau. Le Conseil municipal arrêta un règlement général pour l'établissement de cet annexe : la Bourse comprend des bureaux pour les chambres syndicales, des salles de réunion pour les assemblées générales ; les chambres syndicales doivent ouvrir leurs registres à tous les intéressés. L'administration de la Bourse du Travail appartient à une commission de vingt-et-un membres élus pour une année par les délégués des groupes des chambres syndicales de Paris. L'autorité municipale a le contrôle sur la nomination de la commission, mais rien ne la précise car on n'a pas dit comment ce contrôle s'exercera. Ce même règlement du 28 octobre 1887 votait 20.000 francs chaque année pour frais de bureaux et indemnité aux membres de la commission.

En 1892, la Bourse Centrale est terminée et est si-

1. *Annuaire de la Bourse du Travail*, 1887-1888, p. 10, et *Office du Travail : Le Placement*, p. 152.

tuée dans la rue du Château-d'Eau, près la place de la République ; elle a coûté 2.900.000 francs. Son inauguration eut lieu le 22 mai 1892. Le décret du 28 novembre 1889 l'avait déclarée d'utilité publique.

Un grand nombre de ces groupes corporatifs n'avaient pas rempli les conditions exigées par la loi du 21 mars 1884 dont l'article 4 exige le dépôt des statuts et des noms de ceux qui à un titre quelconque sont chargés de l'administration ou de la direction du syndicat. D'après Prudent Devilliers, il y avait en 1892 à la Bourse du Travail, 241 groupes corporatifs dont 123 étaient dans une situation irrégulière. Cette situation était non seulement irrégulière mais encore illégale et contraire aux termes les plus formels de l'arrêté préfectoral du 19 mai 1892, qui avait fait remise de l'immeuble nouvellement construit aux syndicats ayant satisfait aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884. Pendant plus d'un an le gouvernement n'intervint pas, bien qu'en fait tout le monde connaissait la situation irrégulière des groupes corporatifs installés à la Bourse ; puis tout à coup se produisit un changement d'attitude. Le 2 juin 1893, le préfet de la Seine rendit un arrêté qu'il fit afficher à la Bourse du Travail, par lequel il donne aux syndicats irréguliers, un mois pour régulariser leur situation sous peine d'être exclus de la Bourse de Travail. Les syndicats irréguliers refusèrent de se soumettre et les syndicats régulièrement constitués semblèrent se solidariser avec les autres. C'est alors

que le 5 juillet 1893, M. Dupuy, alors ministre de l'Intérieur, fit fermer la Bourse du Travail. Après être restée fermée 18 mois, la Bourse du Travail a été recouverte le 8 décembre 1895.

Cette réouverture avait été précédée d'un décret du 7 décembre de la même année qui intervenait pour organiser la bourse, son but est de faciliter les transactions relatives à la main d'œuvre, et de s'occuper du placement; la bourse restera un centre pour les syndicats. On s'est demandé si on devait y introduire toutes les sociétés de placement gratuit ? M. Mesureur, alors ministre du Commerce, s'est prononcé pour la négative, estimant que les syndicats patronaux ont des installations particulières et n'ont pas les mêmes besoins que les syndicats professionnels ouvriers, auxquels il faut fournir un siège ; ce siège sera la Bourse du Travail.

La Bourse est donc réservée aux syndicats ouvriers régulièrement constitués, mais une difficulté s'élevait : comment concilier la liberté des syndicats et la garantie de l'administration ? Voici comment le décret est intervenu pour concilier les deux choses. Les syndicats auront entière liberté pour s'organiser et s'administrer dans leurs bureaux respectifs situés dans les locaux de la Bourse du travail ; mais l'administration appartiendra au préfet de la Seine : seulement pour laisser un rôle aux syndicats, le décret institue une commission consultative qui n'aura que des avis à donner, mais

sur toutes les questions relatives au fonctionnement et à l'administration intérieure de l'établissement.

Cette commission est composée\* de 20 membres : 10 délégués par les syndicats ; 6 nommés par le Conseil municipal de Paris ; 2 désignés par le préfet de la Seine ; 2, représentant l'Office du Travail et désignés par le Ministre du commerce. Le gouvernement toutefois a tenu à prendre des précautions contre la commission consultative, qui peut être dissoute par arrêté du Ministre du Commerce. Le décret (11 déc. 1895) prévoyait qu'un règlement général devrait être fait par le Conseil municipal de Paris ; il a en effet été établi dans la séance du lundi 6 janvier 1896.

#### *Bourse de Travail de Paris.*

Au 31 octobre 1897, le nombre des syndicats admis à la Bourse du Travail était de 194, dont 172 à la Bourse Centrale et 22 à l'annexe A, soit une augmentation de 9 syndicats sur 1896.

Le nombre des placements effectués atteint le chiffre de 8.202 placements à demeure, et il y a eu, en outre, 8.539 placements comme extras, soit en tout 16.741 personnes placées par 52 syndicats.

En voici la décomposition :

| Industries                       | Syndicats | Placements<br>à demeure | Effectués<br>en extra | Total des<br>pers. placées. |
|----------------------------------|-----------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Alimentation....                 | 7         | 1.431                   | 4.373                 | 5.804                       |
| Papier, livre.....               | 5         | 1.658                   | 1.487                 | 3.145                       |
| Tissus.....                      | 8         | 1.132                   | »                     | 1.132                       |
| Cuirs, chaussures                | 5         | 799                     | »                     | 799                         |
| Bois, ameuble-<br>ment.....      | 7         | 521                     | 7                     | 528                         |
| Métaux.....                      | 8         | 924                     | »                     | 924                         |
| Bijouterie, orfè-<br>vrerie..... | 2         | 281                     | »                     | 281                         |
| Bâtiment.....                    | 4         | 625                     | »                     | 625                         |
| Magasiniers, co-<br>chers.....   | 1         | 292                     | 293                   | 585                         |
| Employés, insti-<br>tuteurs..... | 4         | 665                     | »                     | 665                         |
| Coiffeurs.....                   | 1         | 221                     | 2.042                 | 2.253                       |
|                                  | 52        | 8.539                   | 8.202                 | 16.741                      |

En province, des Bourses du Travail se sont organisés sur le modèle de celle de Paris. Ces bourses sont très loin de s'occuper uniquement de placements. Elles organisent des réunions, des conférences, quelques-unes ont fondé des cours professionnels, des caisses de secours ou de grèves; il y en a même qui ne font pas de placement du tout.

En 1894, il avait été créé 41 bourses de travail dont 2 avaient été dissoutes et dont deux étaient en voie d'organisation: ce qui faisait 37 bourses de travail en activité. Ces 37 bourses comprenaient 658 syndicats

donnant accès à 73.359 membres. Ces bourses du travail ont reçu en 1894 :

38.141 demandes

17.190 offres

et ont affectué :

15.031 placements à demeure

5,335 — en extra.

L'année suivante en 1895, on constate une diminution de 3 bourses dans le chiffre total qui n'arrive qu'à 34. En revanche une augmentation sensible apparaît dans le chiffre des syndicats et des adhérents : 28 syndicats et 126.023 adhérents de plus qu'en 1894. Donc, 1895 : 34 bourses : 686 syndicats : 199.382 adhérents. Ces bourses opérèrent cette année les placements suivants :

56.108 demandes

27.217 offres

24.518 placements à demeure

6.044 — en extra.

Ces bourses de travail ne peuvent évidemment subvenir à leurs besoins et reçoivent des subventions des villes ou des départements. Elles ont coûté 218.142 francs pour les établir et à cette époque les municipalités leur accordaient d'une part 137.710 francs et les départements leur allouaient d'autre part 11.200 fr.

L'année 1896, vit naître de nouvelles Bourses du Travail. On en comptait à cette époque 45 renfermant 946 syndicats et 144.787 membres.

Sur 68.220 demandes  
32.611 offres.

Ces 45 Bourses ont affectué

33.553 placements à demeure  
7.450 — en extra.

Les subventions annuelles se sont élevés pour les municipalités à 317.220 francs et pour les départements à 14.900 francs. Quant aux frais d'installation supportés par les budgets municipaux, ils atteignaient 3.107.638 francs.

En 1897, il existait en France et en Algérie 49 Bourses en activité comprenant 1.047 syndicats et 166.886 membres. Ces 49 Bourses ont coûté 3.107.638 francs et la subvention annuelle accordée est de : municipale 322.260 francs, et départementale 17.900 francs.

Le relevé des placements affectués par les Bourses, pendant l'année 1897, n'a pas encore paru. Néanmoins il est à présumer qu'il se ressentira d'une légère progression ascendante.

Les chiffres que nous avons cités et qui nous ont été fournis tantôt par l'annuaire des Syndicats professionnels, tantôt par le bulletin de l'Office du travail, mon-

trent dans leur brutalité, combien insignifiants sont les résultats obtenus jusqu'ici par ce mode de placement. Nous ne voulons pas nier que ces Bourses du travail soient appelées à rendre, et aient rendus des services, mais nous constatons qu'au lieu de s'occuper du placement, elles ne sont le plus souvent qu'un foyer de grèves, de coalitions et de désordres. « Quand on « fait des syndiqués, on fait des révolutionnaires. Le « jour où il y aurait des Bourses de Travail dans toutes les villes et où elles formeraient une fédération, « alors un faible coup d'épaule suffirait pour renverser la classe capitaliste ». Ainsi s'exprimait un membre du conseil municipal lors de l'inauguration de la Bourse du Travail.

Ce système de placement, auquel ses propagateurs et ses partisans voudraient faire accorder le monopole, n'a donné jusqu'à présent que de faibles et imparfaits résultats. Si nous le comparons à celui des bureaux de placements autorisés, nous constatons aussitôt une énorme différence, puisque ce dernier se chiffre par un effet utile de 84 0/0 soit les  $\frac{4}{5}$  de la masse des offres et demandes d'emplois, malgré la concurrence du placement gratuit.

« Entre les mains des syndicats ouvriers subventionnés par le conseil municipal, la Bourse du Travail « instituée à Paris est devenue bientôt un foyer d'agitation révolutionnaire, sans rendre aucun service « appréciable aux ouvriers. Ceux-ci continuent à s'a-

« dresser de préférence aux bureaux de placement  
« si coûteux et insuffisants qu'ils soient, et le seul  
« moyen efficace que les chambres syndicales instal-  
« lées à la Bourse du Travail aient découvert pour  
« leur enlever leur clientèle, c'est de les faire suppri-  
« mer. Le comité de la Bourse publie un bulletin, mais  
« on y chercherait vainement des renseignements sur  
« le taux des salaires et l'état du marché du travail. Ces  
« informations utiles sont remplacées par les comptes-  
« rendus des réunions des groupes socialistes et les  
« déclamations habituelles contre la tyrannie du capi-  
« tal. Bref, l'échec est complet » (1).

### *Placement par le Compagnonage.*

Le compagnonage, avons nous dit, remonte au Moyen-Age. Nous avons dans notre historique, suivi son évolution et constaté son déclin vers le milieu de notre siècle. Aujourd'hui le compagnonage n'existe plus qu'à l'état de vestiges, il s'éteint graduellement, et ses derniers éléments sont absorbés et transformés par les sociétés de secours mutuels et les syndicats professionnels. Toutefois, en 1893, il y avait encore 31 sociétés de compagnons faisant du placement, dont 18

1. De Molinari. *Journal des Economistes* du 15 septembre 1888.

ayant leur siège à Paris. Ces 31 sociétés ont effectué : 6,188 placements à demeure sur 6.288 demandes et 6.188 offres. Les plus importantes sont : La société des compagnons et aspirants boulangers du Devoir, à Bordeaux, effectuant 1.400 placements, et les compagnons boulangers du Devoir à Paris, effectuant 3.000 placements. Les compagnons charpentiers, menuisiers, maréchaux et ferblantiers d'Avignon, arrivent à 300 placements.

La société des compagnons boulangers du Devoir à Paris, s'est donné un règlement spécial, afin, de procurer du travail à tous ses membres et de s'affranchir du joug des placeurs.

## TITRE III

### PROJETS DE RÉFORME.

#### *Propositions législatives, relatives au placement.*

Cette question du placement, telle que nous venons de l'examiner dans tous ses détails et sous toutes ses formes, a donné lieu depuis quelques années, à des projets de réforme de systèmes très divers.

M. de Molinari, a soutenu à ce sujet des idées très intéressantes. Pour lui, si l'industrie du placement est si arriérée, c'est que les capitaux ne s'y sont pas engagés. Il serait très intéressant de voir les capitaux s'engager là, car si les ouvriers peuvent se plaindre d'être dans une condition inférieure vis-à-vis du patron au point de vue du contrat de travail, c'est parce que le marché du travail ne s'est pas assez généralisé. « C'est le commerce, ce sont les intermédiaires qui « ont élargi partout les débouchés de l'industrie et créé « avec l'auxiliaire de la publicité industrielle et commerciale les marchés régulateurs, grâce auxquels « les prix se sont nivelés, tout en cessant d'être viciés

« par l'intensité inégale du besoin individuel de vendre  
« ou d'acheter. Or, ce rouage indispensable fait encore  
« défaut au travail. Il existe bien à la vérité des bu-  
« reaux de placement qui procurent des emplois aux  
« ouvriers d'un certain nombre de professions, et des  
« sociétés d'émigration qui se chargent de transporter  
« les émigrants et même parfois de leur faire des  
« avances ; enfin , en Angleterre, les « trades unions »  
« s'occupent du placement de leurs affiliés, à l'exemple  
« des anciennes sociétés de campagnonnage, mais  
« ce rouage commercial du travail est visiblement insi-  
« gnifiant : on peut affirmer même que de toutes les  
« branches du commerce, c'est la moins développée et la  
« plus arriérée, celle qui attire le moins l'esprit d'en-  
« treprise et les capitaux (1) ».

M. de Molinari cite l'exemple des céréales. Autrefois le prix du blé était principalement déterminé par la comparaison entre le besoin de vendre et le besoin d'acheter ; c'était l'intensité comparative de ces deux besoins qui était le facteur le plus important dans la détermination du prix du blé. Les petits cultivateurs chez eux étaient obligés de vendre à vil prix, et le marchand de grains dans ces pays, pouvait faire la condition plus dure encore au cultivateur ; d'où la haine ancienne de ce marchand. Aujourd'hui on a substitué

1. de Molinari, *Journal des Economistes*, sept. 1888,

au monopole d'un petit nombre d'accapareurs, la multiplication des marchés et des marchands; aussi et comme conséquences a-t-on eu : un nivellement des approvisionnements et des prix.

De plus, sur ce marché, devenu général, on a établi un prix régulateur et impersonnel; régulateur, car il s'impose à toutes les transactions particulières; — impersonnel, car aucun des co-échangistes du blé, ne peut avoir d'influence considérable sur ce marché devenu universel. Ne pourrait-on pas, en ce qui concerne le travail, obtenir par la généralisation du marché des résultats aussi bienfaisants. C'est là, pour M. de Molinari, qu'il faut chercher la fin de la guerre entre le capital et le travail. L'ouvrier se sentant lésé dans le contrat de travail est pris d'un sentiment de haine pour l'entrepreneur car « si l'usure a généralement cessé de vicier le prêt du capital, elle a continué à vicier le prêt du travail » ; haine semblable autrefois à celle de l'usurier ou de l'accapareur. On a fixé un maximum pour le prêt à intérêt, on fixera un minimum de salaire. Et lorsque le taux du salaire sera fixé par le rapport des quantités offertes, il n'y aura plus de conflit.

L'extension des marchés pour les denrées, les capitaux, remarque M. de Molinari, a été la conséquence de la séparation entre le commerce et la production. C'est du jour où cette séparation a eu lieu que le commerce des grains et des capitaux s'est développé. Aujourd'hui cette séparation en ce qui concerne le travail n'est pas

encore arrivée, l'ouvrier est en même temps un producteur de travail et un marchand.

Or il peut être un bon producteur et un fort mauvais marchand : il faut donc le grand commerce comme intermédiaire. Ce rouage a commencé à paraître ; ce sont les bureaux de placement ; mais c'est un rouage encore fort grossier, et il est nécessaire d'unifier le marché. Que sera l'instrument ? Ce sera la société par actions, la forme qui fera pénétrer le capital dans l'industrie du travail.

Telles sont résumées les idées de M. de Molinari. Elles sont certes très intéressantes, mais bien plus en théorie, pensons-nous, qu'en pratique. D'ailleurs il y a des affirmations scabreuses. L'unification des marchés supprime la coalition dit-il ? mais les faits peuvent démentir ses affirmations : peut-être si le marché du travail se généralisait, les ouvriers auraient-ils à s'en plaindre ; car les patrons se coaliseraient et auraient le dernier mot. De plus, il assimile le travail, à une marchandise quelconque, or, la nature des choses est plus forte que toutes ces généralisations abstraites et ainsi que le disait A. Smith : « De toutes les espèces de bagages, l'homme est le plus difficile à transporter. » Ne vaudrait-il pas mieux rattacher l'homme au sol ? D'ailleurs, à un autre point de vue, l'association professionnelle n'aurait-elle pas tous les avantages de la société par actions ?

Ce n'est pas d'ailleurs dans cette voie que veulent

s'engager la plupart des réformateurs actuels. Ils ont un autre but. Presque tous voudraient supprimer les bureaux de placement autorisés, et ne maintenir que deux des institutions que nous avons examinées : le placement par les syndicats et bourses de travail et le placement municipal.

Depuis 1882, le Parlement a été saisi de différentes propositions relatives au placement, que nous allons successivement passer en revue.

La proposition de M. Clovis Hugues, tendant à l'abrogation du décret du 25 mars 1852, est la première en date. Cette proposition fut repoussée à la suite du rapport fait par Letellier au nom de la cinquième commission d'initiative parlementaire qui bien que partageant les sentiments de l'auteur, n'hésite pas à dire qu'il n'y avait pas lieu à l'accueillir. « Il y a certainement lieu de se préoccuper des abus qui ont été relevés et dénoncés par les protestations récentes des diverses chambres syndicales et par d'autres manifestations de l'opinion publique, comme aussi d'essayer d'y porter un remède sérieux, mais ne serait-ce pas aller à l'encontre même du but que l'on poursuit que de supprimer la réglementation qui existe, et qui toute défectueuse qu'elle peut être, éloigne les inconvénients graves qu'amènerait demain la licence. En abrogeant le décret de 1852, cette industrie souvent nuisible, dangereuse pour les intérêts d'une partie si intéressante

de la population, affranchie désormais, de tout contrôle, ferait plus de victimes encore » (1).

Sur le rapport de M. Rivet, une pétition déposée par M. Tony Revillon et par les députés de la Seine le 17 avril 1887, pétition visant la suppression des bureaux de placement fut renvoyée au ministre de l'intérieur, à fin de faire tenir la main à la stricte exécution des règlements en vigueur.

Dans la séance du 4 août 1887, la chambre des députés fut saisie d'une proposition de loi, de la part de MM. Camélinat, Planteau, Michelin, Basly, Antide Boyer, tendant à ce que le placement des employés et ouvriers, de toutes professions se fasse par l'entremise et les soins des chambres syndicales et sociétés ouvrières, ou par la Bourse du Travail et ses annexes. Dans les villes où n'existaient pas les institutions sus-énoncées, les municipalités devaient se charger du placements. Le placement devait être gratuit pour tous les emplois et dans toutes les professions. Le décret du 25 mars 1852, réglant les bureaux de placement était abrogé. Cette proposition fit l'objet d'un rapport, présenté par M. Fonbelle, au nom de la treizième commission d'initiative. « Les communes, si bien intentionnées qu'elles puissent être pour les ouvriers et les employés, ne pourront assumer la responsabilité d'un classement selon les aptitudes de chacun et

1. *J. O. doc. parl.* n° 1291, p. 2295. 7 août 1882.

de pourvoir au placement des travailleurs de toutes catégories ». A l'unanimité la commission d'initiative proposa de refuser le bénéfice de la prise en considération de cette proposition. La Chambre en décida ainsi (1).

MM. Mesureur et Millerand, déposèrent le 7 juillet 1888, une proposition de loi, qui mérite d'être citée (1).

« Art. 1. — A mesure que le placement gratuit sera  
« assuré par un bureau municipal ou par la Bourse du  
« Travail, le préfet de police à Paris, les maires dans  
« les départements, aviseront les directeurs de bureaux  
« de placement que, l'autorisation qui leur a été don-  
« née, en vertu du décret du 25 mars 1852, ne s'étend  
« plus aux ouvriers ou employés appartenant aux  
« professions pour lesquelles le placement gratuit est  
« ainsi acquis par le Bureau municipal ou la Bourse  
« du Travail. Les Bureaux de placement autorisés de-  
« vront se conformer à cette injonction dans le délai  
« de trois mois.

« Art. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne sont  
« pas applicables aux bureaux dans lesquels le place-  
« ment est gratuit. »

Ce que veulent MM. Mesureur et Millerand, ils prennent d'ailleurs le soin de le dire dans l'exposé de

1. J. O. 1887, 4 août (doc. parl., n° 1857 p. 920, séance 18 juin).

2. J. O. *Doc, parl.*, n° 2932. Séance 7 juillet 1888.

leurs motifs, c'est que la loi encourage la création des bourses de travail et l'ouverture de bureaux de placement gratuit, afin que les efforts et les sacrifices faits par les communes ne restent pas stériles. Le placement gratuit, organisé dans un local communal et dont l'administration est exercée par la commune ou placée sous son contrôle, et à la charge du budget municipal, constitue un véritable service public municipal. Pourquoi alors, dans ces conditions, laisser se perpétuer les abus inhérents aux bureaux de placements autorisés, et laisser une classe nombreuse de travailleurs intéressants entre tous, puisqu'ils sont sans travail et sans ressources, s'adresser à ces agences.

« Notre proposition de loi, n'a qu'un but, disent-ils, « assurer le placement gratuit des employés et des « ouvriers : nous comptons, pour y arriver, sur l'émulation de nos grandes villes qui toutes se préoccupent d'édifier des Bourses de Travail, ou d'ouvrir des « bureaux municipaux, sur l'initiative privée, sur les « sociétés professionnelles, chambres syndicales patronales, mixtes, ouvrières, les sociétés de secours mutuels, les associations, les sociétés de bienfaisance... »

Dans un rapport sommaire, M. Albert Ferry refusait de prendre en considération la proposition de loi de MM. Mesureur et Millerand, prétendant que la commission dont il était l'organe considérait cette proposition comme une atteinte au principe de liberté, et une véri-

table spoliation pour le citoyen qui aurait un bureau de placement (1).

Quelques mois plus tard, en juillet 1889, M. Chanson faisait à la Chambre un rapport au nom de la commission chargée d'examiner les propositions de loi : 1° de MM. Camélinat, etc., 2° la proposition de loi de MM. Mesureur et Millerand. Cette commission estime que le maintien du *statu quo* est impossible ; impossible aussi l'application des deux systèmes proposés. Et après avoir écarté les deux projets dans leur sens absolu, cette commission pense que la meilleure solution consiste à tenter le système de la liberté complète des bureaux de placements : liberté pour les syndicats ouvriers, patronaux ; liberté pour chacun d'établir un bureau de placement, moyennant la production d'un certificat net de son casier judiciaire (2).

La session extraordinaire de 1889, vit naître une nouvelle proposition de loi, qui fut présentée à la Chambre le 12 décembre 1889 par MM. Dumay, Joffrin, Moreau, Baulard et Maujan. Cette proposition demandait l'abrogation du décret du 25 mars 1852 et de l'ordonnance de police du 5 octobre de la même année. Le placement gratuit des employés et ouvriers de toutes professions et des deux sexes devait à l'avenir être fait par l'entremise des bourses de travail, des syndicats

1. *J. O. doc. parl.* n° 3603. Séance 14 mars 1889.

2. *J. O. doc. parl.* n° 3929. Séance du 11 juillet 1889.

ouvriers et groupés corporatifs et à leur défaut, par les municipalités (1).

Cinq jours plus tard, le 17 décembre 1889, MM. Mesureur et Millerand, reprenaient devant le parlement, la proposition de loi que nous avons examinée (2).

Le 30 janvier 1890, un rapport sommaire fait par M. Rabier, au nom de la première commission d'initiative parlementaire, venait proposer la prise en considération de la proposition de MM. Dumay, etc. (3).

Le même jour, M. Arnauld Dubois, dans un rapport sommaire, fait également au nom de la première commission d'initiative, demandait la prise en considération de la proposition de MM. Mesureur-Millerand (4). Les conclusions de la commission d'initiative furent adoptées par la Chambre le 4 février 1890.

Prises en considération, ces deux propositions devinrent l'objet d'une étude attentive de la part de la commission chargée de les examiner, et le 9 avril 1892, M. Arnauld Dubois, au nom de la commission, présentait un rapport à la chambre. Dans ce rapport fort long et très documenté, M. Dubois après avoir passé en revue les différents systèmes proposés, en

1. *J. off. doc. parl.*, n. 174. Séance du 12 déc. 1889.

2. *J. off. doc. parl.* n. 194. Séance du 17 déc. 1889.

3. *J. off. doc. parl.*, n. 309. Séance du 30 janvier 1898.

4. *J. O. doc. parl.*, n° 310. Séance du 30 janvier 1890.

arrive à nous dire que sa formule et celle de la commission est : « la liberté dans la gratuité ». Il ajoute : « en décrétant la gratuité ; nous n'avons pu songer un instant à abandonner l'ouvrier à lui-même ou à le condamner à l'obligation du syndicat. C'est pour-quoi nous avons pensé à une institution type et régulatrice, acceptée par tous, réclamée par tous, l'institution, à la mairie, du bureau municipal ».

Aussi M. Dubois, termine-t-il son rapport par une proposition de loi.

D'après l'article 1<sup>er</sup> de cette proposition : le placement des ouvriers et employés est libre et gratuit. De plus aucun bureau ne peut être établi dans des locaux commerciaux.

Par l'article 2, il est créé avec les soins des municipalités un service gratuit de placement ; suivant l'importance de la population, on établira soit un registre simplement pour les offres et demandes, soit s'il est besoin plusieurs bureaux. Les bureaux de placement privés devaient disparaître six mois après la promulgation de la loi (1).

Ce n'est que les 8 et 9 mai 1893 que fut discutée devant la chambre, la proposition Dubois. La discussion fut très vive et demanda deux séances. Nous ne voulons pas entrer dans les détails des argumentations. Nous constatons simplement que le renvoi à la commission fut ordonné.

1. *J. O. doc. parl.* n° 2067. Séance du 9 avril 1892.

Le 25 novembre 1893, au début de la nouvelle législature, le président de la Chambre, recevait une nouvelle proposition de loi, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, présentée par MM. Coutant, Toussaint et plusieurs de leur collègues (1). Elle tend à la suppression des bureaux actuels, en alléguant qu'il est injuste d'exonérer le patron du droit de placement et de le faire supporter entièrement par l'ouvrier qui ne possède rien.

Cette proposition n'est d'ailleurs que la copie de celle de M. Dumay : elle réserve le monopole du placement aux syndicats et aux bureaux municipaux. Le rapporteur M. Larôze, au nom de la première commission d'initiative, demanda la prise en considération de cette proposition dans le rapport sommaire qu'il déposa sur le bureau de la Chambre le 16 décembre 1893 (2).

Une autre proposition de loi sur le placement gratuit fut faite par M. Mesureur, le 5 mai 1894. D'après cette proposition (3), les bureaux de placement seraient momentanément maintenus ; le placement se ferait soit par les bureaux gratuits, soit par les bureaux autorisés. Les premiers ne pourraient être créés et administrés que par des syndicats, des associations en

1. *J. O. doc. parl.* n° 47. Séance du 25 nov. 1893.

2. *J. O. doc. parl.* n° 180, 16 déc. 1893.

3. *J. O. doc. parl.*, n° 601. Séance du 5 mai 1894.

un mot. Le placement gratuit ne serait pas permis aux particuliers. Le placeur pourrait voir son autorisation retirée lorsque le bureau gratuit pour ces ouvriers, aura un bon fonctionnement constaté par l'autorité municipale. Les placeurs auraient un délai de trois mois pour se conformer à cette injonction. De plus, M. Mesureur renforce le décret de 1852 : punition de 6 jours à 6 mois de prison pour le gérant ayant réclamé quoi que ce soit à l'ouvrier ou à l'employé. Ce sera l'employeur qui paiera le droit. Cette proposition fut renvoyée à la Commission du travail.

Georges Berry, déposa le 10 mai 1894, une proposition de loi, tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction (1). Il ne sera plus donné d'autorisation d'ouvrir de bureau de placement et toute transmission sera interdite soit à titre onéreux, soit à titre gratuit. La proposition fut renvoyée à la Commission du travail.

La commission du travail à laquelle avaient été renvoyées les propositions de MM. Coutant, Mesureur, et Berry, après les avoir examinées, chargea M. Georges Berry de présenter en son nom un rapport à la chambre. C'est à la deuxième séance du 13 décembre 1895 que ce rapport fut déposé (2). Dans ce rapport M. Berry passe en revue les principaux griefs adressés aux bu-

1. J. O. doc. parl., n° 620. Séance du 10 mai 1894.

2. J. O. Doc. parl. n° 1677. Séance du 13 déc. 1895.

reaux de placement payants et conclut en demandant d'accord avec la commission, la suppression des bureaux de placement établis par le décret de 1852.

« Partisan de la suppression des bureaux de placement, la commission du travail a cherché le moyen d'arriver à cette suppression, mais pas toutefois avant qu'une organisation suffisante pour les besoins de tous, les ait remplacés. Et alors elle a décidé qu'elle vous proposerait de donner cinq ans à cette organisation pour se produire et que par conséquent les bureaux de placement auraient encore cinq ans d'existence à partir de la promulgation de la loi ».

Puis, incidemment, M. Berry tranche la question fort délicate de l'indemnité réclamée le cas échéant par les placeurs dépossédés : « Ce droit à l'indemnité a été combattu et repoussé par la commission.

« Et cela avec juste raison puisque l'autorisation d'ouvrir un bureau de placement est donnée gratuitement et que celui qui, en dehors de l'administration, achète le droit de l'exploiter, a besoin d'être muni d'une nouvelle autorisation, tout comme s'il installait dans la ville un bureau nouveau. Ce qui prouve jusqu'à l'évidence que, la faculté d'exploitation prenant fin avec la cessation du commerce exploité par le bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci n'a aucun droit de transmission et par conséquent ne possède aucun recours contre l'administration qui a toujours le pouvoir de le déposséder ».

Ce rapport, comme conclusion, formule une proposition de loi aux termes de laquelle : les bureaux de placement sont supprimés sans indemnité dans un délai de cinq ans. Le placement gratuit est donné aux associations et de plus toutes les municipalités sont tenues d'ouvrir un registre aux demandes et aux offres de travail.

Le conseil supérieur du travail n'a pas été lui aussi sans se préoccuper de la question. Pour les orateurs qui prirent part à la discussion, le placement professionnel seul serait efficace ; et il leur paraissait impossible d'imposer aux municipalités l'obligation de créer des bureaux de placement.

La conclusion du conseil supérieur du travail se trouve résumée dans le rapport de M. Thévenet : « l'industrie des bureaux de placement doit être une industrie libre ». Il faut abroger le décret de 1852 qui exige l'autorisation préalable et demander à la police une surveillance plus active (1).

Le 16 mars 1897 un nouveau projet de loi sur le placement des ouvriers et employés, était présenté par MM. Boucher, Barthou et Darlan, ministres (2). Ce projet de loi vise un double but : « permettre aux ouvriers et employés de trouver facilement du travail » ou des emplois, et prévenir ou réprimer les abus

1. *Conseil supérieur du travail*, 1<sup>re</sup> session, fév. 1891, p. 139 à 150. Rapport de M. Thévenet.

2. *Journal officiel* doc. parl. n° 2345. Séance 16 mars 97.

« auxquels a donné malheureusement lieu l'exercice de  
« l'industrie du placement ».

Le projet s'efforce de favoriser la création de services de placement gratuit sans toutefois supprimer les bureaux payants. Les communes devront tenir un registre des offres et demandes. Les municipalités, bourses de travail, syndicats professionnels etc., sont dispensés de l'autorisation préalable, mais doivent faire une déclaration à la mairie. Les bureaux payants subsisteront, car indépendamment de la question d'indemnité qui serait difficile à résoudre, leur suppression favoriserait le développement des agences clandestines. Suppression du droit d'inscription et système des droits fixes ou seulement en cas de placement réellement effectué et ayant duré un certain délai; ces droits devront être acquittés moitié par le patron et moitié par la personne placée. Enfin les pénalités encourues sont renforcées.

Le même jour M. Guillemin présentait à la Chambre une proposition de loi sur le même sujet (1). A quelques détails près, cette proposition de loi est la répétition des mesures et dispositions prévues dans le projet de loi que nous venons d'examiner.

Ces deux projets se trouvaient en complète contradiction avec la proposition présentée au nom de la Commission du travail par M. Berry, rapporteur; aussi la lutte fut elle assez vive et par deux fois, la Chambre exprima la volonté de voir prendre par la

1. J. O. doc. parl. n° 2347, séance du 16 mars 97.

Commission le temps de rédiger une nouvelle proposition ne comportant plus la suppression des bureaux de placement autorisés.

La Commission fut ainsi amenée à modifier ses conclusions premières. Un premier rapport supplémentaire (1) de M. Georges Berry, prévoyait l'organisation des bureaux de placement gratuits avant de proposer la suppression dans un délai de cinq ans des bureaux de placement.

Mais la Chambre ayant manifesté, dans la séance du 19 mars 1897 sa ferme résolution de maintenir l'existence des bureaux de placement payants, la Commission fut amenée à nouveau à modifier son texte primitif à la suite de l'amendement de M. Guillemin; et M. Georges Berry, à la date du 24 mars 1897, présenta un deuxième rapport supplémentaire (2).

Cette fois le projet de la Commission assure le placement des employés et ouvriers par les bureaux gratuits et les bureaux payants. C'est en grande partie la reproduction du projet du gouvernement; sauf sur quelques points. C'est ainsi que le projet de la Commission impose au conseil municipal un rapport trimestriel sur les bureaux de placement de la commune. De plus le projet de la Commission accorde aux municipalités ayant fait de grosses dépenses pour

1. *J. O. doc. parl.* n° 2351, séance du 18 mars 97.

2. *J. O. doc. parl.* n° 2364, séance du 24 mars 97.

l'organisation de leur placement gratuit, le droit de supprimer les bureaux payants. De plus, le versement de toute avance est interdit au placeur.

Ce texte fut encore remanié au cours de la discussion qui suivit et le 9 avril 1897, la Chambre adopta le projet de loi qui fut déposé sur le bureau du Sénat le 20 mai de la même année (1).

Le 20 décembre 1897, M. Lourties, déposait sur la tribune du Sénat, un rapport qu'il présentait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, sur le placement des ouvriers et employés (2).

A ce projet de loi adopté par la Chambre des Députés et dont nous avons vu les grandes lignes, la Commission du Sénat a apporté quelques modifications.

D'après l'article 7 voté par la chambre des Députés ; pouvaient être autorisés à tenir un bureau de placement, ceux-là seuls jouissant de leurs droits civils et politiques. Les femmes ne possédant pas les droits politiques se trouvaient ainsi implicitement écartées. La Commission du Sénat a estimé que telle n'était pas la pensée de la Chambre, attendu qu'un grand nombre de bureaux sont tenus par des femmes très respectables, qui rendent d'ailleurs d'importants services ;

1. *J. O. doc. parl.* Sénat, n131. Séance du 20 mai 97.

2. *J. O. doc. parl.* Sénat, n° 68, séance du 10 déc. 97 session extraordinaire,

aussi a-t-elle modifié le texte, ajoutant que « *L'autorisation spéciale serait accordée à toute personne majeure de l'un ou l'autre sexe, d'une moralité reconnue. Les femmes devront jouir de leurs droits civils et les hommes de leurs droits civils et politiques* ».

Le second paragraphe de l'article 9 du projet voté par la Chambre disait : « A partir de la promulgation de la présente loi, les placeurs ne pourront plus faire les ventes des fonds de commerce ». La Commission a voté la suppression de ce paragraphe, sous le prétexte que dans l'enquête de 1891-1892, elle n'a pas trouvé des raisons suffisantes pour porter une atteinte aussi grave au principe de la liberté commerciale.

A l'article 10 du projet voté par la chambre et ainsi conçu :

« La perception d'un droit d'inscription préalable et le versement de toute avance sont interdits. Les droits de placement sont fixés par profession et acquittés moitié par le patron et moitié par la personne placée ».

La Commission du Sénat a substitué le texte suivant.

« La perception d'un droit d'inscription préalable est interdite. Le versement d'une avance dont le maximum est fixé par l'autorité municipale peut être fait, à titre de dépôt remboursable en cas de

« *non-placement*. Les droits de placement sont fixés  
« par profession et acquittés moitié par le patron et  
« moitié par la personne placée. *Les agences de pla-*  
« *cement par publicité sont interdites* ».

Voici les raisons de cette transformation.

Le versement d'une avance dont le maximum est fixé par l'autorité municipale, et remboursable en cas de non placement, est un moyen pour le placeur de s'assurer de la réponse faite à l'ouvrier par le patron à qui il a été adressé.

Quant à l'interdiction des agences de placement par publicité elle a été décidée, au nom de la morale publique en présence des faits relatifs à l'exploitation des quémandeurs de places, faits si nombreux et si scandaleux dans les agences de publicité.

Le Sénat discuta le projet voté par la Chambre et modifié par la Commission dans les séances des 28 janvier 1898 en première délibération et 18 et 19 février 1898 en deuxième délibération. La discussion y fut très mouvementée et si le plus grand nombre des articles furent votés, quelques-uns ne reçurent pas la sanction du Sénat, ou furent modifiés.

A la date du 7 mars 1898, le projet de loi sur le placement des ouvriers adopté par la chambre des députés et adopté avec modifications par la Sénat, fut présenté à la Chambre par MM. Boucher, Barthou, Milliard, ministres (1).

1. *J. O. doc parl.* 3105. Chambre. Séance du 7 mars 1898.

Ce projet de loi donna lieu à un rapport qui fut fait à la Chambre le 1<sup>er</sup> avril 1898, par M. Guillemin, au nom de la commission du travail chargée d'examiner le projet. Parmi les modifications faites par le Sénat, au projet voté par la Chambre des députés, il faut noter : la suppression de la disposition par laquelle les droits de placement étaient acquittés moitié par le patron et moitié par l'ouvrier. De plus, l'autorité municipale reste chargée d'établir les tarifs sans approbation du préfet ; et en cas de désaccord sur ces tarifs et l'application de ces tarifs, c'est le préfet qui devra statuer.

La Chambre n'a pas encore été appelée à se prononcer sur ce projet de loi. Toutefois nous espérons que cette nouvelle législature lui donnera force de loi. Voici ce projet.

Art. 1<sup>er</sup>. — Le placement des ouvriers et employés des deux sexes est assuré :

- 1<sup>o</sup> Par les bureaux de placement gratuits ;
- 2<sup>o</sup> Par les bureaux de placement payants.

#### TITRE I<sup>er</sup>. — *Bureaux gratuits.*

Art. 2. — Ne sont soumis à aucune autorisation les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, par les syndicats professionnels ouvriers, patronaux, mixtes, les bourses de travail, les compa-

gnonnages, les sociétés de secours mutuels, les associations charitables et les sociétés de bienfaisance.

Art. 3. — Les bureaux de placement gratuits énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.

Art. 4. — Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois, sera ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public.

Dans toutes les communes ayant plus de 30.000 habitants la mairie sera tenue d'établir un bureau de placement gratuit.

Art. 5. — Sont exemptées du droit de timbre les affiches imprimées ou non concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emplois et apposées soit par les bureaux de placements gratuits, soit par les intéressés.

Art. 6. — Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un employé ou ouvrier sera puni des peines prévues à l'art. 14 ci-dessous.

TITRE I. — *Bureaux de placement payants.*

Art. 7. — Nul ne pourra tenir un bureau de placement payant sous quelque titre et pour quelques professions que ce soit, sans une autorisation spéciale, délivrée par l'autorisation municipale. Elle sera accordée à toute personne majeure de l'un ou l'autre sexe, d'une moralité reconnue. Les femmes devront jouir de leurs droits civils, les hommes de leurs droits civils et politiques.

Les possesseurs actuels de bureaux de placement ont un délai de trois mois pour demander la dite autorisation.

Art. 8. — L'autorité municipale surveille les bureaux de placement afin d'y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet et règle le tarif des droits qui pourront y être perçus.

Elle est tenue de communiquer au Conseil municipal un rapport annuel sur le fonctionnement de ces bureaux de placement, le rapport sera envoyé au ministre du Commerce et de l'Industrie.

Art. 9. — Aucun hôtelier, logeur, restaurateur, ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.

Art. 10. — La perception d'un droit d'inscription

préalable est interdite. Le versement d'une avance dont le maximum est fixé par l'autorité municipale peut être fait, à titre de dépôt remboursable en cas de non placement.

Les droits de placement sont fixés par profession.

Art. 11. — Les droits de placement ne sont dus qu'après un placement réellement effectué et qui aura duré, pour chaque profession et suivant l'usage des localités, un temps déterminé par l'autorité municipale.

Article 12. — Les tarifs et l'arrêté d'autorisation de chaque bureau sont affichés ostensiblement dans le local du dit bureau, ainsi que la présente loi.

La mairie de chaque localité dresse et fait afficher un tableau des tarifs des différents bureaux de placement.

### TITRE III. — *Pénalités.*

Article 13. — Toute offre moyennant rétribution d'un emploi imaginaire, faite sous quelque forme que ce soit, toute manœuvre d'un placeur ayant pour but de faire perdre à l'employé la place qu'il lui aurait procurée, seront punies des peines portées à l'article 405 du Code Pénal.

Tout placeur qui se sera entremis pour adresser des personnes en quête d'emploi, même majeures, à des maisons de débauche sera puni des peines portées à l'article 334 du Code Pénal.

Article 14. — Toute infraction aux articles 7, 9, 10, et 11, ainsi qu'aux règlements faits en vertu de l'article 8, sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum de l'une des deux peines sera toujours appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcée contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction à la présente loi.

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits imputés au gérant.

Les tribunaux pourront ordonner que les jugements de condamnation, prononcés par application, de cet article et de l'article, 13, soient, par extraits ou littéralement, publiés dans les journaux qu'ils désigneront ou affichés aux portes du bureau de placement et de la mairie, et ce toujours aux frais du condamné.

Art. 15 — L'art. 463 du Code Pénal est applicable aux instructions prévues à la présente loi.

Art. 16. — L'autorité municipale peut retirer l'au-  
orisation :

1° aux individus qui auraient encouru ou viendraient à encourir l'une des condamnations prévues par l'art. 15, page 1, 3, 4, 5, 6, 14, et 15, et par l'art. 16 du décret du 2 février 1852 ;

2° A ceux qui seraient condamnés à l'emprisonne-

ment ou au maximum de l'amende pour infraction à la présente loi.

Art. 17. — Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le préfet de police pour Paris, et le ressort de sa préfecture ; par le préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

Art. 18. — Les règlements émanés de l'autorité municipale, en vertu des dispositions qui précèdent, ne sont exécutoires qu'après l'approbation du préfet. Il en est de même des autorisations, des retraits d'autorisation et des fermetures des bureaux, par application de l'art. 16.

En cas de refus d'autorisation par le maire, ou a défaut de réponse de celui-ci dans le mois qui suivra, la demande d'autorisation pourra être accordée par le préfet, sur la réclamation de l'intéressé.

En cas de désaccord sur les tarifs et sur l'application de ces tarifs, la fixation appartiendra au préfet, qui statuera dans le délai d'un mois.

Art. 19. — Il n'est pas dérogé par la présente loi, aux lois et règlements concernant les bureaux de placements des nourrices.

Art. 20. — Sont et demeurent abrogés le décret du 5 mars 1852 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Il y a quelques jours à peine à la date du 8 novembre dernier, MM. Coutant, Chauvière, et quelques uns de leurs collègues ont déposé une nouvelle proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers, dans laquelle ils demandent l'abrogation du décret du 25 mars 1852 et de l'ordonnance de police du 5 octobre de la même année. Ils veulent le placement gratuit uniquement exercé par l'entremise des Bourses du Travail, des syndicats ouvriers, groupes corporatifs et par les municipalités.

Telles sont brièvement résumées, les différentes propositions de loi que l'on a jusqu'à ce jour, mises en avant, dans le but d'améliorer la situation de l'ouvrier au point de vue de la recherche du travail.

Les efforts tentés n'ont encore donné aucun résultat sérieux. Nous avons le ferme espoir que la nouvelle législature donnera enfin satisfaction aux desiderata des travailleurs.

Sagement pondérée, que cette loi tant attendue par la classe ouvrière, vienne enfin, facilitant les rapports entre l'offre et la demande de travail, concilier les intérêts des patrons et les ouvriers, et porter l'apaisement dans les esprits que procupe si justement à notre époque l'étude des réformes sociales.

## TROISIÈME PARTIE

### Législation Etrangère.

Cette étude de la question du placement, nous semblerait incomplète, si dans un chapitre spécial, nous n'examinions quelle organisation a été donnée à l'embauchage des travailleurs dans les autres États.

Peut être, trouverons nous dans ces pays, des institutions particulières sur lesquelles, la France pourrait prendre modèle; en tous les cas, l'aperçu des qualités et des défauts de ces différents systèmes, ainsi que de leurs résultats nous aidera à discerner quelle est la meilleure organisation possible du placement en France.

## LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

Angleterre. — Allemagne. — Autriche. — Bavière. — Belgique.  
— Danemark. — Etats-Unis. — Grèce. — Hollande. — Luxembourg. — Portugal. — Russie et Serbie. — Suède et Norvège.  
— Suisse.

### ANGLETERRE.

Il n'existe pas, en Angleterre, de lois spéciales ou générales réglementant le placement des ouvriers et employés. L'embauchage direct ou personnel est le mode le plus souvent usité : l'employeur et l'employé débattent entre eux les conditions du contrat de louage.

Toutefois pour les domestiques, on rencontre un assez grand nombre de bureaux d'inscription appelés *Registry offices*, véritables intermédiaires entre l'office et la demande de travail.

Quelques journaux publient des listes détaillées, des offres ainsi que des demandes de travail, et aident ainsi moyennant finances, à l'embauchage.

Il est des sociétés philanthropiques qui cherchent à

faciliter gratuitement la recherche du travail, et placent en particulier les ouvriers des campagnes.

On cite un district de Londres, où la municipalité, celle de « *Chelsea* » a ouvert un bureau gratuit de placement.

Ce qui est plus intéressant pour nous, c'est l'action des « *Trades Unions* » en matière de placement. Les ouvriers sont ordinairement placés par l'intermédiaire des *Trades Unions* auxquelles ils appartiennent.

Depuis quelques années il est donné de constater que le nombre des unions va sans cesse grandissant, ainsi que le nombre des unionistes ; il est à noter cependant que le nombre des unionistes sur lesquels on a des indications n'a pas augmenté dans la même proportion que celui des *Trades Unions*.

En 1892, on comptait 1.184 T. U., comprenant dans leur ensemble 1:461.800 membres, dont 913.759 étaient fournis par les 100 principales *Trades Unions*.

En 1893: 1.239 T. U. 1.453.892 membres dont 917.496 dans 100 *Trades Unions*.

En 1894: 1.285 T. U. 1.429.941 membres dont 931.440 dans 100 *Trades Unions*.

En 1895: 1.316 T. U. 1.397.887 membres dont 921.686 dans 100 *Trades Unions*.

En 1896: 1.330 T. U. 1.487.562 membres dont 966.953 dans 100 *Trades Unions*.

Parmi les *Trades Unions*, le plus grand nombre sont de formation relativement récente, avec un âge moyen

de 18 ans. Mais les Unions à gros effectif, 698 avec 1.099.594 membres ont été fondées entre 1850 et 1859; 514 Unions avec 170.523 membres sont postérieures à 1889 et 118 Sociétés avec 217.445 associés ont été créés avant 1850 (1).

Si les Trades Unions ne groupent qu'une partie relativement faible d'ouvriers, leurs succès ne mettent que mieux en lumière leur réelle valeur; car l'amélioration de la condition des ouvriers au point de vue des salaires et de la durée du travail, est due en très grande partie aux efforts des Unions.

Les Trades Unions viennent en général en aide à ceux de leurs membres qui n'ont pas de travail. Un grand nombre d'entre elles ont institué des caisses de chômage. C'est d'ailleurs la principale institution de prévoyance qui distingue les Trades Unions des autres sociétés de prévoyance et qui les rend uniques au milieu des autres associations. Cette caisse que les ouvriers désignent sous le nom de « *Donation benefit* » remonte à une date très peu éloignée quoique les registres des fondateurs en fassent mention de son existence à partir de 1830, année durant laquelle les membres sans travail touchèrent des indemnités s'élevant à près de 366 liv. st. (2).

1. B. O. T. février 1893, p. 139.

2. Georges Howel. *Le passé et l'avenir des Trades Unions*. Guillaumin, 1892.

Ce secours aux membres en chômage fut d'abord donné sous forme de secours de route, ou suivant l'expression vulgaire : « *Tramp benefit* ». L'adhérent venait *retirer ses carts* et allait chercher du travail dans les pays où il croyait avoir chance d'être embauché; ce système a disparu presque complètement. Toutefois le secours de route est encore la seule forme d'assistance donnée aux membres en chômage dans beaucoup d'unions. Les trades d'unions distribuent encore d'autres secours et sous d'autres formes, mais nous n'avons pas à entrer dans tous ces détails.

Ce qui ressort très clairement pour nous, c'est que les Trades-Unions subviennent aux besoins de leurs membres qui n'ont pas de travail, et cela de deux manières : soit directement, soit indirectement. Elles accordent en effet à leurs membres un secours hebdomadaire qui leur permettra, le travail cessant, d'échapper à la misère. Cette allocation régulière maintient en effet, le foyer et, sauvegarde l'indépendance du travailleur, car elle lui permettra de se mieux placer, n'étant plus obligé de subir les conditions imposées par la pression de la faim.

Il n'est pas humilié de recevoir de l'argent d'une caisse qui lui appartient légitimement, puisqu'il a concouru à sa création et à son accumulation.

En 1891 : 202 Trades-Union comprenant 683.102 membres avaient donné ainsi 222,038 livres sterling. Les dépenses faites en faveur des membres en chômage

ou en *donation benefit* varient suivant les Unions, et ce secours n'est d'ailleurs payé que pour un temps limité. A mesure que le chômage augmente, le secours diminue. C'est ainsi que les charpentiers touchent 10 shellings par semaine pendant 12 semaines; ensuite le secours est réduit à 6 shellings pendant 12 autres semaines; et à la suite de cette nouvelle période, il y a une nouvelle réduction. Les Trades-Unions accordent aussi des secours de ménage: 1 shelling 1/2 par jour.

Enfin ces mêmes Trades-Unions s'occupent aussi de chercher du travail pour leurs membres en chômage. Quelques unes et entre autres celle des boulangers de Dublin, défendent à leurs membres de chercher du travail en dehors de leur union. Les secrétaires de chaque branche sont tenus de dresser périodiquement les conditions du marché local: places libres et ouvriers inoccupés. Parfois elles accordent une prime de 6 pence à tout ouvrier qui a fait placer un camarade.

En 1895, les dépenses annuelles faites par les 100 principales Trades-Unions ont été pour la caisse de chômage de :

11.051.782 fr. 30 centimes; et les autres secours et allocations ont atteint le chiffre de 1.256.334 fr. 30 centimes.

En 1896, la caisse de chômage a dépensé : 7.194.685 fr. 94 centimes et les autres secours ou allocations : 1.631.254 fr. 82 centimes.

C'est par l'intermédiaire des Trades-Unions que se font presque tous les engagements pour les ouvriers. Néanmoins quelques journaux (*le Weekly-Star*) publient gratuitement depuis quelques années, des listes de renseignements sur les situations vacantes et les ouvriers cherchant du travail (1).

Les marins, eux-mêmes, trouvent dans la *Shipping Fédération*, une association d'armateurs qui facilitent l'embauchage à ses membres. Dans chaque port existe un office du Board of trade, où maître et employé doivent constater par écrit le contrat d'embauchage intervenu entre eux.

#### ALLEMAGNE.

Il semble qu'en ce pays le placement soit depuis longtemps fait surtout par la recherche personnelle du travail : par ce que l'on appelle « le tour d'Allemagne » ou « trimard ». A ce point de vue, on oppose souvent la race latine à la race germanique. Car les deux races seraient attaquées par deux fléaux différents :

Pour les latins, les bureaux de placement, et pour la Germanie, le vagabondage.

Aussi depuis fort longtemps la question du placement

1. Office de travail. *Le Placement*, p. 684.

préoccupe-telle ceux qui souffrent du vagabondage et de la mendicité. Les autorités publiques, aussi bien que les sociétés privées sont intervenues pour créer des œuvres philanthropiques d'assistance, c'est ainsi qu'à Dresde, on trouve une société d'assistance pour les pauvres, qui s'occupe du placement. A Leipsick, en 1884, l'autorité municipale se chargea du placement. On en est arrivé ainsi à penser que l'institution du placement serait peut-être le meilleur remède au fléau du vagabondage.

Ces premières œuvres charitables de placement très nombreuses encore aujourd'hui, sont restées renfermées en fait dans un domaine assez étroit. Presque partout le placement s'est restreint aux femmes, les hommes paraissant avoir un très grand préjugé contre les bureaux : D'où formation d'institutions de placement nouvelles, dont le but est encore la charité, mais qui sont indépendantes, séparées des sociétés philanthropiques d'intérêt général.

La première a été créée à Stuttgart en 1865. Trois sociétés philanthropiques se sont réunies pour faire du placement : société pour l'encouragement du commerce et de l'industrie ; société pour les progrès de l'ouvrier ; société pour le bien-être des classes pauvres. D'après cette institution de 1865, un droit d'inscription est perçu ; droit qui est remboursé intégralement lorsque l'ouvrier n'est pas placé et qui est acquitté par le maître quand l'ouvrier est placé.

D'autres bureaux se sont fondés depuis, à Berlin et dans un très grand nombre de villes d'Allemagne : on en trouve aussi en Autriche, à Prague, à Vienne ; et en Belgique : à Gand, à Bruxelles, à Liège, ici l'institution a pris le nom de Bourse du travail, mais elle n'est pas dans la main des ouvriers comme la bourse du travail en France.

Ces institutions sont ouvertes aux ouvriers des deux sexes et aussi aux domestiques. Presque partout le placement est légèrement rétribué, ou par les patrons ou par les ouvriers, mais cette rétribution est insuffisante à combler les frais ; d'où nécessité d'une subvention.

En Allemagne comme en France, il existe des institutions patronales ou ouvrières s'occupant des placements dans les industries où les corporations sont organisées. Il ne semble pas que les résultats en soient excellents. Cependant il est certaines associations patronales qui ont encore ce monopole, mais cela ne se rencontre que dans les industries où l'ouvrier est nourri et logé : boulangers et bouchers.

Il y a encore, comme en France, de très nombreux bureaux de placement privés. A Stuttgart il y en avait 74 en 1892. Ces bureaux s'occupent comme chez nous du placement des domestiques, garçons de café, garçons de restaurant. Malgré une certaine surveillance à laquelle ils sont soumis, ces bureaux de placement

privés paraissent donner lieu à des plaintes nombreuses.

L'embauchage direct, personnel, est évidemment très répandu, et beaucoup de placements se font par relations.

Souvent aussi le patron va chercher ses ouvriers dans certaines auberges particulières à telle corporation ou tel corps de métier, où les ouvriers de la profession vivent et se réunissent. C'est l'hôtellerie ou *Heberge*.

Pour les marins de commerce, c'est un intermédiaire appelé « *Base* » qui compose les équipages dont les capitaines ont besoin.

Le placement par publicité est également pratiqué par quelques journaux.

Ces organisations de placement sont très nombreuses, et cependant elles demeurent très insuffisantes et ne font pas cesser le vagabondage en Allemagne. C'est pour remédier à tous ces inconvénients que depuis plusieurs années on essaye une organisation nouvelle. Le mouvement est parti de Stuttgart et après s'être propagé par le Wurtemberg, dans l'Allemagne du Sud, il s'est étendu à toute l'Allemagne.

Les bureaux municipaux : tel est le système que l'on préconise et que l'on crée. Ce mouvement présente des caractères particuliers, car il se rattache de très près aux conseils de prud'hommes allemands. Créés par la loi du 29 juillet 1890, ces conseils, se rapprochent par des côtés importants, de nos conseils de

prud'hommes français; surtout par ce fait qu'ils comprennent comme les nôtres une égale représentation élue de patrons et d'ouvriers. Il existe toutefois entre eux des différences profondes, dont voici, à notre avis, les plus intéressantes.

Les membres ouvriers et patrons ne composent pas à eux seuls le tribunal. C'est tour à tour un ouvrier ou un patron qui, en France est président ou vice-président; tandis qu'en Allemagne le président est pris en dehors des patrons et ouvriers. En outre il faut, que la création du conseil des prud'hommes allemands soit arrêtée par la commune : l'arrêté indique dans quelles industries le conseil exercera sa juridiction. Si l'autorité communale refuse la création du conseil des prud'hommes, l'autorité provinciale peut sur la demande des ouvriers la créer. C'est l'autorité communale qui nomme le président et le vice-président.

Les conseils de prud'hommes, en France, sont surtout des tribunaux : Ils peuvent faire de la conciliation, mais ce sont de véritables tribunaux et uniquement des tribunaux. En Allemagne au contraire la loi de 1890 veut que, à côté du rôle judiciaire, ils puissent jouer un rôle de conciliation et d'arbitrage, notamment en cas de grève. Il faut évidemment pour cela que les ouvriers et les patrons s'adressent à lui. Il est juste de remarquer toutefois, qu'aucune sanction n'a été prévue à cela, de sorte qu'en Allemagne comme en France, la conciliation et l'arbitrage restent facultatifs.

Les conseils des prud'hommes Allemands sont des institutions municipales ; elles comprennent plusieurs membres nommés par la municipalité, c'est là d'ailleurs le point de départ du projet d'un bureau de placement municipal élaboré par le conseil de prud'homme de Stuttgart. Dans un mémoire très intéressant fait sur la question en juillet 1893, se trouvent indiqués les motifs impérieux de l'organisation d'un bureau de placement municipal. L'auteur constate que la plus grande quantité des placements sont obtenus soit à l'aide de la recherche personnelle, soit à l'aide des bureaux commerciaux ; mais ajoute-t-il ces deux procédés sont dommageables. D'après lui, il serait nécessaire que dans chaque ville il y eut un bureau concentrant le placement pour les domestiques et les employés ; mais ce placement ne devrait pas avoir un caractère charitable, car il serait trop restreint. Ce placement devrait être créé sous la surveillance des magistrats municipaux et comprendre une représentation authentique des deux éléments : pour cela il faut choisir parmi les assesseurs ouvriers et les assesseurs patrons des conseils de prud'hommes, un comité directeur du bureau de placement.

Ces bureaux municipaux sont entrés en activité, et ont déjà donné quelques résultats. Le consul de France à Stuttgart a signalé dans cette ville la création d'un bureau municipal de placement gratuit qui a commencé à fonctionner le 1<sup>er</sup> juillet 1895. Le comité cons-

titué, ainsi que nous venons de le dire est présidé par le président du conseil des prud'hommes. Dans la première année de sacréation, ce bureau municipal allemand a pu satisfaire à 55 0/0 des demandes, et en 1896 il est parvenu au chiffre de 73 0/0.

C'est sur le même modèle que fut ouvert le 1<sup>er</sup> novembre 1895, à Munich, un bureau municipal de placement. Dans son premier mois d'existence ce bureau a reçu 5.621 demandes et 1.230 offres d'emploi. 878 travailleurs furent placés par ses soins. Afin de donner un aperçu du placement en Prusse, nous empruntons au *Bulletin de l'Office du Travail*, les résultats obtenus en 1894 par les diverses institutions de placement (1).

|                              | Demandes | Offres  | Placements |
|------------------------------|----------|---------|------------|
| Bureaux privés. . . . .      | 535.020  | 481.358 | 381.203    |
| Corporations . . . . .       | 121.342  | 54.614  | 47.093     |
| Syndicats patronaux . . . .  | 34.873   | 17.400  | 16.910     |
| » agricoles. . . . .         | 3.759    | 2.612   | 1.629      |
| » ouvriers . . . . .         | 76.046   | 32.968  | 26 760     |
| » mixtes . . . . .           | 58.584   | 33.153  | 23.129     |
| Unions catholiques. . . . .  | 24.075   | 20.820  | 11.140     |
| » évangéliques . . . . .     | 155.366  | 46.870  | 30.932     |
| » religieuses diverses.      | 26.767   | 9.895   | 3.563      |
| Sociétés de bienfaisance . . | 134.081  | 49.574  | 35.272     |

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, mai. 1895, p. 306.

|                                     |           |         |         |
|-------------------------------------|-----------|---------|---------|
| Administrations communales. . . . . | 10.992    | 4.095   | 3.523   |
| Unions de district . . . . .        | 36.865    | 8.259   | 5.180   |
| Asiles privés. . . . .              | 6.221     | 2.572   | 1.384   |
| Totaux . . . . .                    | 4.217.981 | 764.190 | 587.721 |

Les progrès du placement semblent s'accroître dans toute l'Allemagne. A Brême, le placement syndical s'est amélioré d'une façon très notable de 1894 à 1895.

C'est ainsi qu'on compte :

|                                                            |  |  |  |  |
|------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| Maçons et charpentiers : 220 plac. sur 1.474 dem. en 1894  |  |  |  |  |
| et 466 — 1.731 — 1895                                      |  |  |  |  |
| Menuisiers et ébénistes : 593 plac. sur 3.098 dem. en 1894 |  |  |  |  |
| et 736 — 3.136 — 1895                                      |  |  |  |  |
| Serruriers et forgerons : 182 plac. sur 3.985 dem. en 1894 |  |  |  |  |
| et 431 — 3.537 — 1895                                      |  |  |  |  |
| Peintres et vitriers : 100 plac. sur 812 dem. en 1894      |  |  |  |  |
| et 130 — 699 — 1895                                        |  |  |  |  |
| Bouchers : 265 plac. sur 959 dem. en 1894                  |  |  |  |  |
| et 267 — 958 — 1895                                        |  |  |  |  |

Un très grand nombre de villes allemandes ont maintenant des bureaux de placement municipaux qui sont intimement rattachés aux conseils des prud'hommes, partout où ils existent. Ces créations ont été l'objet de très grandes faveurs de la part du gouvernement.

Le ministère Wurtembergeois demanda à l'office central pour l'industrie et le commerce, des indications pour hâter les progrès du placement. Il lui fut répondu qu'il fallait créer des bureaux municipaux. Peu de mois plus tard, le ministère Bavarois, en septembre 1894, invita toutes les villes ayant plus de 10.000 habitants, à organiser des bureaux de placement municipaux. Le ministère a prévu l'établissement possible d'une fédération entre tous les bureaux : elle aurait pour effet de mettre plus facilement en rapport les offres et les demandes. Enfin à l'époque de la libération militaire, elle pourrait se mettre en rapport avec les corps de troupe.

Un commencement d'application semble avoir lieu dans le Wurtemberg : les villes principales de ce duché, reliées par téléphone, échangent chaque semaine la statistique des offres et des demandes de travail. Pendant l'année 1896, les bureaux publics de placement ouverts par les municipalités ont reçu : 34.855 offres d'emploi et 50.150 demandes de travail ; sur lesquelles 20.306 placements ont été effectués, dont 15.056 concernaient des hommes et 5.250 des femmes (1).

On a reproché à cette organisation la raideur de l'administration. C'est inexact : Ainsi le bureau de Stuttgart se montre très souple. Il s'est mis en rapport avec les journaux de la localité où il fait paraître

1. *B. de l'Of. du T.*, mars 1897.

de très fréquentes annonces. De plus il a voulu aller directement à la recherche de la clientèle, et pour cela il adresse des circulaires à toutes les maisons industrielles et commerciales. Le téléphone relie le bureau de Stuttgart au bureau du conseil des prud'hommes et à tous les industriels importants et ceux-ci s'en servent pour demander des ouvriers ou des employés.

Etant donné le caractère de ce mode de placement, une question très délicate et fort intéressante peut se poser.

Quelle sera l'attitude d'un office de placement municipal en cas de grève ou d'expulsion d'un ouvrier par le patron ?

D'un côté, l'impartialité sera violée contre les ouvriers en cas de grève. D'un autre côté, l'impartialité sera violée contre les patrons en cas d'expulsion. La question est très controversée.

Il est permis de concevoir en Allemagne une solution toute particulière et fort curieuse.

En Allemagne, les conseils de prud'homme ne sont pas simplement des tribunaux contentieux comme les nôtres ; ils peuvent s'ériger en conseil de conciliation et d'arbitrage. Il serait donc possible de subordonner la décision de l'office du placement en cas de grève, et la continuation de l'office en faveur de l'une des parties, à l'acceptation par cette partie de l'arbitrage, et à sa soumission à la décision arbitrale rendue.

Le président du bureau de Stuttgard prévoyait cette situation quand il disait dans son mémoire : les conseils de prud'hommes seront rarement appelés pour arbitrage parce qu'il n'existe aucune sanction. Et ici il y en aurait une : le bureau retirerait son service à ceux qui ne se seraient pas conformés à sa décision arbitrale.

Cette solution paraît s'introduire. Dans sa ville de Plauen, il s'est fondé un bureau de placement par associations de patrons pour la broderie et les dentelles, où on prévoit dans le règlement l'hypothèse de la grève ou de l'expulsion. En principe le bureau devra cesser son fonctionnement, mais si les parties font appel à l'arbitrage, le bureau continuera son office à la partie qui l'aura accepté.

#### AUTRICHE.

C'est à l'initiative privée que sont dues en Autriche, presque toutes les institutions de placement. Le système d'embauchage y est peu développé. On y rencontre cependant quelques bureaux de placement assez semblable à ceux que nous avons en France ; les syndicats professionnels (*gewerbegenossenschaften*) s'emploient également à faciliter les rapports entre l'offre et la demande de travail : mais le mode de placement le plus universellement usité est sans conteste celui de la recherche personnelle.

Cette recherche personnelle, ce placement direct est surtout employé dans la grande industrie, dans les travaux de constructions (chemins de fer, canaux), mais il revêt un caractère particulier car ce sont les contremaîtres qui embauchent, et les ouvriers embauchés doivent payer à cet intermédiaire, une prime assez forte sur leur salaire. C'est là évidemment une atteinte au travail de l'ouvrier qui devient tributaire du contremaître tant qu'il ne peut s'acquitter ; aussi les inspecteurs de l'industrie, ont-ils eu souvent à signaler ces abus, que viennent sanctionner des peines sévères quand on parvient à les découvrir.

L'autriche, nous venons de le dire possède des bureaux de placement. Ces bureaux sont réglementés par une ordonnance ministérielle du 28 février 1863. Cette législation plus rigoureuse que la nôtre car elle s'est inspirée de notre décret du 25 mars 1852 soumet à une autorisation préalable tous ceux qui veulent fournir à d'autres un emploi ou du travail. De plus elle décide que :

« L'autorisation d'ouvrir des agences de placement privées doit être restreinte à des cas exceptionnellement nécessaires ». Cette autorisation difficilement accordée, dépendra du gouverneur de la province (statthalter) qui en examinera la nécessité en ayant égard au nombre d'agences publiques et privées existant déjà dans la circonscription. Si l'autorisation est accordée, elle sera restrictive et ne portera que sur une

sorte de placement soigneusement déterminé : sur un métier particulier. Ces bureaux de placement, ainsi organisés sont soumis à un contrôle sévère, aussi les plaintes sont elles rares. Les résultats obtenus par ce procédé sont difficiles à connaître, car aucune statistique n'a été dressée ; cependant il semble que leur organisation laisse à désirer.

A côté des bureaux de placements, qui en Autriche s'occupent presque exclusivement de ce que l'on appelle « place et emploi » au sens restreint du mot, c'est-à-dire « des gens de maison et des petits employés », existent les syndicats professionnels qui se chargent du soin de procurer du travail à l'ouvrier ou l'apprenti, dans la petite industrie.

D'après la loi du 15 mars 1883, les syndicats professionnels sont obligatoires pour les patrons ; les rapports qu'ils ont avec les ouvriers deviennent ainsi plus étroits et plus stables ; aux termes de cette loi il y a obligation pour les syndicats, de tenir à jour une liste des demandes d'emploi et des offres provenant tant de la part des ouvriers que de celle des patrons. Ne semble-t-il pas qu'il y ait là une très-grande ressemblance avec les anciennes « maisons communes d'appel », où chaque ouvrier devait s'inscrire.

Ces modes d'embauchage qui laissent d'ailleurs beaucoup à désirer dans leur fonctionnement sont complétés par des institutions de placement créées par des sociétés privées. En Autriche il n'y a pas de Bourse

de Travail, aussi le placement syndical perd-t-il de son importance. Ces sociétés ont pour but de procurer du travail aux ouvriers sans emploi. Parmi celles-ci, la plus importante est la société d'enregistrement des offres et demandes de travail, de Vienne.

Nous voyons dans le *Bulletin de l'office du Travail*, d'août 1895 : que cette société a ses frais couverts par la cotisation annuelle des patrons qui en font partie.

Les patrons non sociétaires paient une taxe chaque fois qu'ils utilisent ses services, et les ouvriers qui demandent un emploi versent un droit d'environ 20 à 25 centimes pour une inscription qui est valable pendant deux mois. Cette société composée de patrons et d'ouvriers a à sa tête M. de Plener, le chef du parti des Allemands libéraux. D'après le 10<sup>e</sup> rapport annuel de cette société, elle a reçu 73.203 demandes d'emploi de 1885 à 1895, et a pu fournir de l'ouvrage à 28.887, soit 39 1/2 p. 0/0 des postulants. — Il est à noter que pendant les grèves, cette société suspend ses opérations en ce qui concerne la profession intéressée.

Le 1<sup>er</sup> juin 1898, le gouvernement autrichien a déposé sur le bureau de la chambre des députés un projet de loi en vue de créer au sein du ministère du commerce une section chargée de réunir et de mettre en ordre des données statistiques destinées à servir de base à la législation sociale.

## BAVIÈRE.

C'est à l'aide des sociétés corporatives, philanthropiques et religieuses que se fait le placement : les services qu'elles rendent en procurant aux uns des employés, aux autres du travail, sont généralement à titre gratuit ou s'il y a prélèvement d'une indemnité, la taxe est minime et uniquement destinée à couvrir les frais. Ces sociétés ne sont astreintes à aucun règlement.

Quelques associations professionnelles (*fachvereine*) indiquent aux ouvriers qui en font partie les occasions favorables d'embauchage qui peuvent se présenter ; mais leur nombre est fort restreint et les résultats qu'elles obtiennent sont peu importants.

Dans les villes importantes, il existe pour les domestiques, pour les garçons d'hôtels, de café, de restaurant, quelques bureaux de placements, mais ils ne ressemblent que peu aux nôtres. Ces bureaux de placement proprement dits sont assujettis à une réglementation spéciale prescrite par la loi sur l'industrie du 1<sup>er</sup> juillet 1883. (*Reichsgewerbeordnung*). L'assentiment de l'autorité compétente est nécessaire pour l'ouverture de ces agences, c'est d'ailleurs ce qui correspond à notre autorisation préalable. Peu de réclamation jusqu'à présent sur cette organisation.

## BELGIQUE

Bien différents des nôtres, sont les bureaux de placement en Belgique ; ils ont bien un caractère privé, mais la législation qui les régit est toute différente de la loi française du 25 mars 1852. Ils ne servent d'intermédiaires qu'aux gens de maison et sont uniquement destinés à procurer des emplois aux servantes ou domestiques. En 1890, le comité de la Bourse du travail de Bruxelles fit une petite enquête à leur sujet, et signala : qu'il y avait à Bruxelles 13 bureaux de placement de servantes et autres femmes de service, plus 48 maisons de logements et de réunions pour les mêmes personnes. Sur ces 61 maisons : 17 seulement passent pour honnêtes et recommandables, 20 comme satisfaisantes, et 24 comme étant absolument mauvaises et servant de prétexte à la débauche.

Ces bureaux de placement, en vertu de la loi du 21 mai 1819 qui reconnaît le principe de la liberté du commerce et de l'industrie posé par l'article 7 de la loi des 2-17 mars 1791 (1), sont astreints à payer patente. Telle est la seule formalité exigée d'eux. « La patente

1. Cette loi française des 2-17 mars 1791 a été en vigueur en Belgique pendant la durée de l'occupation française et subsista sous le gouvernement néerlandais.

« donnera, à la personne à qui elle est accordée, la fa-  
« culté d'exercer, pendant le temps pour lequel elle a  
« été délivrée, et partout où le patenté le jugera con-  
« venable, les commerce, profession, métier, industrie  
« et débit y mentionnés » Les tableaux annexés à la loi  
« disent même : « ceux qui tiennent des bureaux d'indi-  
« cations d'adresse ou de louage de domestique ; ceux  
qui engagent des matelots. »

Là encore le placement le plus usité est le placement personnel ou direct. Les employés ont recours aux annonces des journaux, ou se placent à l'aide de leurs relations.

Les ouvriers vont d'ateliers en ateliers ou se rassemblent à certaines heures, en certains lieux où les patrons ont coutume de les venir embaucher. C'est l'usage des grèves qui reflurit ici comme en beaucoup d'endroits et notamment pour les ouvriers du bâtiment à Paris. Les camarades donnent aussi à l'occasion des renseignements sur la demande du travail dans l'usine et l'atelier qui les occupent et servent ainsi d'intermédiaire dans le marché du travail.

Depuis quelques années se sont créées en outre des Bourses de travail. On en compte plusieurs à Bruxelles et quelques autres importantes existent dans les grands centres : à Gand, à Liège. Ces bourses de travail ne ressemblent nullement à nos Bourses du travail en France, car en Belgique leur but poursuivi est simplement de procurer du travail aux ouvriers « en se

plaçant sur un terrain neutre, c'est-à-dire en n'intervenant ni dans les questions de salaire, ni dans celles des heures travail »...

Leur mécanisme et leur fonctionnement sont des plus simples. Les ouvriers sont inscrits sur un livre, par profession et dans l'ordre où ils se présentent. Quand une place est vacante et qu'une offre vient à être faite on examine les demandes des ouvriers de la profession correspondante et on les adresse au patron. Mais voici où ce système est un peu particulier : les ouvriers adressés au patron se présentent dans des occasions différentes ; s'ils sont recommandables à tous égards, on leur donne par écrit l'adresse du patron avec une formule d'introduction ; si sans être irréprochables, ils ne sont cependant pas trop mauvais, on leur donne l'adresse du patron par écrit mais sans rien de plus ; si enfin ils ont un casier judiciaire ils reçoivent tout simplement l'adresse verbalement. Ces différentes façons de recommander un ouvrier à l'attention du patron, indiquent à ce dernier quelle confiance il peut avoir en celui qui lui vient demander du travail.

Les résultats obtenus par les Bourses du travail ne sont pas jusqu'à présent très importants. La Bourse du travail de Bruxelles, du 25 mars 1890 au 21 mars 1891 a reçu 5361 demandes de travail de la part des ouvriers, et 4.091 offres de travail de la part des patrons. Et la « maison des ouvriers » « cercle

Concordia » créé par les ouvriers catholiques 750 placements environ sont effectués par trimestres (1)

Un certain nombre d'institutions philanthropiques s'occupent également du placement, et dans leur nombre figurent beaucoup de maisons religieuses.

Depuis quelques années un mouvement semble se dessiner en Belgique en faveur de l'organisation du marché du travail.

M. Denis voudrait organiser le marché du travail à l'aide des conseils de l'industrie et du travail, et des comices agricoles pour les campagnes. Ils seraient aidés dans leur œuvre par le service des postes et télégraphes et l'office de statistique du travail. (Cet office a été institué le 12 novembre 1894 et un arrêté royal du 12 avril 1895 est venu en déterminer les attributions). Pour obtenir ce résultat il serait établi des bourses de travail près du conseil de l'industrie et du travail, et ces bourses seraient sous la surveillance d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers. Les secrétaires des bourses et des bureaux établis par des comices recevraient les offres et les demandes et les feraient connaître en tous lieux par l'intermédiaire de la poste. De plus, une fois par mois au moins, tous ces secrétaires de bourses et de bureaux dresseraient un état particulier pour la région, état qui serait communiqué à l'office du travail et publié dans le bulletin général.

1. Offres de travail. *Le placement*, p. 695

## DANEMARK.

L'embauchage s'opère en ce pays à l'aide des bureaux de placement. C'est le conseil municipal qui en autorise l'ouverture. Ils desservent toutes les professions mais beaucoup plus spécialement celles des domestiques et des marins. En 1892 on comptait en Danemark, 12 bureaux de placement.

Sous le nom de Bureau de statistique de l'Etat, a été organisé à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1896, un Office du Travail. Cette institution est chargée de la statistique générale et spécialement de tout ce qui touche aux questions ouvrières (1).

## ETATS-UNIS

Aucune législation particulière ne régit aux Etats-Unis, les institutions de placement. Les autorités municipales délivrent des « licences » qui sont retirées en cas de contravention sans préjudice des poursuites judiciaires le cas échéant. Le plus généralement, l'emba-

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1896.

chage a lieu par voie d'annonces, et par les « échanges », sorte de bureaux de placement.

Dans quelques villes d'Amérique, et notamment dans l'Etat d'Ohio, ont été créés des bureaux publics de placement. La question est de plus en plus à l'ordre du jour; dans de nombreux états l'opinion publique en réclame la création, aussi le gouvernement a-t-il mis la question à l'étude.

Nous empruntons au *Bulletin de l'office du travail*, quelques chiffres sur le fonctionnement des bureaux publics de placement établis dans l'état d'Ohio (1).

La population de l'Ohio est de 4.000.000 d'habitants; depuis 1890 ils possèdent 5 bureaux établis à Cincinnati, Cleveland, Columbus, Toledo et Dagta.

En 1892 les résultats obtenus étaient les suivants :

26.854 demandes d'emploi,  
17.229 demandes de secours,  
et 13.201 placements opérés.

C'est-à-dire qu 49, 16 p. 0/0 des demandes d'emploi ont reçu satisfaction.

En ajoutant les résultats de 1893 aux précédents ont obtient les chiffres suivants applicables de leur ouverture au premier janvier 1894.

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, Années, 1895 à 1897.

Demandes d'emploi:  $65.688 + 42.630 = 108.310$ .

— secours:  $35.221 + 45.572 = 80.793$ .

placements effectués:  $23.093 + 28.460 = 51.553$ .

En 1894 on constate un léger ralentissement car les placements effectués n'ont été que de 9.766. Mais l'année suivante ils ont repris; sur 27.958 demandes de travail, on réalisa 11.725 placements.

#### GRÈCE

Il existe en Grèce, notamment à Athènes, et dans deux ou trois autres villes, quelques bureaux de placements, mais pour les domestiques seuls. Ces bureaux prélèvent un droit de commission très peu élevé, mais ne se rendent pas garants de la bonne conduite des domestiques. Aucune loi ne régit la matière. Quant à l'embauchage des ouvriers, il se fait comme aux temps primitifs, le salaire est débattu directement entre les intéressés (1).

#### HOLLANDE.

Le placement par relations ou par annonces dans les journaux, est le plus usité en Hollande. Il existe

1. Office du travail: *Le Placement*, p. 699.

cependant quelques bureaux de placement, mais leur nombre est assez restreint car les Hollandais témoignent à leur égard, une très grande antipathie.

A Rotterdam existe une société appelée « Mercurius » qui s'occupe de placer les employés adhérents à cette société et qui ont satisfait à un examen spécial que leur fait passer un comité particulier : ces ouvriers offrent beaucoup de garanties, aussi obtient-elle d'appréciables résultats les patrons ayant intérêt à s'adresser à elle quand ils ont des vacances dans leur personnel.

Une bourse de travail a été créée à Rotterdam, et le bulletin de l'*Office du travail* dans son numéro de février 1896 nous apprend que dans les six premiers mois d'existence de cette institution, il y a eu :

1.379 demandes de travail.

329 offres faites par les patrons.

310 placements effectués.

A Amsterdam, on compte quelque bureaux de placement pour employés ; ceux pour domestiques ne peuvent réussir et disparaissent presque dès leur création. Un bureau spécial créé par une société de bienfaisance a dans l'année 1890, placé 430 femmes, sur 737 qui avaient été demandées : c'est un point à remarquer qu'il y a plus de demandes que de femmes disponibles (1). Chaque bureau peut s'organiser comme il

1. *Office du travail*. Placement. p. 703.

l'entend car il n'y a aucune législation sur ce point.

En 1886 a été fondée en cette ville une bourse du travail. En 1887 elle a placé 599 ouvriers sur 3.623 qui demandaient à se placer. En 1888 les chiffres ont augmenté : 1.158 placements ont eu lieu sur 5.996 demandes de travail et 1598 offres. En 1889 : 1581 ouvriers ont été placés sur 6.429 demandes de travail et 1.941 offres de la part des patrons. En 1890 et 1891 les chiffres ont augmenté de 25 p. 0/0.

#### GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

L'organisation du placement dans le grand duché de Luxembourg, est appelé : « Bourse du Travail ». Mais cette organisation n'a rien de commun avec ce que nous appelons ainsi. En réalité c'est la poste qui est employée pour la transmission des offres et demandes de travail entre patrons et ouvriers.

Il faut distinguer dans cette organisation deux bourses : une bourses générale qui comprend toute l'étendue du grand duché, et une bourse particulière, comprenant le ressort de chaque bureau de poste (1).

Tout ouvrier qui désire du travail peut adresser une demande de travail soit à la direction des postes dans la capitale Luxembourg-ville, soit à

1. Arrêté du gouvernement grand ducal du 19 novembre 1892.

un bureau de poste quelconque. Il peut pour cela se présenter personnellement ou adresser au bureau une carte postale spéciale, qui lui sera délivrée gratuitement dans tous les bureaux de poste. Cette carte prévoit l'indication du nom, de l'occupation, du salaire demandé. Cela s'explique à peu près de la même façon au patron en ce qui concerne l'offre. La carte postale doit être affranchie comme les cartes postales ordinaires.

Le bureau de poste particulier doit dresser un tableau des offres et des demandes qui lui ont été adressées et afficher ce tableau intitulé « bourse particulière du travail » à son guichet. Ce bureau particulier doit transmettre cette liste à la perception (direction) des postes de la capitale. Celle-ci reporte les diverses listes ainsi parvenues, comme celles qu'elle a dressées directement, sur un registre, chaque jour après l'arrivée du dernier courrier ; un tableau général est alors dressé et envoyé ensuite à tous les bureaux de poste du duché où il est affiché (1).

En réalité c'est à la fin de la semaine que la direction envoie le tableau auquel les bureaux particuliers

1. Les listes des offres et demandes de travail sont affichées non seulement dans tous les bureaux de poste qui sont au nombre de 52, mais encore dans les stations des chemins de fer du pays (101). Elles sont aussi distribuées chaque semaine dans les hôtels, cafés, restaurants, .. (*Bulletin de l'office du travail* : mars 1895).

font des corrections au fur et à mesure des renseignements envoyés par le dernier courrier. Quelques précautions ont dû être prises pour que la direction et les bureaux particuliers fussent tous au courant des placements faits : d'où création des cartes postales gratuites qui préviennent du retrait de l'offre ou de la demande.

Telle est l'organisation de cette Bourse du travail postale du Luxembourg ; mais il faut remarquer qu'elle ne prend aucun renseignement ni sur les offres, ni sur les demandes. De plus, elle ne met pas directement en rapport les offres et les demandes ; aussi comprend-on que dans ces conditions, l'organisation postale n'ait pas fait disparaître les bureaux spéciaux de placement, c'est-à-dire l'industrie du placement. D'après la « *Labour gazett* », trois nouveaux bureaux de placement commerciaux auraient été créés.

Voici les résultats que donne l'office du travail français sur les années 1893 et 1894.

En 1893, il y aurait eu 898 demandes trouvant du travail, et 1674 offres satisfaites, ayant trait ensemble à 2054 ouvriers. Pour l'année 1894 les réalisations compteraient 1693 demandes et 1825 offres ayant trait ensemble à 2360 ouvriers. Le mot « ouvrier » doit être entendu au sens large du mot car il comprend ici : manœuvres et domestiques.

Les grands industriels se tiendraient paraît-il à l'é-

cart, ils craignent que la publicité postale n'augmente les exigences des ouvriers.

Sans être excellente, cette organisation nous semble présenter des avantages très à considérer.

#### PORTUGAL.

Un édit du 20 février 1885 émanant du gouverneur civil, conformément aux dispositions de l'art. 184 du code administratif portugais est venu réglementer les bureaux de placement. Sous bien des points ils ressemblent à ceux que le décret du 25 mars 1852 a organisés en France. Une autorisation spéciale est nécessaire pour ouvrir une agence de placement (*agencia*) et les postulants doivent justifier d'un certificat de bonne conduite et d'aptitudes spéciales, délivré par le commissaire de police du quartier ; ainsi que d'un acte légal de caution prêtée par une personne compétente qui s'engage à répondre pour l'intéressé dans le cas où il serait déclaré civilement responsable vis-à-vis de tiers par sentence des tribunaux (1). Défense est faite également aux placeurs d'inscrire qui que ce soit s'il n'est muni d'un livret, et cela à peine d'amende.

Les résultats obtenus par ces agences dont on compte une quarantaine à Lisbonne, sont très minimes, aussi

1. Office du Travail : *Placement*, p. 708.

le public semble avoir à leur égard un esprit marqué d'hostilité. A peu près seuls à y avoir recours sont les domestiques, car le mode de placement le plus usité est sans conteste celui de la recherche personnelle ou par relations ainsi que le système des annonces par la voie des journaux, notamment dans le *Diario de Noticias*.

#### RUSSIE ET SERBIE

Dans ces deux pays il existe bien quelques bureaux de placement, mais ce sont avant tout des institutions privées ne jouissant d'aucun privilège et qui ne sont assujetties à aucune loi : En Russie cependant il est nécessaire de déposer un cautionnement et d'obtenir l'autorisation du grand maître de police de la ville. Ce sont principalement les domestiques qui ont recours à ce mode de placement. Les autres professions s'embauchent à l'aide des moyens ordinaires : recommandations personnelles, relations, annonces...

#### SUÈDE ET NORVÈGE

Dès 1833, une loi, aujourd'hui tombée en désuétude, réglait les conditions de l'embauchage pour les domestiques. L'usage qui prévaut encore aujourd'hui

le plus généralement pour l'embauchage, est l'accord commun entre employeurs et employés. Cependant il existe en Suède des bureaux de placement, et une ordonnance royale du 28 novembre 1884, est venue en réglementer l'organisation et le fonctionnement.

L'autorisation préalable est nécessaire et ne peut être accordée « qu'aux sujets suédois jouissant d'une bonne renommée et ayant la libre disposition de leur personne et de leurs biens ». Toutefois l'adjonction d'un employé ou agent peut être autorisée. En thèse générale les placements opérés par ces bureaux doivent avoir lieu exclusivement dans le pays et si le placeur veut procurer une place à l'étranger, il doit pour faire face aux réclamations qui pourraient naître dans la suite, déposer une certaine caution. Un registre sur lequel sont inscrits les noms de toutes les personnes auxquelles a été procuré du travail, doit sous peine d'amende être tenu régulièrement par le placeur.

Ces bureaux après avoir pris une extension assez considérable, semblent périlcliter ; il est vrai qu'une réaction importante s'est produite contre eux. On semble préconiser un système analogue à celui de nos bureaux municipaux car dans une réunion importante composée d'employeurs et d'employés et tenue à Bankeberg, en 1892 le vœu suivant fut formulé, à savoir : qu'il serait préférable, au lieu et place des bureaux de placement privés, « détablir dans chaque paroisse une personne qui serait chargée de recevoir les certificats

et d'indiquer les places vacantes, sans aucune rétribution ».

SUISSE.

Indépendamment des bureaux de placement particuliers fondés par des agences privées, il existe en Suisse des bureaux de placements municipaux dont les résultats apparaissent satisfaisants.

Ces agences privées de placement, desservent toutes les professions et comme législation ne sont soumises qu'à des règlements communaux. Ces bureaux privés n'ont pas été sans commettre des abus, aussi ont-ils donné lieu à des plaintes. Un mouvement s'est nettement dessiné contre eux afin de faire cesser l'exploitation qu'ils pratiquaient sur les malheureux qui employaient leur intermédiaire. A la suite d'une pétition d'une société d'employés d'hôtels, de cafés et de restaurants (l'Union-Helvétia) le conseil fédéral fut saisi d'une proposition tendant à ce que « toutes les institutions qui fournissent des renseignements sur le travail c'est-à-dire les bureaux de placement, soient placés sous la surveillance et le contrôle de l'autorité de police compétente : ces bureaux devraient soumettre leurs statuts et leurs tarifs à l'approbation du conseil fédéral » (1).

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1895.

Déjà des bureaux municipaux importants s'étaient créés dans 3 villes : à St-Gaal en 1887 ; à Berne en 1889 ; et à Bâle la même année, mais ici, le bureau ne fonctionna qu'en 1890.

A St-Gaal, et à Berne, des sociétés privées, soit sociétés de bienfaisance ; soit sociétés ouvrières, ont une assez large part dans l'administration même du bureau municipal. A Bâle, au contraire, l'administration est tout à fait dans la main du gouvernement cantonal(1).

La direction du bureau de Bâle, appartient à une commission de 11 membres : Le président qui est le directeur du département de l'intérieur, et 10 membres choisis par le conseil du gouvernement, dont 3 parmi les ouvriers et 3 parmi les patrons. Le placement n'y est pas complètement gratuit car il y a un petit droit de placement pour les ouvriers et ce droit est double pour les patrons.

Ce bureau s'occupe surtout du placement des domestiques ; il comprend deux sections distinctes : une pour les femmes et l'autre pour les hommes. Dans chacune de ces deux sections, il y a quatre livres de contrôle : deux pour les demandes de travail et deux autres pour les offres. Sur l'un de ces registres on inscrit par ordre de date, les demandes suivies du numéro de contrôle et selon le registre alphabétique,

1. Il a été fondé par décision du conseil du grand canton de Bâle-ville, le 9 décembre 1889.

l'autre est divisé selon les diverses branches de l'industrie. Quand un ouvrier vient faire une demande de travail, on l'interroge sur ses titres et ses capacités et on exige de lui ses certificats et papiers dont mention est faite sur les registres.

Ces trois bureaux placent surtout des manœuvres. Les grandes industries usent peu du bureau municipal. Quant aux industries à associations importantes, elles n'en usent pas du tout : témoin, les industries textiles. L'agriculture fournit un très large appoint, au contraire au bureau de Bâle. Au point de vue des résultats, on a constaté :

A Bâle : 2063 placements d'hommes, et 1770 de femmes.

A Berne 179 placements d'hommes, et 844 de femmes.

Ce bureau de Bâle, a pris en peu de temps une extension très importante.

En 1895, à Genève le conseil cantonal a créé une bourse de travail sur le modèle des nôtres, et qui doit servir de bureau de placement à l'usage des patrons et des ouvriers. Son conseil d'administration est composé de 15 membres dont 4 sont nommés par le gouvernement cantonal et les onze autres par les onze sections du conseil de prud'hommes (1).

1. *Bulletin de l'Office du travail*, décembre 1895.

## CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire de la question du placement, en France et dans toutes les sociétés européennes, nous a montré que l'institution des bureaux de placement n'est pas due uniquement à des circonstances locales ; mais est l'expression et la nécessité de la centralisation de l'offre et de la demande de travail, dans les cités de population ouvrière, et en particulier pour les professions non syndiquées.

L'ouvrier en quête de travail a souvent besoin d'un intermédiaire dans le contrat d'embauchage. Quelle sera la nature de cet intermédiaire ? nous demandions-nous dans notre introduction. Nous allons, à l'aide des renseignements donnés dans cette étude, essayer de l'établir.

Nous avons vu combien la proportion des ouvriers et employés placés par les offices de placement autorisés, était relativement considérable ; et combien leur étaient inférieurs en nombre les placements effectués par l'intermédiaire des syndicats, bourses de travail, œuvres de bienfaisance, sociétés philanthropiques, so-

ciétés de secours mutuels, bureaux municipaux gratuits.

Nous avons constaté que les griefs articulés contre les bureaux de placement, s'il n'étaient pas toujours sans fondement, étaient cependant manifestement exagérés.

Les propositions de loi, aussi diverses que nombreuses dont nous avons rendu compte, tendent presque toutes, à la suppression du placement industriel au profit des bourses de travail et des syndicats, ou à leur défaut, au profit des municipalités.

Dans cette industrie du placement payant, il y a certes un véritable impôt sur le salaire, et ce qui est plus grave, sur le salaire en formation. Nous admettons volontiers que toute rémunération pour un service rendu soit licite, même en matière de placement ; mais nous n'en regrettons pas moins, au point de vue social, que dans les conditions les plus critiques de la vie d'un ouvrier, son droit au travail puisse être frappé d'un véritable impôt.

Le but de presque toutes ces propositions de loi, est d'arriver à obliger les ouvriers à passer tous par les syndicats. Nous ne dénions pas les services que ces derniers sont appelés à rendre aux travailleurs, le jour où ils abandonneront les discussions politiques pour se renfermer dans leur rôle professionnel, mais nous constatons avec la statistique qu'ils représentent à peine 8 pour 0/0 de la population ouvrière.

Certes, le placement professionnel nous semble être la meilleure forme théorique du placement ; nous constatons avec plaisir que l'idée du placement gratuit étendu à toutes les professions fait son chemin ; et nous espérons qu'un jour viendra où, ayant conquis droit de cité, il triomphera de tous les obstacles.

Mais aujourd'hui nous ne pouvons pas assurer le monopole à ce placement professionnel, et pour cela interdire la création de bureaux de placement pour l'avenir. L'accord nécessaire entre patrons et ouvriers n'existe pas encore et les associations unitatérales n'obtiennent que des résultats trop peu importants.

Ce qui retarde l'expansion du placement professionnel c'est que le moyen pratique de le réaliser n'est pas encore accepté par les ouvriers ; trompés par les politiciens que trop souvent la discorde fait vivre, ils ne veulent pas des syndicats mixtes et opposent une résistance aveugle aux offres des patrons. Ces syndicats mixtes établis sur des bases larges et équitables, composés d'hommes entendus et conciliants, répondraient cependant bien aux besoins du commerce et de l'industrie ; ils serviraient à rapprocher ceux qui ont grand intérêt à se connaître, à s'estimer, à débattre ensemble librement et sans animosité, leurs intérêts communs.

Malheureusement le moment de la concorde et de l'union ne semble pas encore venu, et le conflit permanent des intérêts mal compris donne chaque jour nais-

sance à des grèves aussi ruineuses pour l'ouvrier que pour le patron, au grand détriment d'ailleurs de l'industrie nationale.

Chacun des différents modes de placement que nous avons vu préconiser par les adversaires des bureaux autorisés, est impuissant à assurer à lui seul le placement de la classe ouvrière. Les chiffres que nous avons cités le prouvent surabondamment.

Les bureaux municipaux sont des agents insuffisants, d'ailleurs leur rôle est trop automatique et se réduit à l'ouverture de registres où l'on inscrit les offres et les demandes. Le placement demande plus d'activité personnelle ; c'est un art qui ne s'improvise pas et qui implique une longue expérience et une complète liberté d'appréciation. Nous ne voulons pas cependant préjuger de l'avenir, et nous gardons l'espoir que les bureaux municipaux deviendront pratiques un jour.

Trop souvent aussi les municipalités, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, sont obligées de compter avec certaines exigences électorales, aussi ne jouissent-elles pas toujours d'une indépendance suffisante pour résister aux sollicitations qui peuvent intervenir auprès d'elles, et refuser à certains postulants, une faveur dont ils ne sont pas dignes.

D'aucuns préconisent le régime de la liberté, aussi bien pour l'industrie du placement, que pour les autres industries. Nous ne sommes pas encore de cet avis, car la liberté absolue du placement désarmerait l'ou-

vrier, auquel le placeur, dégagé de tout contrôle, pourrait imposer des conditions arbitraires.

Le placement monopole des syndicats ou des municipalités, ne nous semble pas, pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, pouvoir fonctionner avec des chances de réussite.

Nous croyons préférable un système qui établirait une concurrence sérieuse pour les bureaux de placement autorisés en créant, partout où ils pourraient rendre service, des bureaux de placement gratuit.

Incidemment, nous tenons à faire une observation relative à la non-gratuité des bureaux. Que l'ouvrier ne paie qu'un faible droit, c'est très bien, mais à notre avis, il est bon qu'il paye quelque chose. Sans cela, le service qui lui est rendu ressemble trop à une aumône, et il le dédaignerait. En lui imposant une rétribution déterminée, il répugnera moins à avoir recours à cet intermédiaire, et son versement quelque léger qu'il soit contribuera par ailleurs à solder les frais de l'établissement de ces bureaux.

Maintenir les bureaux de placement autorisés ; réglementer leur fonctionnement d'une manière plus stricte et plus rigoureuse ; appliquer aux infractions qui, visent les abus constatés, des pénalités sévères ; organiser parallèlement à eux des bureaux de placement gratuits : telle est à notre avis la meilleure solution à cette délicate question.

De cette organisation concomitante de bureaux de

placement créés par des particuliers, par des municipalités et par des syndicats, qui permettrait de trouver chez les uns ce que l'on ne pourrait se procurer chez les autres, résulteraient, nous en sommes convaincus, de précieux avantages pour les patrons et les ouvriers.

---

Vu par le Président de la thèse.

R. JAY

Vu par le Doyen,  
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :  
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris  
GRÉARD.



## TABLE DES MATIÈRES

|                         |   |
|-------------------------|---|
| BIBLIOGRAPHIE . . . . . | 1 |
| INTRODUCTION . . . . .  | 5 |

### PREMIÈRE PARTIE

#### HISTORIQUE DU PLACEMENT.

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Au moyen-âge.

- α) Des différents procédés d'embauchage.
- β) Corporations. Compagnonnage . . . . . 10

##### CHAPITRE II. — Au xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècle.

- α) Clercs des communautés d'arts et métiers.
- β) Bureaux d'adresses. . . . . 31

##### CHAPITRE III. — De la Révolution au décret de 1852.

- α) Œuvre de la Constituante et du Consulat.
- β) Compagnonnage au xix<sup>e</sup> siècle.
- γ) Les Placeurs de Strasbourg . . . . . 43

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE L'EMBAUCHAGE EN FRANCE.

TITRE I. — Placement direct (personnel).

- α) Recherches de l'ouvrier par le patron.
- β) Recherches du patron par l'ouvrier.
- γ) Embauchage par sous-entrepreneurs.
- δ) Placement par connaissance.
- ε) Placement par publicité . . . . . 64

TITRE II. — Placement par intermédiaire.

A. — *Placement commercial. — Les Bureaux de Placement.*

- 1° Légitimité de ce mode de placement et justification de la rémunération du placeur. Intervention de l'Etat et réglementation.
- 2° Etude de la législation du décret du 25 mars 1852 et de l'ordonnance de police du 5 octobre 1852. Portée de cette législation.
- 3° Caractère commercial des bureaux de placement. Responsabilité des placeurs. Jurisprudence en la matière.
- 4° Résultats obtenus par ces bureaux. Leur nombre. Leur tarif. Leur valeur pécuniaire.
- 5° Grievs adressés aux bureaux de placement. Exagération dans le tarif de la rétribution ; annonces d'emplois non existants ; mutations rendues trop fréquentes ; abaissement du prix des salaires ; excitation à la débauche ; exploitation des ouvriers. . . . . 76

B. — *Placement gratuit.*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Placement charitable. Intervention de la

Société. Sociétés philanthropiques laïques et religieuses. Assistance par le travail : fonctionnement et résultats obtenus.

Placement mutuel. Nombre des opérations. . . . 132

CHAPITRE II. — Placement municipal. Intervention de l'Etat.

Création des bureaux municipaux. Organisation.

Fonctionnement. Résultats obtenus. . . . . 145

CHAPITRE III. — Placement corporatif (syndical).

α) Intervention de la Société. Loi du 21 mars 1884. Nombre des syndicats. Nombre des syndiqués. Union de syndicats. Placements effectués par les syndicats.

β) Bourses de travail. Historique des bourses de travail et en particulier de celle de Paris. Leurs opérations. 157

TITRE III. — Projets de réforme. Propositions législatives, relatives au placement.

1° Clovis Hugues.

2° Tony-Révillon.

3° Camélinat, Basly, Michelin, Planteau.

4° Mesureur, Millerand.

5° Dumay, Joffrin, etc.

6° Arnauld Dûbois.

7° Coutant, Toussaint, Baudin, etc.

8° Mesureur.

9° Georges Berry.

10° Projet de loi de MM. Boucher, Barthou, Darlan.

11° Proposition de loi de Guillemin.

12° Proposition Coutant, etc. . . . . 181

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

|                                    |     |
|------------------------------------|-----|
| Angleterre . . . . .               | 209 |
| Allemagne . . . . .                | 214 |
| Autriche . . . . .                 | 224 |
| Bavière . . . . .                  | 228 |
| Belgique . . . . .                 | 229 |
| Danemark. . . . .                  | 233 |
| Etats-Unis. . . . .                | 233 |
| Grèce . . . . .                    | 235 |
| Hollande . . . . .                 | 235 |
| Grand Duché de Luxembourg. . . . . | 237 |
| Portugal . . . . .                 | 240 |
| Russie et Serbie. . . . .          | 241 |
| Suède et Norwège . . . . .         | 241 |
| Suisse . . . . .                   | 243 |
| CONCLUSION . . . . .               | 245 |



---

Imprimerie des Écoles, JOUVÉ et BOYER, 15, rue Racine, Paris

---